

Assassinat à Bonn

Aux attentats aveugles de Paris succède en République fédérale une opération tout aussi terroriste mais cette fois « ciblée » avec soin. Gerold von Braunmühl, assassiné vendredi 10 octobre à Bonn, était l'un des plus proches collaborateurs du ministre ouest-allemand des affaires étrangères. Il n'y a pas de mystère quant aux auteurs du crime : il a été immédiatement revendiqué par un « Front révolutionnaire ouest-européen », dénomination recouvrant les commandos terroristes issus de la Fraction armée rouge et d'Action directe depuis leur « fusion » en janvier 1985.

En France, un attentat de même style avait coûté la vie à l'ingénieur général René Audran le 31 janvier 1985. Et c'est un homme à l'accent allemand qui avait téléphoné au domicile de la victime, choisie en raison de ses fonctions, pour s'assurer que l'officier n'était pas encore rentré...

En revanche, on ne peut, dans l'état actuel des informations, mettre l'attentat de Bonn en relation avec la vague terroriste d'origine proche-orientale qui vient de frapper la France. Si dans le passé, le chemin des « euro-terroristes » a parfois croisé celui des disparates arabes, il semble que les héritiers d'Andreas Bader agissent aujourd'hui selon une logique qui leur est propre. Ce qui n'empêche pas les clandestins de la RAF ou d'Action directe d'apporter à l'occasion un appui logistique aux tueurs venus de Beyrouth ou d'autres capitales arabes.

Traqué par la police allemande, contraint à l'isolement le plus strict, le noyau dur de la Fraction armée rouge ne rassemblerait, selon les policiers, guère plus d'une vingtaine de membres. Il est néanmoins parvenu à faire monter la tension. C'est la première fois en effet qu'un attentat est perpétré en plein cœur de la capitale fédérale, où la surveillance est particulièrement rigoureuse.

Le chancelier Helmut Kohl, ouvrant la semaine dernière la campagne électorale, incitait ses concitoyens à « surmonter les peurs » qui les habitent : pour de la guerre et du nucléaire, il misait sur son optimisme souriant pour mettre en déroute les « prophètes de malheur » de l'opposition social-démocrate. Pourtant, la société ouest-allemande est peut-être, en Europe de l'Ouest, la plus fragile psychologiquement. Il suffit d'une provocation pour que l'angoisse des années de terrorisme s'empare à nouveau des esprits. La poignée de tueurs qui poursuit son combat suicidaire contre l'impérialisme américain et ses alliés le sait fort bien.

La mise hors d'état de nuire de ces fanatiques est d'autant plus difficile qu'ils ont renoncé à tout lien avec la société civile, et surtout avec ce préservatif au nom duquel ils prétendent agir. Loin de les décourager, l'unanimité dans la réprobation et le dégoût qui se manifeste en Allemagne et en Europe face à leurs « exploits » les confirme dans leur paranoïa. Si l'on fait abstraction de leur rhétorique d'extrême gauche, c'est plutôt au « Vive la mort ! » fasciste ou à la frénésie de destruction du nazisme agonisant que font songer ces singuliers idéologues.

(Lire page 4.)

La rencontre de M. Reagan et de M. Gorbatchev à Reykjavik

Les Américains se sont efforcés de tempérer l'optimisme délibéré des Soviétiques

Ouvert samedi 11 octobre à Reykjavik, le sommet réunissant M. Reagan et M. Gorbatchev devait s'achever dimanche. Le premier tête-à-tête entre les deux hommes était prévu samedi en fin de matinée.

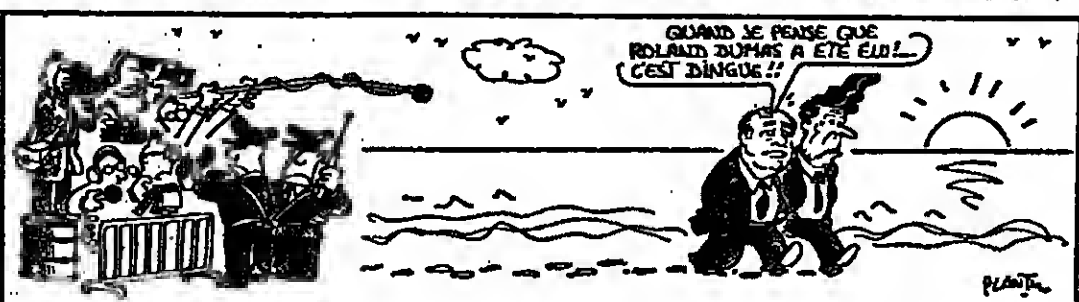
Alors que la délégation soviétique souffrait plutôt le chaud dans la capitale islandaise, les Américains restaient sur l'expectative et

cherchaient à tempérer tout optimisme excessif. Plusieurs proches de M. Reagan ont affirmé que la rencontre de Reykjavik n'avait pas pour but de déboucher sur un accord et ne permettrait pas formellement de fixer la date du « vrai » sommet américano-soviétique, qui doit avoir lieu aux Etats-Unis.

A quelques heures du début de la rencontre, le président Reagan avait décidé de répondre aux propositions insistantes des Soviétiques concernant un arrêt des

essais nucléaires souterrains en faisant annoncer qu'il allait demander au Sénat de ratifier deux traités signés en 1974 et 1976 par les Etats-Unis et l'URSS sur la limitation des expériences nucléaires. Ce n'est qu'à l'issue de cette procédure, elle-même soumise à l'acceptation par les Soviétiques de certaines méthodes de vérification, que les Etats-Unis accepteraient de discuter de l'arrêt progressif des essais.

(Lire nos informations page 3.)



Tremblement de terre dans l'isthme américain

Des centaines de morts au Salvador

La terre a tremblé au Salvador, vendredi 10 et samedi 11 octobre, faisant des centaines de morts. Mais aucun bilan précis ne pouvait encore être établi samedi matin. Dans ce pays, déjà affecté par une guerre civile, les réseaux électriques et de télécommunications étaient en grande partie hors d'usage.

La secousse majeure s'est produite vendredi à 11 h 55 locales (18 h 55 en France) et a duré une dizaine de secondes. Une réplique violente, mais plus brève, l'a suivie un quart d'heure après. Une autre secousse importante devait être enregistrée à 21 h 50 (heure française), elle aussi suivie de répliques, faisant s'effondrer des décombres dans lesquels on recherchait des survivants.

La magnitude du séisme a été évaluée à 7 sur l'échelle de Richter, mais, d'après des sources américaines, elle serait comprise entre 5,4 et 6. L'épicentre paraît situé sous le lac Ilopango, à quelques kilomètres au sud de la capitale San Salvador.

La magnitude mesure l'énergie totale libérée dans un séisme, mais n'a pas de relation directe avec les dégâts qui dépendent aussi de la nature du sol et de la profondeur du foyer. Le tremblement de terre a été en tout cas très destructeur. Dans le centre de la capitale, plusieurs hôtels et cinémas ont été détruits. Un grand magasin s'est entièrement effondré, ensevelissant des dizaines de personnes. Un incendie a ravagé l'université, tandis que le palais présidentiel et l'ambassade des Etats-Unis étaient endommagés.

On signale aussi d'importants dégâts dans les faubourgs de la capitale, spécialement dans les

bidonvilles où sont rassemblées des populations chassées par la guerre civile. Le quartier de San Jacinto a été particulièrement envahi par un glissement de terrain, et au moins quinze enfants ont péri dans la destruction de leur école.

Sur le reste du pays, les informations sont encore rares. D'après une station de radio colombienne, la ville de Soyapango, proche de la capitale, aurait été « pratiquement détruite ». De source hondurienne, on indique que les départements de San Miguel, à l'ouest, et de Santa Ana, à l'est, sont les plus touchés. La ville de Berlin, à l'est du pays, serait très affectée. Le séisme a aussi été ressenti au Honduras et au Costa-Rica, mais suffisamment affaibli pour ne pas entraîner de dégâts.

De premières indications ont permis de dénombrer environ cent cinquante morts dans la capitale, mais les témoins pensent que le bilan final sera bien plus lourd. L'ambassadeur d'Espagne a parlé de centaines de victimes. Un radio amateur a indiqué plusieurs centaines de morts pour le seul quartier de San Jacinto. D'après un autre témoin, « le chaos règne au centre de San Salvador, où il est presque impossible de circuler ». Samedi matin, la télévision costa-ricienne annonçait un millier de morts.

Le président Napoleón Duarte, absent de la capitale au moment du premier séisme, a regagné le palais présidentiel. Il a déclaré l'état d'urgence dans tout le pays. La solidarité internationale s'organise. Trois équipes médico-chirurgicales de Médecins sans frontières devaient partir de Paris, du Honduras et du Guatemala pour renforcer celle qui était déjà sur place. L'Action d'urgence internationale annonçait

le départ de France, samedi matin, d'une équipe de sauveteurs-déblayeurs munis d'une sonde électronique.

Un avion militaire mexicain, chargé de sept tonnes de médicaments et de nourriture, et transportant plusieurs médecins spécialisés dans les soins aux victimes de catastrophes, devait atterrir samedi matin au Salvador. D'autres pays latino-américains se sont également mobilisés. La ligne des Croix-Rouges a fait parvenir ce samedi 13 tonnes de matériel de secours. - (AFP, AP, UPI).

(Lire nos informations page 7.)

Un discours de combat de M^{me} Thatcher

A la fin du congrès conservateur, le premier ministre britannique a défini l'enjeu de la future bataille électorale : la défense.

PAGE 4

Carrefour du développement

M. Nucci dément avoir touché 500 000 francs en liquide à la suite de fausses factures.

PAGE 7

La réforme de la naturalisation

Si le projet du gouvernement aboutit, les étrangers voulant devenir français devront prêter serment.

PAGE 16

Opération iranienne en Irak

Téhéran affirme que ses troupes ont « détruit » le complexe pétrolier de Kirkouk.

PAGE 16

Le sommaire complet se trouve page 16

Démissions en chaîne à la municipalité

« Watergate » à Draguignan

Le conseil municipal de Draguignan (Var) connaît une crise qui devrait provoquer de nouvelles élections. L'annulation du scrutin de mars 1983 par le Conseil d'Etat avait déjà nécessité l'organisation d'une élection partielle. M. Jean-Paul Claustres, qui avait emporté avec vingt-six de ses collègues contre huit à la gauche, avait été élu maire le 3 mars 1984.

DRAGUIGNAN de notre envoyé spécial
Un genou à terre, M. Jean-Paul Claustres, futur ex-maire (RPR) de

Draguignan, vient d'oser une audacieuse comparaison : « Var Marin est devenu le Washington Post, et je suis un peu le Nixon qu'il faut abattre ». Poignante lucidité ! Mais trop tardive pour éviter la ruée Tarapienne. Après les démissions, égrenées au cours de dix-huit mois de happening permanent, de vingt-quatre conseillers municipaux (sur trente-cinq), M. Claustres est aujourd'hui un maire condamné.

Condamné par le code électoral, s'entend. Même si, par extraordinaire, le ministre de l'Intérieur — qui, en d'autres temps, vint amicalement soutenir sa candidature, — décidait de ne pas dissoudre le conseil municipal, la simple constatation, par le préfet, de la vacance de plus d'un tiers des sièges, au conseil municipal amènera ce dernier à organiser un nouveau scrutin.

Triste fin pour l'ancien chef de cabinet de M. Jacques Médéric, maire de Nice, parachuté par ce dernier, pour relever un défi insensé : battre le « vieux lion », Edouard Soliani, maire socialiste de Draguignan depuis un quart de siècle, président du conseil général, « roi du Var », pour tout dire. Défi relevé en quatre tours : battu aux municipales de 1983, M. Claustres les faisait annuler, et emportait ensuite la mairie à l'arraché, laissant ses partisans pantelants et ses adversaires effondrés.

Mais le « tombeur » de M. Soliani, qui s'accroche aujourd'hui par les ongles à son fauteuil, dans une mairie déserte où seule sa secrétaire soupire encore sur l'ingratitude humaine, s'est largement condamné lui-même. Sa surdité, son aveuglement sont confondants.

Sourd, il le fut d'abord aux murmures réprobateurs d'une grosse bourgeoisie encore paysanne qui admettait volontiers que les hommes politiques aillent un peu à la soupe, mais à condition de mettre une serviette.

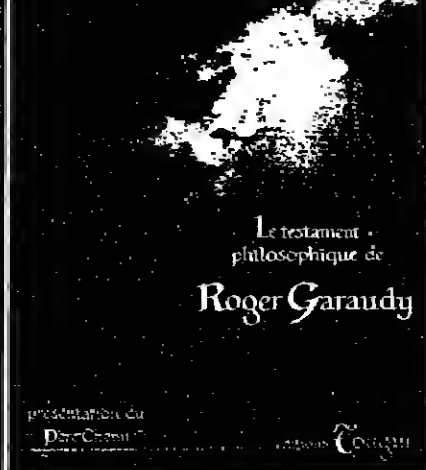
Aveugle, il le fut au chahut grandissant de ses propres collègues, qui, depuis dix-huit mois, de communiqué vengeance, en concubinage rocambolesque, ne cessent de creuser autour de lui une tranchée sanitaire.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 6.)

Roger Garaudy

Biographie du XX^{ème} siècle



TERRORISME DANS NOS VILLES

EQUILIBRE DE LA TERREUR DANS LE MONDE

COMMENT SURVIVRE ET VIVRE ?

COMPRENDRE NOTRE SIECLE POUR QU'IL NE S'ACHEVE PAS EN APOCALYPSE

Éditions Coléguil 30, rue René Boulanger - 75010 PARIS

Dates

Il y a cent ans naissait David Ben Gourion

Le père fondateur de l'Etat d'Israël

RENDEZ-VOUS

Lundi 13 octobre. — Argentine : M. Alfonsín en URSS.

Mardi 14 octobre. — Koweït : le procès des terroristes.
Israël : M. Shamir au pouvoir.
Norvège : le prix Nobel de la paix.

Mercredi 15 octobre. — Bangladesh : élection présidentielle.
Ouverture des entretiens américano-espagnols sur les bases militaires.

Jendredi 16 octobre. — ONU : élections des nouveaux membres au Conseil de sécurité.

Vendredi 17 octobre. — M. Giraud en Arabie saoudite.

UNE caricature publiée au début des années 60, en Israël, disait en rasecours tout l'esprit du moment : on y voyait un petit Ben Gourion hargneux, la crinière en bataille, un énorme marteau à la main, briser à coups redoublés sa propre statue.

Engagé dans une partie de bras de fer avec Pinhas Lavon, le ministre de la défense, accusé d'ivrognerie, en juillet 1954, ordonné des opérations terroristes en territoire égyptien, il refuse de tenir compte des résultats des commissions d'enquête, qui blanchissent toutes Lavon, membre de la vieille garde du Parti travailliste et objet de la vindicte des jeunes loupes du parti, parmi lesquels se trouvait alors un certain Shimon Pérès.

La presse est contre lui, les intellectuels l'accusent de pratiques dictatoriales, ses partisans de la coalition menacent de faire tomber le gouvernement — rien n'y fait, le « Vieux » tient bon, impose son bon vouloir à un comité central que sa seule menace de démission suffit encore à terroriser et finit par avoir la peau de Lavon. Cela sera sa dernière victoire avant sa retraite en juin 1963, à Sdà Bokier, humilié par la défaite électorale d'un parti qu'il avait fondé, le Rafi.

C'est, ensuite, la résolution de l'ONU du partage de la Palestine (29 novembre 1947) et sa propre décision de proclamer l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948, qui ont fait de Ben Gourion le père fondateur de l'Etat d'Israël. La guerre civile fait déjà rage sur tout le territoire, les Etats voisins annoncent l'invasion imminente, la Grande-Bretagne laisse derrière elle un chaos soigneusement planifié. Une fois de plus, Ben Gourion fait la preuve de sa détermination, mais aussi de son remarquable sens du possible.

La passion des livres

Naturellement, c'est lui qui, le 14 mai 1948, lira au Musée de Tel-Aviv la Déclaration d'indépendance ; lui aussi qui dirigera le premier gouvernement régulier de l'Etat nouveau-né, à qui il fera passer avec succès l'épreuve initiatrice de la guerre d'indépendance ; lui encore qui, plus que quiconque, en dessinera le profil constitutionnel. Dans la génération des pères fondateurs, où les personnalités hors pair ne manquent pourtant pas, Ben Gourion est sans conteste le premier.

L'homme n'a pas le physique de l'emploi, mais l'emploi lui fera un physique. Ben Gourion fera les délices des caricaturistes, ce qui n'est pas un mince atout politique. Ce n'est pas un rhéteur, et il n'a ni la voix ni le goût de la démagogie. Mais son fillet de voix haut perché et son débit saccadé emportent l'adhésion. C'est un bonhomme revêché et cassant, tout entier tendu vers un but jamais atteint.

Aussi ignore-t-il ce que le commun des mortels considère être les plaisirs de la vie. Des années durant, il s'est nourri distraitement de yoghourt et de légumes. La beauté des choses le laisse froid, la musique ne l'intéresse pas, l'élégance vestimentaire lui est parfaitement étrangère — un ascétisme qu'il partage avec toute la génération pionnière, mais qui est chez lui inné. Son seul luxe, ce sont les livres. Son maigre budget personnel est perpétuellement mis à mal par cette passion débordante, qui fait le désespoir de sa femme Paula. C'est un lecteur fervent de la Bible, des Grecs, des mystiques indiens — il pratique d'ailleurs le yoga.

Une mine inépuisable pour l'historien

Ecrivain né et épistolier prolifique, il a le sens et le goût de la langue, et il laisse derrière lui une œuvre considérable, qui est une mine inépuisable pour l'historien. C'est aussi dans sa correspondance que l'on découvre le côté humain du personnage, notamment dans ses lettres à sa femme et à ses trois enfants, où l'amour et la politique se trouvent étroitement imbriqués. Car c'est un homme seul et secret, sans véritables amis — les deux ou trois vrais compagnons qu'il a eus sont tous morts trente ans avant lui, — qui s'appuie entièrement sur sa femme.

En quarante ans d'activité politique, Ben Gourion n'a cessé de réfléchir au problème arabe, d'imaginer une politique arabe du mouvement sioniste, puis de l'Etat. Dès 1908, il assiste à un affrontement sanglant entre juifs et Arabes à Jaffa. A l'époque de l'année suivante, il est mêlé, dans sa commune de Sdegera, à une véritable bataille rangée, l'incident le plus grave à ce jour entre les deux communautés de Palestine. Trente ans plus tard, dans une lettre à sa femme, il a affirmé avoir compris alors pour la première fois « la gravité et le potentiel destructeur du problème arabe ».

Peu à peu, il se libère du cliché des Arabes-peuple-du-désert-habitué-aux-razzias-et-aux-coups-de-main-et-élabore, conformément à son idéologie sociale, une théorie de classe du problème arabe : l'ouvrier arabe se révolte naturellement contre son employeur juif. Le sionisme donc, mouvement national juif mais aussi soucieux de justice sociale, se doit de prendre en considération les aspirations des masses arabes et de les promouvoir de toutes ses forces. Il dira plus tard : « Seuls des cercles étroits des couches dirigeantes arabes ont des raisons égoïstes de craindre l'immigration juive et les bouleversements socio-économiques qu'elle provoque ».

Ce ne sont pas là vaines paroles. Dès la fin des années 20, Ben Gourion propose d'ouvrir aux ouvriers arabes les portes de la Histadrout (mais ce ne sera chose faite qu'en 1959) ; il crée, dès son élection à l'exécutif de l'Agence juive, un département arabe ; il tente, un lendemain des événements sanglants de 1929, de nouer un dialogue avec le mufti de Jérusalem — le pire ennemi des juifs pourtant.

Est-il besoin d'insister sur ce que cette approche de classe et cet humanisme

moralisateur avaient de naïf ? Dans sa dimension sociale, le sionisme socialiste préconisait la « conquête du travail », la constitution d'une classe ouvrière juive en Palestine. Or non seulement ces dogmes ne pouvaient avoir aucun sens pour la société arabe de Palestine, fortement hiérarchisée et profondément religieuse, que tout en ces étrangers choques et scandaleux, mais encore ils étaient à usage interne, conçus pour la rédemption sociale et nationale des juifs, et des juifs seuls.



Plus vite que d'autres dans son camp, Ben Gourion comprendra que le fond du problème n'est pas social, mais national. La révolte palestinienne de 1936 (1) lui fait découvrir ce fait fondamental : « Il y a une contradiction insurmontable. Eux et nous voulons la même chose... la Palestine (Eretz-Israël) ».

L'impossible ouverture sur le monde arabe...

A partir de ce moment, il cesse de voir dans le sionisme un ferment révolutionnaire au sein des masses arabes, mais plutôt un catalyseur national, dans un processus dialectique générateur d'irréconciliables conflits. D'où les trois volets d'un programme qui, à ses yeux, constitue un tout indissociable : la mise sur pied d'une armée juive puissante (Haganah, puis Tsahal) ; l'édification d'un Etat juif aussi homogène que possible ; la quête d'une ouverture vers le monde arabe.

Impossible ouverture. Pour toute une génération, les Arabes présentent un front uni de rejet total, et Ben Gourion, sous la pression des événements, évolue vers des positions de plus en plus intransigeantes. A l'intérieur, si les Arabes israéliens bénéficient des droits de citoyenneté et aussi de privilèges communautaires étendus, ils se voient imposer un humiliant régime militaire qui limite leur liberté de mouvement et qui ne sera aboli qu'en 1965, quand Ben Gourion ne sera plus au pouvoir. A l'extérieur, les pays voisins paient très cher l'état de guerre larvée qu'ils imposent à l'Etat hébreu. C'est la politique de représailles en coups de poing, parfois inutilement sanglantes, et, en 1956, la première guerre préventive.

L'esprit de l'Etat Mapai

Le 18 août 1952, soit moins d'un mois après le renversement du roi Farouk par les « officiers libres », il s'empresse d'adresser au nouveau régime égyptien un message public d'amitié, tout en lui offrant secrètement l'aide politique et économique d'Israël — brève lueur d'espoir vite éteinte par le régime nassérien. A l'occasion, il ne se prive pas de choquer ses concitoyens en déclarant que, s'il était Palestinien, il combattait dans les rangs du Fatah ; ou encore en leur expliquant à la télévision, au lendemain de la guerre des six jours, qu'il leur faudra se résoudre à rendre les territoires conquis, et que le plus vite sera le mieux.

Pour Ben Gourion, ce n'est pas uniquement une question de morale mais de juste appréciation de la place d'Israël dans la région et dans le monde. Cet ambitieux est soucieux de vraie grandeur, et il n'a que mépris pour les vaines redondances nationalistes de la droite révisionniste. Il sait parfaitement que ce petit pays pauvre bâti de pièces et de morceaux, dont l'existence est violemment contestée, a un besoin vital du consentement des nations.

Mais son premier souci reste le front intérieur. Dès avant la déclaration d'indépendance et jusqu'à son départ des affaires, il se livre, à l'intention d'un peuple disparate, plus proche des traditions du ghetto que des vagues souvenirs d'une souveraineté perdue depuis vingt siècles, à une véritable pédagogie de l'Etat. « Nam-lakhtout » — voilà le mot-clé, intraduisible, et qui évoque à la fois le sens de l'Etat, la raison d'Etat et une volonté rou-

seuse. Au nom de ce Léviathan, Ben Gourion invente le slogan « de la classe au peuple », et liquide le réseau scolaire de la Histadrout ; il crée une bureaucratie pléthorique et fortement centralisée.

Avec l'Irgoun de Menahem Begin, il cherche la confrontation directe pour faire un exemple et asseoir définitivement l'autorité de l'Etat. En juin 1948, un vieux bâtiment de 5 500 tonnes — *Altalena* — parti de Port-de-Bouc avec neuf cents volontaires et de grosses quantités d'armes et de munitions destinées à l'Irgoun, lui en fournit l'occasion : sans pitié, il fait bombarder le bateau échoué sur la plage de Tel-Aviv et mitrailler les patriotes juifs venus lui prêter main-forte contre l'envahisseur. A la Knesset, il évoquera le « canon saint » qui a écrasé la dissidence.

On l'aura compris, Ben Gourion n'est pas un tendre et il ne souffre pas d'un excès de libéralisme. Certes, Israël sera une démocratie, et lui-même n'a jamais pensé qu'il pût en être autrement. Mais il y a du bolchevisme dans cet homme. Il est pour une bonne part responsable des haines politiques inexplicables qui ont toujours divisé ce pays. « *Me Herout, ni Rakah* », autrement dit sans Begin et sans les communistes — ce dogme de la vie politique israélienne tiendra bon jusqu'en 1967. Begin, qu'il n'a jamais appelé par son nom — « l'homme assis à la droite du Dr Bader », c'est ainsi qu'il désignait la Knesset le chef de l'opposition parlementaire, — a été sa bête noire. Le 21 mars 1963, il écrit à Moshe Sharet, son successeur à la tête du gouvernement : « Je ne doute pas qu'un gouvernement dirigé par lui, si jamais il voit le jour, amènera la destruction du pays. A tout le moins le transformera-t-il en quelque chose de monstrueux ».

Tel est l'esprit de l'Etat Mapai : une emprise souveraine d'un parti majoritaire sur tous les centres de décision du pays, qui n'a pas pu contribuer, par un compréhensible effet de retour de bâton, à la défaite travailliste de mai 1977.

Cariéusement, il traite mieux les orthodoxes, dans la mesure où leur principale formation — le Parti national religieux, — se montrait, moyennant quelques concessions, un partenaire docile et peu encombrant.

Volontarisme et sens des réalités

A l'heure des bilans, on ne peut s'empêcher de penser à de Gaulle, l'un des rares hommes d'Etat que Ben Gourion respectait vraiment et qui d'ailleurs le lui rendait bien. Comme l'homme du 18 juin, l'homme du 14 mai offre une étonnante leçon de volontarisme politique, associé à un solide sens des réalités.

On se souvient, à droite, qu'il a fondé l'Etat, en toute simplicité ; l'on reconnaît à gauche que, lui vivant, la force de l'alternance sans élections ou d'amnistie sans jugement eût été impensable. Les « faucons » mettent en avant son activisme, voire tentent de justifier la malheureuse aventure libanaise par la campagne de Suez ; les « colombes » rappellent avec émotion cette étonnante émission de télévision — sa dernière apparition à l'écran — où il a demandé aux Israéliens de se débarrasser des territoires. Peu se souviennent de ce mot d'impatience, d'exigence et d'espoir : « *Tout ce que nous avons bâti jusqu'ici n'est que cadre, modèles, procédures formelles ; l'Etat lui-même ne prendra véritable forme que dans dix ou vingt ans, peut-être davantage. L'Etat d'Israël n'est pas encore fait.* »

ÉLIE BARNAVI
et IDITH ZERTAL

(1) Le Monde du 19 avril 1986.

Une réédition

« Ben Gourion »
par Michel Bar-Zohar

L'ouvrage classique de Michel Bar-Zohar sur le père de l'Etat juif vient d'être réédité chez Fayard à l'occasion du centenaire. Il y perd son sous-titre « Le prophète armé » — et c'est dommage, — mais il est enrichi d'une introduction due à Claude Douz de un apologue qui insiste sur le statut historique du personnage. « Il fut le seul à comprendre que la seconde guerre mondiale offrait aux juifs une occasion unique d'obtenir leur Etat. » Et le trio sous l'invocation duquel est placée cette vie : Moïse, Josué, David, si écartés soit-ils, ne paraît ni excessif ni inopportun.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Directeur :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ, joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde USPS 785-910 is published daily,

except Sundays for \$ 4.00 per year by Le

Monde c/o Speedpost, 46-48 39 th

Street, L.L.C., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpost, U.S.A., P.O.C.,

46-48 39 th Street, L.L.C., N.Y. 11104.

مكتبة الأم

La rencontre de M. Reagan et de M. Gorbatchev

Campagne de séduction dans le camp soviétique

REYKJAVIK
de notre envoyé spécial

Ouvert samedi matin 11 octobre vers 10 h 30 locales (une heure plus tard à Paris) par un premier entretien en tête-à-tête entre MM. Reagan et Gorbatchev au pavillon du Hohen, construit en 1909 par le conseil de France, le sommet de Reykjavik devait se poursuivre par une deuxième rencontre dans l'après-midi et s'achever dimanche matin à l'issue d'une troisième conversation entre le président américain et le numéro un soviétique. On s'attendait cependant dans la capitale islandaise que les pourparlers puissent se prolonger au-delà des trois séances de deux heures chacune fixées comme cadre pour ces premières grandes retrouvailles entre l'homme de la Maison Blanche et celui du Kremlin depuis le sommet de Genève, en novembre 1985. Une telle éventualité était toutefois plus volontiers évoquée du côté soviétique que du côté américain.

Le seul fait que les deux interlocuteurs soient conduits à jouer les prolongations pourrait être perçu comme un succès de M. Gorbatchev et comme une concession de la part de M. Reagan. Or ce dernier doit faire face, depuis quelque temps, à l'offensive de moins en moins discrète de ceux qui, au sein du Parti républicain ou de l'administration, redoutent de le voir céder sur le tard aux séductions et aux facilités de la conciliation pour la conciliation. A commencer sans doute par son propre secrétaire à la défense, M. Casper Weinberger et son adjoint, M. Richard Perle.

Cette divergence dans la position sur la durée possible de la rencontre recouvre, à l'évidence, deux

appréciations différentes. Du côté américain, on n'a cessé, ces derniers jours, à Reykjavik comme à Washington, de mettre l'accent sur le fait qu'il ne fallait pas attendre de progrès spectaculaires dans le dialogue Est-Ouest. Les officiels parlent de « pré-sommet », voire de « mini-conférence », et soulignent qu'il ne s'agit, en tout état de cause, que de préparer une rencontre Reagan-Gorbatchev aux Etats-Unis. Du côté soviétique, au contraire, on affiche ostensiblement de grandes espérances et on s'emploie à les susciter chez les tiers. En arrivant à Keflavik — autrement dit sur la base américaine qui sert aussi d'aéroport civil — vendredi après-midi, M. Gorbatchev a fait déclarer par un interprète : « Nous sommes venus à cette rencontre pénétrés du sens de nos responsabilités vis-à-vis de notre propre peuple, et des peuples des autres pays... A en juger par ces déclarations à Washington avant de venir ici, M. Reagan éprouve les mêmes sentiments que nous. C'est de bon augure ».

L'émigration juive

Quant au fond, on évoque prudemment des deux côtés la possibilité d'un accord sur un processus qui conduirait à une réduction spectaculaire des missiles à portée intermédiaire (FNI). Mais les Soviétiques semblent plus que tout désireux d'obtenir l'arrêt des essais nucléaires américains et la confirmation du traité ABM de 1972 sur les missiles anti-balistiques, dont le respect par Washington est d'autant plus menacé qu'il viendrait rapidement limiter, voire empêcher, la mise en place du système de défense spatial

prévu par l'IDS. Les Américains, de leur côté, souhaitent obtenir des concessions autres que symboliques sur les droits de l'homme : à un mois des élections « intermédiaires » américaines, un tel succès serait particulièrement bienvenu, surtout s'il s'appliquait aux juifs soviétiques candidats à l'émigration.

L'un des porte-parole de Moscou, M. Sammel Ziva, n'a d'ailleurs pas étudié les questions à ce sujet lors d'une conférence de presse qu'il, vendredi, a constitué une nouvelle illustration de l'effort actuellement mené par le Kremlin pour corriger son image. « Des changements sont possibles [so URSS] dans le domaine des restrictions à l'émigration », a-t-il déclaré, tout en indiquant qu'une telle évolution ne dépendrait pas particulièrement des résultats du sommet de Reykjavik.

Il est vrai qu'il s'en est pris à ceux qui, tout en s'apprêtant à « quitter tous leurs proches » pour émigrer, prétendent en même temps « s'appuyer sur les droits des familles à la réunification ». Mais la tonalité générale des déclarations soviétiques apparaît favorablement bon nombre d'observateurs occidentaux, même s'il s'agit là d'un processus de séduction qui avait déjà été largement amorcé il y a un an à Genève et qui consiste plus, jusqu'à présent, à reconnaître quelques évidences qu'à procéder à des changements de fond.

M. Ziva s'a par exemple déclaré qu'en URSS on ne fait pas de distinction entre prisonniers de droit commun et détenus politiques : il n'en a pas fallu davantage pour que, du côté américain, on prenne note, avec bien plus de satisfaction que d'ironie, de ce changement de ton par rapport à l'existence des prison-

niers politiques en Union soviétique. Tout comme les indiscretions calculées de certains représentants de Moscou sur le thème : nous sommes prêts à parler des droits de l'homme et de l'Afghanistan, ont favorablement impressionné bon nombre de journalistes d'outre-Atlantique.

Jouer des médias...

D'une manière plus générale, les Soviétiques tiennent à profiter de l'occasion pour accentuer et accélérer l'opération de relations publiques qu'ils ont lancée depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir. D'abord, en soulignant à l'envi la volonté du secrétaire général de procéder à d'importantes réformes ; la conférence de presse de vendredi n'avait guère d'autre objet que de marteler cette idée à l'usage des journalistes occidentaux. Ensuite, en jouant des médias avec un art consommé, volant ainsi aux Américains leur suprématie en la matière.

M. Reagan en arrivant à Keflavik d'avait guère fait que s'engouffrer dans la limousine officielle de M. Gorbatchev fait dire quelques mots, offre intermédiaire sur saire aux photographes. Le président américain loge dans son ambassade ? Comme c'est banal ! Le maître du Kremlin établit, lui, ses quartiers, sur l'un des deux navires soviétiques ancrés dans le port de la capitale islandaise, le *Georgi-Ouz* (au demeurant construit en Pologne en 1980). Le chef de la Maison Blanche vient à Reykjavik sans son épouse ? Son interprète s'y rend, lui, en compagnie de sa femme, Raisa, dont le charme a déjà été célébré par la presse occidentale et que les journalistes devaient d'autant plus suivre pas à pas durant ces deux journées qu'un black-out total sur le contenu des négociations a été décidé jusqu'à la fin du sommet.

La « première dame » de Moscou va alors visiter des musées ce samedi, puis, dimanche, une ferme à Bunnell, où l'on s'est assuré du côté soviétique qu'il y aurait des enfants. Les photographes ont tout fait pour oublier. Il n'est jusqu'à la libération de M. Irina Ratouchinskia qui s'apparaisse, dans ce contexte, savamment opportuniste. Tout comme l'élégance de M. Gorbatchev, dont la toque de fourrure et les éloges des pratiques vestimentaires traditionnelles parmi le personnel dirigeant soviétique, a produit le meilleur effet.

On se demandait beaucoup, samedi matin à Reykjavik, si cette opération séduction se manifesterait aussi dans la négociation par des propositions nouvelles et des concessions de la part de M. Gorbatchev, ou bien s'il elle visait surtout à permettre au secrétaire général, en cas d'insuccès, de prendre l'univers à témoin du manque de réponse américaine à cet agissement soviétique.

BERNARD BRIGOLEUX.

Initiative-surprise américaine à propos des essais nucléaires

Reykjavik (AFP). — Le président Ronald Reagan, quelques heures avant le sommet de Reykjavik, a fait annoncer une initiative-surprise sur l'un des terrains de prédilection du Kremlin, l'arrêt des essais nucléaires. En proposant une négociation conditionnelle sur une réduction progressive pouvant aller jusqu'à l'interdiction des essais, le chef de l'exécutif américain a répondu à l'insistance du numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, dans ce domaine, mais sans satisfaire sur le fond ses souhaits.

Par ce mouvement inattendu et très technique, annoncé vendredi soir 10 octobre, par son porte-parole, M. Larry Speakes, le président a sans nul doute assuré une nuit blanche aux experts soviétiques avant le

L'Union soviétique refuse toutefois d'envisager le contrôle des essais, même en nombre réduit, et insiste sur la nécessité de vérifier le seul arrêt complet des tests.

Deux avantages pour l'URSS ?

La proposition américaine pourrait cependant présenter deux avantages immédiats pour l'URSS : permettre au numéro un soviétique de décider la reprise des essais de l'URSS à l'expiration de son moratoire sans avoir à se déjuger, répondre au souci de la hiérarchie militaire soviétique, qui considère comme potentiellement dangereuse la perpétuation unilatérale du moratoire.

En revanche, les suggestions américaines présentent pour l'URSS un inconvénient majeur : elles repoussent de fait l'ouverture de négociations sur l'arrêt des essais nucléaires, que M. Gorbatchev avait placées au centre de ses multiples « propositions de paix ».

M. Reagan a bien pris soin, avant de formuler à l'adresse de M. Gorbatchev ce qui ressemble fort à un « cadeau empoisonné », de s'assurer le soutien des dirigeants du Congrès, notamment ceux du Sénat, qui aura à avaliser la ratification des deux traités sur les essais.

La Maison Blanche, en lançant le processus de ratification, ne le fait pas dépendre de l'acceptation soviétique des procédures de vérification, mais elle annonce d'emblée que, si Moscou ne s'y conforme pas dans les délais voulus, cette ratification, tout en étant acquiescée, restera lettre morte.

Le chef de l'exécutif veut par là même démontrer au secrétaire général soviétique que « l'Amérique est une » et qu'il serait inutile de tabler « sur la fausse impression d'une Amérique divisée ».

(1) Il s'agit du TTBT (Threshold Test Ban Treaty), dit traité « du seuil », et FNET (Peaceful Nuclear Explosions Treaty), traité sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques.

M. Yvan Bastouil ambassadeur à Bangkok

M. Yvan Bastouil a été nommé ambassadeur de France en Thaïlande en remplacement de M. André Arnault.

[Né en 1927, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Bastouil a été en poste à Djakarta (1962-1967), à Vientiane (1968-1973) et à Kinshasa (1973-1977) avant d'être ambassadeur à Djibouti (1977-1981), puis à Hanoï (1981-1985). Il était, depuis, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère des affaires étrangères, poste auquel il a été remplacé par M. Claude Martin.]

Des « retours » entourés de publicité...

MOSCOU
de notre correspondant

Au moment précis où M. Gorbatchev arrivait à Reykjavik, M. Gromyko recevait, vendredi 10 octobre, en grande pompe au Kremlin, M. Anatoli Lokatin, le citoyen américain élu par son pays qui a démissionné « de la politique » en URSS (le Monde du 10 septembre). Ce contraste en dit long sur le faible rôle que joue désormais dans les grandes affaires de ce monde celui qui fut si longtemps une sorte de Metetrich et n'est plus que le chef nominal de l'Etat soviétique préposé au rendez-vous de second niveau.

L'événement méritait cependant quelque réflexion dans la mesure où la machine de propagande soviétique veut faire du cas de M. Lokatin un exemple. Ce chercheur en cancérologie qui travaillait il y a quelques semaines encore dans un laboratoire médical de Houston (Texas) a choisi de s'installer définitivement en URSS

avec sa femme et leurs trois enfants. Il y a dans ce domaine comme une épidémie qui coïncide tout opportunément avec la rencontre de Reykjavik pour être entièrement innocente. Une « tournée américaine » découverte vendredi par Tass a déclaré elle aussi de rester en URSS...

M. Lokatin, entouré de sa famille, a donné vendredi une conférence de presse. Il a expliqué qu'il avait toujours eu des convictions communistes (il aurait même travaillé à l'occasion pour le PC américain), mais qu'il aurait dû les cacher aussi bien dans sa Californie natale qu'au Texas. Il a affirmé, cependant, avoir été persécuté par le FBI et par ses collègues de travail en raison de ses opinions.

Le cas de la « tournée américaine », Irène Leisberg semble moins politique. Née à Tallin (Estonie) elle a, selon Tass, immigré il y a dix-huit mois pour rejoindre son mari qui vit aux Etats-Unis. Mais à défaut par la voie américaine, elle a décidé de

retourner à Tallin à une date que Tass ne précise pas. On ne sait pas ce qu'est devenu le mari ni s'il est soviétique ou américain. M^{me} Leisberg, citée par Tass, parle de sa « solitude » aux Etats-Unis, de la froidure des gens, de l'interprétation du dollar, etc.

M. Lokatin est d'origine juive et russe. M^{me} Leisberg est originaire de ce qui reste de la communauté juive d'Estonie. La publicité donnée à ces deux « retours » illustre la volonté de M. Gorbatchev de répéter de manière plus originale aux critiques occidentales concernant les droits de l'homme en URSS et ceux des juifs en particulier.

Ce n'est sans doute pas un hasard non plus si la poétesse dissidente Irina Ratouchinskia, condamnée en 1983 à sept ans de camp, a été brutalement arrachée de sa prison, jeudi 9 octobre, et renvoyée sans explication par les hommes du KGB à son domicile à Kiev, à mi-parcours de sa peine (le Monde du 11 septembre).

DOMINIQUE DHOMBRES.

Reykjavik et les Européens

POINT DE VUE

par Youli Vorontsov
ancien vice-ministre soviétique
des affaires étrangères,
ancien ambassadeur en France

ON ne comprend que trop l'immense intérêt et la rigueur d'opinion que procure dans le monde l'annonce du prochain sommet soviéto-américain de travail à Reykjavik. Or, il y a des gens que cette nouvelle a surpris. C'est pourquoi je tiens tout d'abord à dire quelques mots concernant l'historique de cette entente.

La proposition de tenir dans l'immédiat une telle rencontre a été formulée par Mikhaïl Gorbatchev dans un message personnel au président américain. Message remis à Ronald Reagan à Washington par le ministre soviétique des affaires étrangères. A noter que le titre du secrétaire général du CC du PCUS ne se réduisait pas à une simple invitation à se rencontrer à Reykjavik, mais renfermait aussi l'exposé des idées clés relatives aux problèmes fondamentaux des rapports soviéto-américains. Je ne cacherais pas que Moscou a favorablement apprécié la rapide réponse de l'administration américaine, la qualifiant de bonne augure.

Mais qu'est-ce qui a motivé la proposition soviétique ? Il n'est pas de dire que les rapports entre l'URSS et les Etats-Unis sont pour le moment compliqués, sinon tendus. En dépit des efforts déployés par l'Union soviétique, la période écoulée depuis le sommet de Genève s'est avérée, sur fond, celle des chances ratées. Bien plus, dans les problèmes clés de la sécurité, les parties sont arrivées près de la limite au-delà de laquelle

peuvent s'amorcer des processus irréversibles, vu leur puissance destructrice.

Il ne faut pas oublier que le monde a d'ores et déjà atteint une telle « perfection » qu'il est capable, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, d'examiner toute la vie sur terre. Les cinquante mille charges nucléaires accumulées à présent dans le monde la feraient facilement en une demi-heure. Cela alors que les négociations majeures sur les armements nucléaires et spatiaux précèdent pratiquement.

Néanmoins, il existe des conditions objectives pour sortir les rapports soviéto-américains de l'impasse dangereuse dans laquelle ils se trouvent acculés aujourd'hui, ce qui a été d'ailleurs confirmé par les intenses consultations de travail qui se sont déroulées l'été dernier à l'initiative de l'Union soviétique dans le cadre de la préparation d'un nouveau sommet soviéto-américain aux Etats-Unis, conformément à l'entente conclue à Genève. Compte tenu de toutes ces circonstances, les hauts responsables soviétiques en sont venus à conclure que l'ensemble du dialogue soviéto-américain nécessite d'urgence une importante impulsion.

On ne peut, évidemment, ignorer les espoirs que placent de larges milieux de l'opinion internationale dans un sommet soviéto-américain fructueux et les appels incessants à ce sujet que nous avons reçus de la part de nombreux gouvernements et hommes d'Etat, tant de l'Est que de l'Occident, y compris de l'Europe de l'Ouest.

Nous constatons aussi que les Européens se sentent de plus en plus engagés dans la recherche de règlements pour les problèmes vitaux de la sécurité universelle. C'est pour beaucoup grâce aux efforts déployés ces derniers mois par la totalité des pays européens qu'une sorte de fond favorable a été créé pour organiser une rencontre des dirigeants soviétiques et américains. La conférence de Stockholm est devenue sans doute la manifestation la plus éclatante et la plus fructueuse de ces efforts. A cette conférence, pratiquement pour la première fois depuis la signature du traité soviéto-américain SALT-2 en 1979, un important accord a été conclu dans le domaine militaire-politique. Ce succès commun à Stockholm, les efforts persévérants et constructifs déployés à d'autres forums, y compris à la prochaine rencontre de Vienne des pays participants à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, jettent les bases de nouveaux accords en vue de renforcer la sécurité non seulement dans le « vieux monde », mais dans le monde en général, et ont un impact favorable sur tout le climat international.

Notre certitude de la nécessité de la sécurité égale pour chacun des Etats, pour toutes les parties, détermine notre approche de n'importe quel problème international ou régional. C'est sur cette base également que nous dialoguons avec les Etats-Unis.

Dans notre conception de l'équilibre européen de la sécurité, nous partons du fait qu'elle renferme plu-

sieurs éléments. La voie d'une plus grande sécurité en Europe passe par le démantèlement des missiles de moyenne portée, par la réduction des armements conventionnels et des forces armées en Europe, par la liquidation de l'arme chimique, par la transformation de la Méditerranée en zone de paix. Sur tous ces problèmes, l'URSS et les autres pays signataires du traité de Varsovie ont avancé des propositions concrètes et sont prêts à mener un dialogue actif avec tous les Européens, en écoutant attentivement les avis et les opinions de ceux-ci.

Dans la solution des problèmes de la sécurité européenne, l'URSS compte beaucoup sur la participation la plus démocratique, constructive et efficace de tous les pays de l'Europe.

En conclusion, je tiens à souligner que la rencontre « intermédiaire » à Reykjavik ne se substitue aucunement à la visite de Mikhaïl Gorbatchev aux Etats-Unis. Cette rencontre doit ouvrir la voie à cette visite, comme elle doit affirmer la certitude qu'une telle visite aboutira à des résultats, espérés par des millions de personnes dans le monde entier, y compris, à ce que je sais, en France. La rencontre brève, mais nourrie, de Reykjavik, rencontre de travail dans une ambiance constructive, est appelée à ouvrir la voie à l'élaboration rapide, au niveau des organismes appropriés, de projets de documents sur deux ou trois problèmes clés du désarmement qui pourraient faire l'objet des entretiens des plus hauts dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis à Washington.

C'est une tâche d'une importance énorme, qui dépasse de loin les rapports soviéto-américains.

Vient de paraître

PLANTU

196 pages, plus de 300 dessins publiés dans Le Monde

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 45 F

OU PAR CORRESPONDANCE

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ LOCALITE _____

NUMERO D'EXEMPLAIRES X 49 F (frais d'expédition inclus)

Commande à être payée avec votre règlement à LE MONDE Service des Ventes ou numéros 7, rue des Halles, 75421 Paris Cedex 01

CA MANQUE DE FEMMES!

Diplomatie

Au secrétariat général des Nations unies

Réélection triomphale de M. Perez de Cuellar

C'est à l'unanimité et par acclamation que l'Assemblée générale des Nations unies a réélu, vendredi 10 octobre, M. Javier Perez de Cuellar, dont le mandat arrivait à expiration le 31 décembre 1986, secrétaire général de l'Organisation pour une nouvelle période de cinq ans.

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Préparée de longue main, la nomination d'auteur d'une affaire de routine : le Conseil de sécurité s'était réuni dans la matinée à huis clos pour examiner les deux candidatures en présence, celle de M. Perez de Cuellar et celle de M. Lamine Khamis, ancien ministre algérien et ancien directeur de l'ONU (Organisation des Nations unies pour le développement industriel). Le président du Conseil, M. Mahamoud Fousseini Al-Shaabi (Émirats arabes unis), ayant pu persuader, sans peine, M. Khamis de retirer sa candidature déposée à titre personnel, le Conseil a procédé rapidement au vote à bulletin secret : le résultat unanime a été acquis au premier tour. Dans l'après-midi, l'Assemblée générale devait entériner la recommandation du Conseil par acclamation. (En 1981, seize tours de scrutin lui avaient été nécessaires pour persuader M. Kurt Waldheim, qui sollicitait un troisième mandat, de retirer sa candidature.)

Un concours de circonstances avait rendu le choix de M. Perez de Cuellar pratiquement inévitable : le principe de rotation géographique aurait voulu que le prochain secrétaire général fût africain ; or l'Afrique, politiquement divisée, n'avait pas été en mesure de fournir un nom susceptible de réunir un grand nombre de suffrages. De surcroît, les contestations soulevées par la gestion de l'UNESCO par le Sénégalais Mahatma M'bow semblaient se poursuivre contre d'éventuelles candidatures africaines dans les milieux de la haute fonction internationale.

Quant à M. Sadrouddine Aga Khan, l'ancien haut commissaire pour les réfugiés, qui avait fait une discrète campagne au cours de ces derniers mois, il a été rapidement éliminé en raison de sa triple nation-

nalité et de son style de vie, plus proche de celui de la « jet-set » que de l'austère fonction publique internationale.

La réforme des structures

Un éventuel retrait de M. Perez pose un grand problème, notamment en raison de la volonté des pays latino-américains de conserver le poste pour un deuxième mandat, comme le veut désormais une tradition non écrite. M. Perez de Cuellar, fort habilement, montre une certaine décision, posant progressivement plusieurs conditions. Affirmant qu'il ne « souhaitait pas être celui qui allait mettre la clé sous le paillasson », il avait notamment exigé que les États-Unis cessent leur campagne de critiques à l'égard de l'Organisation et qu'ils s'engagent à verser la majeure partie de leur contribution, retenue en raison d'un vote du Congrès.

Après une période d'hésitation, l'administration américaine est revenue sur ses positions et le département d'État a fait savoir qu'il « trouverait un moyen » pour renverser la tendance du Congrès et combler le manque à gagner provoqué par les dispositions de la loi Gramm-Rudman et de l'amendement Kassebaum. M. Shultz aurait assuré M. Perez de Cuellar qu'un versement « supérieur à cent millions de dollars » serait effectué à la fin octobre. Enfin, les députés américains ont, à plusieurs reprises, exprimé publiquement la satisfaction de leur pays de voir s'engager un processus de réforme, destiné à rendre l'Organisation plus efficace et moins coûteuse. Ainsi, le représentant américain, M. Vernon Walters, a-t-il pu affirmer, à la veille de l'élection du secrétaire général, que son pays « était relativement satisfait de la tonalité des discours entendus à l'Assemblée générale et au sein des différentes commissions ».

La première tâche du secrétaire général sera donc de mener à terme la réforme des structures proposée dans le rapport du « Comité des dix-huit » dont les conclusions viendront, dès lundi, devant l'Assemblée qui a achevé vendredi le débat de politique générale.

CHARLES LESCAUT.

YUGOSLAVIE : en visite à Belgrade

M. Raimond souhaite un accroissement des échanges économiques

BELGRADE de notre correspondant

Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a fait une visite de vingt-cinq heures à Belgrade, au cours de laquelle il a eu des entretiens avec son homologue yougoslave, M. Dizdarevic, et a été reçu par le chef du gouvernement fédéral, M. Mikulic. Ce samedi 11 octobre, avant de prendre l'avion pour Paris, il devait être reçu également par le président de la direction collégiale de l'Etat, M. Sima Hasani.

Au cours d'une conférence de presse, le ministre français a déclaré que les échanges économiques n'étaient pas à la hauteur des relations politiques entre les deux pays, il s'est néanmoins félicité de la conclusion d'un accord entre Pétrochimie et la compagnie yougoslave INA, d'une valeur de 3,5 milliards de dollars, portant sur une période de six ans. Un autre contrat est à l'étude entre l'entreprise yougoslave IMV et la régie Renault. Belgrade a

aussi manifesté l'intérêt pour la construction de centrales nucléaires, en coopération avec la France.

M. Raimond a annoncé que le gouvernement français allait accroître le montant et le nombre de bourses accordées aux Yougoslaves. Le problème des visas d'entrée en France, qui a soulevé ici une vive émotion et la formation de longues queues devant l'ambassade, a été retiré de l'ordre du jour des conversations, la délégation française ayant donné des assurances que cette mesure était provisoire et que sa suppression, le jour venu, sera valable pour tous les pays intéressés, la Yougoslavie comprise.

P. Y.

Libération de trois citoyens américains d'origine yougoslave

Deux jours après sa condamnation à une peine de sept ans de prison par un tribunal de Titograd, un citoyen américain d'origine yougoslave, M. Pjer Ivazaj, a été libéré par les autorités de Belgrade. La sentence prononcée contre M. Ivazaj, « coupable » d'avoir manifesté, sur le territoire américain, contre la politique menée par Belgrade dans la province à majorité albanaise du Kosovo, avait provoqué la colère de plusieurs membres de la Chambre des représentants, qui avaient introduit une motion demandant que la Yougoslavie soit privée du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Par la même occasion, les autorités de Belgrade ont annoncé la libération imminente de deux autres citoyens américains d'origine yougoslave, arrêtés à la fin de septembre en Yougoslavie. — (AFP, Reuters.)

Le Parlement européen contre les visas. — Le Parlement européen a demandé au gouvernement français de suspendre l'instauration des visas aux frontières, dans une résolution votée jeudi 9 octobre à une voix de majorité. La résolution, adoptée par 64 voix contre 63 et 8 abstentions, estime que « l'instauration de visas constitue une discrimination à l'égard des citoyens des pays non membres de la Communauté européenne qui sont alliés au peuple français ou ont des liens directs avec ce dernier ». Les députés français gaullistes, libéraux, démocrates-chrétiens et du Front national ont voté contre ce texte, les communistes français pour et les socialistes français se sont abstenus bien que la résolution ait été présentée par le groupe socialiste. — (AFP.)

Europe

GRANDE-BRETAGNE : le congrès conservateur

Un discours de combat de M^{me} Thatcher

BOURNEMOUTH de notre envoyé spécial

« Le Parti travailliste veut monopoliser le logement, nationaliser l'industrie, politiser la police, radicaliser la justice, tyranniser la base syndicale et — ce qui est de beaucoup plus grave — neutraliser notre défense... Jamais ! »

Avec cette tirade longuement applaudie par les délégués au congrès, M^{me} Thatcher, d'emblée, avait donné le ton de son discours et celui de la campagne électorale à venir, dont elle choisira le moment, « d'ici dix-huit mois ». Une campagne qui se jouera donc essentiellement sur la question de la défense, car celle-ci « transcende tout le reste », a précisé, vendredi 10 octobre, le premier ministre. On ne pouvait que s'attendre au choix de ce thème depuis que, la semaine dernière, le Parti travailliste et son leader, M. Neil Kinnock, ont confirmé leur option anticinéma. Si l'on était, dans la dame de fer, à démontrer la certitude que le Labour vient de lui fournir une arme de dissuasion décisive, une garantie de victoire, comme en 1983 lors du précédent scrutin.

Si la dénonciation catégorique de la politique travailliste de désarmement n'était guère surprenante, la virulence des attaques lancées par M^{me} Thatcher devant l'ère d'avant-garde. Soulignant que, depuis la

deuxième guerre mondiale, les chefs du Labour avaient toujours accepté le principe de la dissuasion nucléaire, le premier ministre a déclaré : « Le Parti travailliste d'Atlee, de Gaitskell et de Wilson est mort ; personne ne l'aura tué plus sûrement que [son] actuel leader ». M^{me} Thatcher s'en était même prise à M. Kinnock d'une manière aussi forte et directe. On ne l'avait pas souvent entendue plaider l'intérêt du parti adverse. Mais, comme dix jours plus tôt, M. Kinnock avait fait appel à la « majorité morale », dont se réclament les conservateurs, M^{me} Thatcher lui a rendu la pareille en s'adressant « aux partisans traditionnels du Labour », dont « beaucoup », selon elle, auraient été profondément « choqués » par la politique adoptée par le leader travailliste.

Un succès de l'URSS

M^{me} Thatcher a mis l'accent sur la contradiction qu'elle relève dans la distinction établie par M. Kinnock : renoncement à la force de dissuasion britannique, évacuation des armes nucléaires dont disposent les États-Unis au Royaume-Uni, mais maintien de la Grande-Bretagne dans l'OTAN avec des moyens conventionnels renforcés. « L'alliance est fondée sur la dissuasion nucléaire », a rappelé le pre-

mier ministre, pour dire qu'il est impossible de prétendre être « un membre loyal de l'OTAN » tout en « reniant le fondement de la stratégie » de cette organisation. Elle a insisté sur le fait que « la Grande-Bretagne travailliste serait neutralisée », (comme rejeté par M. Kinnock) et que « ce serait là le succès le plus important obtenu en quarante ans par l'URSS, sans avoir tiré un seul coup de fusil ».

Autosatisfaction

Pour le premier ministre, « c'est l'équilibre des forces nucléaires qui a préservé pendant quarante ans la paix ». M^{me} Thatcher a alors pas manqué d'évoquer le sommet Reagan-Gorbatchev à Reykjavik, en déclarant : « C'est la force et l'unité que « ce service là le succès le plus important obtenu en quarante ans par l'URSS, sans avoir tiré un seul coup de fusil ».

Pour le reste, M^{me} Thatcher a bien fait comprendre que, au cours d'un « troisième mandat », son gouvernement ne se départirait pas de la ligne de conduite suivie depuis 1979, celle à l'intention de ceux qui, jusqu'au sein du Parti conservateur, souhaitent une certaine modération du Thatcherisme. « Nous agissons au mieux quand nous sommes fidèles à nos convictions ». Pas de place pour le doute et pas de changement. « Il n'y aura jamais de

relâchement dans notre lutte contre l'inflation ». Dans sa détermination à aller « de l'avant », selon le slogan du congrès, M^{me} Thatcher a même insisté sur le fait qu'elle proposerait de nouvelles lois pour restreindre encore l'influence des syndicats, « car leurs adhérents veulent être protégés contre la contrainte ». Le premier ministre a confirmé le développement des privatisations. « Notre politique est tellement en vogue qu'elle est reprise dans le monde entier, de la France aux Philippines ».

Cette autosatisfaction : « Nous avons tellement de motifs d'être fiers ! » — a été moins évidente lorsque le premier ministre a dû défendre l'action du gouvernement dans les domaines de l'emploi, de la santé publique et de l'éducation nationale. Trois sujets à propos desquels de nombreux conservateurs reconnaissent, sinon des carences, tout au moins des faiblesses qui prêtent le flanc aux assauts de l'opposition et expliquent l'actualité avancée des travaillistes sur les tories dans les sondages d'opinion. M^{me} Thatcher a été plus à l'aise pour rappeler, encore une fois, son souci de faire respecter « la loi et l'ordre », de veiller à la « discipline » dans l'enseignement, « toujours pénétré par une philosophie permissive aux conséquences désastreuses ».

FRANCIS CORNU.

Le procès Hindawi à Londres

La Syrie est mise en cause dans l'attentat de la rue Marbeuf

Londres (AFP). — Nezar Hindawi, le « flâneur terroriste » qui répond d'un attentat déjoué contre un avion d'El Al, a affirmé lors de son interrogatoire par la police britannique qu'un lieutenant-colonel des services de renseignements syriens s'était présenté à lui comme l'un des auteurs de l'attentat de la rue Marbeuf ayant fait un mort et quarante-sept blessés, en avril 1982 à Paris.

La révélation, contenue dans le procès-verbal de l'interrogatoire d'Hindawi, en avril dernier, a été lue vendredi 10 octobre par un policier de la brigade antiterroriste de Scotland Yard, au quatrième jour du procès du ressortissant jordanien.

Hindawi a indiqué aux policiers que le lieutenant-colonel Hattam Said avait déclaré être « personnellement responsable de l'attentat » dirigé contre le magazine Al Watan Al Arabi rue Marbeuf.

L'officier aurait fait cette confidence à Hindawi lors d'une entrevue dans l'immeuble des services de renseignements militaires à Damas, où Nezar Hindawi déclare s'être rendu en 1984, afin de demander de l'argent, des explosifs et des places à l'université de Damas pour lui-même et plusieurs membres du « Mouvement révolutionnaire jordanien » dont il était le fondateur. En échange, les Syriens lui auraient demandé de commettre des attentats contre des objectifs israéliens, selon sa déposition.

Le lieutenant-colonel aurait aussi fourni des détails sur des projets d'attentats au Royaume-Uni, et sur des préparatifs pour abattre des avions de combat israéliens depuis les territoires occupés, à l'aide de missiles Sam-7 de fabrication soviétique.

Le 22 avril 1982 à Paris

Un drame qui aurait pu être évité ?

Après l'attentat à la voiture piégée (un mort, soixante-trois blessés) contre le journal Al Watan Al Arabi, de tendance pro-irakienne, rue Marbeuf à Paris, le 22 avril 1982, dont la paternité a été attribuée aux services secrets syriens par le terroriste jordanien Nezar Hindawi, âgé à Londres, la police française avait rapidement soupçonné ces services. Deux diplomates de Damas, l'attaché militaire adjoint de l'ambassade, le commandant Ali Hassan, et l'attaché culturel, M. Mikhail Kassouha, avaient été expulsés du territoire français dans les jours suivants, sur ordre du ministre de l'Intérieur de l'époque, Gaston Defferre.

Les enquêteurs français avaient en outre établi que M. Kassouha était impliqué dans un précédent attentat manqué contre Al Watan Al Arabi en décembre 1981. Des victimes de l'attentat d'avril 1982 avaient aussi fait valoir que le drame aurait pu être évité si les deux diplomates syriens avaient été expulsés plus tôt.

Pour sa part, un représentant du journal avait estimé que celui-ci avait été visé parce qu'il avait dévoilé l'implication des services syriens dans l'assassinat de Louis Delamare, ambassadeur de France à Beyrouth, tué par un commando dans la capitale libanaise en septembre 1981.

URSS : la visite du président du Burkina

« Chez nous il n'y a pas d'hiver... »

MOSCOU de notre correspondant

Pour sa première visite officielle en URSS, le président du Burkina-Faso a été fort bien traité. Le capitaine Thomas Sankara a eu droit à tous les tapage réservés à un entretien avec M. Gorbatchev avant que celui-ci s'envole pour Reykjavik, et à toutes sortes de bonnes paroles.

Le président burkinabé n'a pas été en reste. En treillis de combat, pistolet à la ceinture, il a expliqué, vendredi 10 octobre, au cours d'une conférence de presse, que « la lutte engagée chez nous depuis la nuit du 4 août 1983 [date de sa prise du pouvoir à Ouagadougou] ressemble à celle commencée ici en octobre 1917 ». Le capitaine Sankara a souligné « les convergences politiques sur les questions de l'heure » avec

les dirigeants soviétiques. Selon son expression, « le courant a passé ».

Le président du Burkina-Faso a cependant tenu à préciser qu'il n'était pas « venu à Moscou contre Paris » et qu'il souhaitait la poursuite de l'aide économique française. Il a également affirmé à plusieurs reprises qu'il voulait « éviter les imitations soviétiques » de la révolution soviétique : « L'hiver a joué un rôle dans la construction du socialisme en Russie, or chez nous il n'y a pas d'hiver ».

D. Dh.

RFA : diplomate de haut rang au ministère des affaires étrangères

M. Gerold von Braammuehl a été assassiné à Bonn par un commando de la Fraction armée rouge

Bonn (AFP). — Le directeur politique au ministère des affaires étrangères de RFA, M. Gerold von Braammuehl, a été tué, vendredi soir 10 octobre, à Bonn, par un inconnu et son complice, qui ont revendiqué l'attentat au nom d'un « commando Ingrid Schubert », du nom d'une militante du mouvement terroriste d'extrême gauche, Fraction armée rouge (RAF) morte en 1977.

Les policiers se refusaient, samedi, à tout commentaire sur les auteurs de l'attentat ou sur le contenu de la lettre de revendication longue de plusieurs pages retrouvée sur les lieux, signée par un « Front révolutionnaire d'Europe de l'Ouest-commando Ingrid Schubert ».

C'est la première fois qu'un attentat est ainsi perpétré au plein jour, à l'adresse d'un haut fonctionnaire de la diplomatie. Les deux inconnus se sont enfuis à bord d'une Opel Kadett rouge, selon les informations de la police.

Le parquet fédéral de Karlsruhe, qui a sous sa coupe les affaires concernant le terrorisme, a ouvert une enquête, et la police judiciaire

(BKA) a mis sur pied une commission spéciale.

M. Gerold von Braammuehl était considéré comme l'un des plus brillants diplomates du ministère des affaires étrangères. Il était spécialiste des rapports Est-Ouest et avait succédé le chef de la diplomatie, M. Hans-Dietrich Genscher, dans sa politique de détente avec l'Est. Il dirigeait, depuis l'an dernier, l'un des départements les plus sensibles du ministère, le département politique.

Ingrid Schubert, militante de la RAF, s'est pendue en novembre 1977 dans sa cellule de la prison de Munich, moins d'un mois après le suicide collectif des dirigeants de la RAF, dont Andreas Bader, dans la prison de Stammheim. Elle avait été arrêtée en 1974 et condamnée à treize ans de prison pour attaque à main armée.

Le dernier attentat contre une personnalité en vue en RFA avait visé, le 9 juillet dernier, l'un des dirigeants de la firme électronique Siemens, Karl-Heinz Beckurts, tué par un engin placé sur sa route alors qu'il circulait dans les environs de Munich. Cet attentat avait été revendiqué par la RAF au nom d'un « commando Maria Cagol », du nom de l'épouse — tuée dans un affrontement avec la police — du fondateur des Brigades rouges italiennes, Renato Curcio. — (AFP.)

ESPAGNE : la lutte contre le terrorisme

Les services spéciaux de Madrid ont repéré en Algérie des militants de l'ETA

Madrid (AFP, Reuters). — Le ministère espagnol de l'Intérieur a indiqué, vendredi 10 octobre, que des membres de l'organisation idéologique basque ETA militaire ont été repérés en Algérie par les services secrets espagnols.

Vendredi matin, le quotidien El País annonçait que des membres de l'ETA militaire se trouvaient dans ce pays — leur présence s'expliquait par la pression exercée par les autorités françaises sur les Basques espagnols réfugiés dans les Pyrénées-Atlantiques. L'organisation basque, poursuit El País, aurait en conséquence envisagé de tenter un regroupement dans ce pays maghrébin.

Le quotidien madrilène ajoute que l'Algérie « paraissait s'être engagée à accueillir de quarante à cinquante membres de l'organisation ».

Les services espagnols ont par ailleurs détecté un voyage effectué en Algérie à la mi-septembre par le dirigeant « historique » de l'ETA, Javier Maria Larreategui Cuadra, alias « Atxamo », qui serait responsable de « relations internationales » de l'organisation.

Ces informations sont diffusées au moment où la police de Madrid a été placée en état d'alerte par crainte d'une nouvelle vague d'attentats de l'ETA dans la capitale, destinée à contraindre le gouvernement à la négociation.

● LUXEMBOURG : le prince Jean renonce à son droit de succession. — Le prince Jean de Luxembourg a « décidé de renoncer à son droit au trône » pour « poursuivre ses activités professionnelles » et va « s'installer à l'étranger », a annoncé, à Luxembourg, un communiqué du marchand de la cour. Le prince Jean, âgé de vingt-neuf ans, est le deuxième des trois fils du grand-duc Jean et le frère jumeau de la princesse Margareta. Il a déclaré avoir pris cette décision « compte tenu du fait que la succession au trône est assurée pour plusieurs générations ». — (AFP.)

PLUTOT QU'UNE « ÉCOLE DE COMMERCE » EN FRANCE
DIPLOME de BUSINESS aux USA

Dans une grande université de Californie ou de Floride.
Départ janvier. Durée 12 mois. Il faut avoir de 18 à 35 ans, niveau bac min.
Les anglais parlés à l'enseignement. Doc. contre 50 francs.
USA-France-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94.

مكتبة الأمل

Amériques

NICARAGUA

L'Américain capturé par l'armée sera jugé

Eugene Hasenfus, l'Américain capturé par l'armée nicaraguayenne alors qu'il effectuait, selon Managua, une mission pour le compte de la CIA, sera jugé, a annoncé vendredi 10 octobre le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, Miguel d'Escoto. « Nous dénonçons à présent le premier prisonnier clairement identifié comme étant un conseiller militaire américain au Salvador », a-t-il déclaré devant l'Assemblée générale des Nations unies, alors que le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, démentait une nouvelle fois la participation d'Eugene Hasenfus à une opération de la CIA.

A Managua, le consul américain Donald Tyson a pu rencontrer le ressortissant américain avec lequel il est entré en contact quelques minutes à la prison de haute sécurité El Chipote. Le consul n'a fait aucune déclaration à l'issue de sa visite, et le ministre de l'Information nicaraguayen a simplement précisé qu'Eugene Hasenfus était bien traité, mais réclamait des vêtements et des affaires de toilette.

Selon le bureau de l'AfP à Washington, les révélations de ces derniers jours sur cette affaire font apparaître de plus en plus des liens possibles entre l'appareil abattu, son équipage et les services de renseignement américains, malgré les

désignations officielles répétées. Un porte-parole de la DEA (l'Agence fédérale chargée de la lutte contre le trafic de drogue), d'autre part, indique que l'avion abattu a, selon toute vraisemblance, été utilisé dans une « opération piège » en 1984, destinée à établir que certains responsables sandinistes étaient impliqués dans le trafic de drogue. Le président Reagan avait utilisé, dans un discours télévisé, des photos montrant, selon Washington, un responsable du ministère de l'Intérieur nicaraguayen chargé de la cocaïne à bord de l'avion. Le Washington Post rapportait pour sa part, vendredi, que l'avion et son équipage font partie d'un réseau informel de petites compagnies privées et de pilotes indépendants, qui forment une amicale des anciens du Vietnam et qui continuent à entretenir des liens avec la CIA.

« Je pense qu'avec les événements récents, le gouvernement joue dangereusement avec sa crédibilité », a déclaré le sénateur démocrate Patrick Leahy, vice-président de la commission du renseignement. Le président de cette même commission, le sénateur républicain Dave Durenberger, a demandé de son côté au gouvernement de faire rapidement la lumière sur son rôle éventuel dans cette affaire. — (AFP, UPL)

ARGENTINE

Les nouveaux chemins de la drogue

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Septante-dix kilos de cocaïne pure ont été saisis par la police dans le banlieue de Buenos-Aires lundi 6 octobre, et huit personnes ont été arrêtées. Selon les enquêteurs, elles feraient partie d'un réseau international de trafic de drogue. Cette prise sans précédent dans le pays indique que les trafiquants, bloqués au nord par les contrôles renforcés mis en place, à l'instigation des Etats-Unis, au Mexique, en Bolivie et en Colombie, cherchent leur salut au sud.

Depuis juillet dernier, plus de cent kilos de cocaïne, trois cent kilos de marijuana et douze tonnes de graines de marijuana ont été saisis. Les Argentins sont persuadés que leur pays est en train de se convertir à la fois en une nouvelle voie de transit et en un nouveau marché pour la mafia de la drogue.

Jusqu'à présent relativement protégée par sa situation géographique, l'Argentine se trouve actuellement sous une pression croissante de la part des Etats-Unis et de la communauté internationale. Les frontières, aussi impossibles à surveiller sur terre (6500 km) qu'en mer (3000 km). La frontière avec la Bolivie est, de l'aveu des policiers, « la plus impossible à contrôler ». 742 kilomètres de forêt et de montagnes (les Andes) qui font parfois reculer les trafiquants eux-mêmes. Cer-

tains préfèrent prendre le risque de transporter la marchandise par avion, jusqu'à Buenos-Aires ou Córdoba (700 km au nord-ouest de la capitale) et ensuite en bateau ou en voiture vers l'Uruguay, ultime étape avant les Etats-Unis ou l'Europe.

Mais l'Argentine n'est pas seulement un passage. Depuis son entrée dans le pays jusqu'à sa sortie, la drogue passe par de nombreux intermédiaires — plusieurs fonctionnaires ou élus locaux ont été interpellés — qui préfèrent souvent se faire payer en « poudre ». Ils la revendent ensuite pour leur propre compte. C'est pourquoi il leur a fallu créer un marché sur place.

Sien qu'il n'y ait pas encore de statistiques, tous les témoignages concordent pour indiquer que l'âge du drogus type argentin se situe entre neuf et dix-neuf ans, et que les cibles de prédilection des revendeurs sont, comme dans les autres pays du monde, les écoles et les universités.

La législation argentine va devoir s'adapter à ce problème nouveau pour elle. Les sénateurs ont déjà voté une loi remplaçant la condamnation pénale par la désinfection obligatoire, sous peine de prison. Une méthode qui vient d'être reprouvée en France et que certains, en Argentine, considèrent comme « fasciste ». Il n'est pas exclu qu'elle sera votée par la Chambre des députés.

CATHERINE DERIVERY.

Proche-Orient

ISRAËL : après la démission de M. Pèrès

Consultations pour la formation du gouvernement Shamir

M. Shimon Pèrès, premier ministre israélien, a présenté vendredi 10 octobre sa démission à M. Haim Herzog, président de l'Etat d'Israël, aux termes des accords de coalition entre les travaillistes et le Likoud. La démission s'est déroulée au siège de la présidence de l'Etat, au centre de Jérusalem, et a duré une demi-heure en présence de centaines de journalistes venus du monde entier.

« J'estime que ma démission renforcera la démocratie israélienne, dans la mesure où j'ai rempli tous les engagements prévus par les accords de coalition », a déclaré M. Pèrès.

Départ de l'ambassadeur d'Israël en Autriche

M. Michael Elizar a quitté Vienne, vendredi 10 octobre, où il a dirigé pendant plus de trois ans la mission diplomatique de son pays. M. Elizar, qui prend sa retraite, ne sera pas remplacé et Israël sera représenté à Vienne par un chargé d'affaires, M. Gideon Yarden. Jérusalem a décidé de ne pas envoyer d'ambassadeur à la suite de l'élection de M. Kurt Waldheim à la présidence, pour éviter qu'un chef de mission soit obligé de lui présenter ses lettres de créance. Le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Peter Jankowitsch souligne que « l'échange d'ambassadeurs est la condition préalable à des relations diplomatiques correctes ». — (AFP)

Le président Herzog, pour sa part, a indiqué qu'il allait entamer les consultations avec les différentes formations politiques du Parlement, afin de former un gouvernement « le plus tôt possible ». En quittant la présidence, M. Pèrès a reconnu qu'il existait des « problèmes » pour la formation du nouveau gouvernement sous la direction de M. Itzhak Shamir, chef de file du Likoud.

Peu avant de remettre sa démission, M. Pèrès avait estimé que le nouveau gouvernement « ne durerait pas » s'il renouait à poursuivre les efforts en faveur de la paix engagés ces deux dernières années.

Au Caire, le ministre d'Etat aux affaires étrangères, M. Pierre Boutros Ghali, a déclaré que « l'Egypte continuerait à travailler avec le nouveau gouvernement. (...) Le processus de paix doit se poursuivre quel que soit le premier ministre israélien ». — (AFP, Reuter)

« La fatwa du grand ayatollah (suite). — En réaction à la lettre du fils de l'ayatollah Khomeini démentant que son père avait rendu une fatwa (avis) sur les excès du régime khémiste (le Monde des 11-12 mai et 3-4 juin), l'Association des fidèles du grand ayatollah Khomeini, à Paris, nous prie d'indiquer que, selon elle, nous ne sommes pas d'accord avec elle. Le fils du grand ayatollah, qui vit à Londres, n'a pas de contact depuis plusieurs années avec son père établi en Irak et n'est pas religieux. Il n'est pas qualifié pour authentifier une fatwa. »

Asie

En raison de l'annexion de Timor-Orient par l'Indonésie

Le Portugal n'assistera pas à une réunion CEE-ASEAN à Djakarta

Le Portugal n'assistera pas à une réunion, les 20 et 21 octobre, entre les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne (CEE) et ceux de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN). Le Portugal refuse de participer à cette réunion à Djakarta, en raison du différend qui oppose à l'Indonésie sur Timor-Orient, ancienne colonie portugaise envahie en 1975, puis annexée par l'Indonésie.

Lisbonne a toutefois accepté d'être représenté par la Grande-Bretagne, qui assure la présidence de la Communauté, afin de ne pas empêcher la tenue de la réunion. Tous les pays de la CEE doivent normalement être représentés dans une réunion concernant la Communauté en tant que telle. M. Claude Cheysson, commissaire européen, a déclaré, vendredi 10 octobre, que la CEE ne niait pas le différend entre le Portugal et l'Indonésie, que s'efforce d'arbitrer l'ONU, mais que le litige ne devait pas nuire aux relations de l'ensemble de la Communauté avec l'ASEAN, association regroupant Brunei, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande.

D'autre part, le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumatadja, a déclaré, vendredi, que les récentes concessions d'anciens dirigeants communistes, si « regrettables » fussent-elles, étaient conformes à la loi, les neuf condamnés ayant épuisé toutes les procédures d'appel. A propos de la Nouvelle-Calédonie, M. Mochtar a affirmé le soutien sans faille aux revendications d'indépendance. Djakarta, a-t-il dit au cours d'une conférence de presse, a adopté « une attitude de fermeté » et « soutient la lutte pour la liberté conaue en Nouvelle-Calédonie ». Cette déclaration semble signifier un durcissement de la position de Djakarta, le président Suharto ayant évité d'aborder le problème avec M. François Mitterrand lors de la visite officielle effectuée à la mi-septembre.

A New-York, enfin, devant l'Assemblée générale de l'ONU, le mi-

nistre des affaires étrangères de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a déclaré que « le gouvernement français semble penser que le Pacifique-Sud n'est pas davantage qu'un site d'essais nucléaires et une toile de fond pour l'expression de ses perpétuelles aspirations impérialistes ». « La France n'est pas un pays du Pacifique-Sud, la Nouvelle-Calédonie ne fait pas partie de la France », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuter)

INDE

Les suites de l'attentat contre M. Gandhi Le premier ministre accuse implicitement le Pakistan

Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a affirmé, vendredi 10 octobre, à des journalistes indonésiens qu'un Etat étranger était impliqué dans la tentative d'assassinat perpétrée contre lui à New-Delhi le 2 octobre. Il n'a pas révélé le nom de cet Etat, mais a précisé que la preuve de cette implication pouvait se trouver dans les circonstances qui ont entouré l'incident.

« Nous avons de solides informations provenant qu'il (des étrangers) ont fourni un appui et une assistance aux terroristes », a indiqué M. Gandhi. De plus, a ajouté le premier ministre, on a pu observer juste avant la tentative d'assassinat une chute de la monnaie indienne sur les marchés financiers. Enfin, certaines rumeurs affirmaient que M. Gandhi allait être tué ont circulé au Pakistan vingt-quatre heures avant l'incident. M. Gandhi n'a pas accusé le Pakistan d'avoir joué un rôle dans ce complot, mais il a quand même indiqué que cette affaire avait affecté les relations entre les deux pays. (AP.)

Afrique

TUNISIE

Trois petites formations d'opposition seulement participeront à la campagne pour les législatives

TUNIS
de notre correspondant

La régularité des élections législatives qui se dérouleront le 2 novembre sera-t-elle assurée ? Telle est la question qui préoccupe actuellement l'opposition tunisienne et que les dirigeants de deux des trois partis officiellement reconnus ont posé au premier ministre, M. Rachid Sfar. Après s'être entretenus avec quelques jours avec M. Mohamed Bel Hadj Amer, secrétaire général du Parti de l'Unité populaire (PUP), le premier ministre a répondu, ven-

droit 10 octobre, M. Mohamed Harmel, secrétaire général du Parti communiste. Tous deux ont déclaré que M. Sfar leur avait garanti que la loi électorale, qui prévoit notamment la liberté de réunion, d'affiliation et de interventions à la radio et à la télévision, sera « strictement respectée ».

Le Parti communiste et le PUP ont l'intention de présenter des candidats dans plusieurs des vingt-trois circonscriptions du pays sur des listes communales auxquelles viendront se joindre des représentants du Rassemblement socialiste progres-

siste (non reconnu officiellement) et des personnalités indépendantes proches de leur sensibilité. Les communistes ne semblent pas se préparer à la bataille avec un enthousiasme démesuré, mais ils restent apparentement à jouer jusqu'au bout. « Le jeu démocratique », « En dépit de conditions défavorables à la suite de la suspension de notre journal et de poursuites engagées contre certains de nos militants, nous participons, mais sans illusion », nous a déclaré M. Harmel.

Des interpellations

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), troisième parti de l'opposition, dont les locaux de Tozeur et de Zarzis, dans le Sud, viennent d'être incendiés et qui se plaint de « pratiques coercitives et arbitraires » exercées contre ses militants, ne croit pas aux assurances données par M. Sfar et le ministre de l'Intérieur, qui affirmait récemment devant la Chambre des députés que le scrutin serait « conforme à la légalité constitutionnelle ». Son bureau politique a confirmé, vendredi, qu'il boycottera les élections (le Monde du 1^{er} octobre).

« Le gouvernement s'est dérobé à ses obligations en évitant de prendre des engagements publics et précis concernant les conditions d'un déroulement sérieux et démocratique de la consultation électorale : neutralité de l'administration, réparation des journaux de l'opposition, accès des candidats non gouvernementaux à la radio et à la télévision », déclare le MDS. Le Mouvement justifie aussi son désistement de façon quelque peu embarrassée en invoquant « la nécessité de sauvegarder les procédures électorales de toutes formes de déviation et de falsification qui risqueraient de compromettre à l'avenir la crédibilité du principe même du recours aux élections » et son souci « de préserver le pays de l'engrenage de la violence ».

Cette position radicale du parti de l'opposition qui, jusqu'ici, s'était

montré le plus ouvert au dialogue est sans doute aussi dictée par la mesure d'assignation à résidence qui frappe son secrétaire général, M. Ahmed Mestiri, condamné à quatre mois de prison puis assigné à résidence. En principe, il doit retrouver sa liberté de mouvement dans les prochains jours, si toutefois sa mise en résidence surveillée a été décidée en substitution à sa peine d'emprisonnement, ce qui n'a jamais été officiellement précisé.

En choisissant le boycottage des élections, le MDS se retrouve donc aux côtés du Mouvement de la tendance islamique (MTI) et du Mouvement de l'Unité populaire (MUP) — que dirige de l'étranger l'ancien ministre Ahmed Ben Salah — tous deux non reconnus.

Plusieurs dirigeants du MTI ont, semble-t-il, quitté discrètement le pays pour l'étranger ces derniers mois. Quant au MUP, il vient de protester, dans un communiqué, contre « les pressions et les tracasseries » dont ses responsables sont victimes. Après des distributions de tracts et l'affichage de portraits de M. Ben Salah, il a annoncé la perquisition de ses locaux et l'interpellation par les services de police d'un membre de son bureau politique et de quatre membres de son comité central.

MICHEL DEURÉ.

Bouquins - Douviers par milliers

Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrication du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 25 années d'expérience Une visite s'impose 208, avenue du Maine, Paris (14^e) 45-40-57-40 - M. Adèle

Tel Aviv. La Terre Promise pour 3200 F.

Vol quotidien de Paris CDG I. Liaisons sans escale en gros porteur. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

Tarif loisir A/R 6 jours - 1 mois. *Valable jusqu'au 31 octobre.

TWA

Le découpage électoral devant les députés

Pas de débat

M. Jacques Chirac a consacré cinq minutes et trente secondes à tenter de justifier le recours à la procédure contraignante de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, pour obtenir l'adoption, sans vote, du découpage des circonscriptions législatives.

Ouvert à 15 heures, le vendredi 10 octobre, l'examen du projet de loi délimitant les circonscriptions électorales devait s'étendre, une heure et quart plus tard, avec le recours au fameux « 49-3 ». M. Jacques Chirac-Delmas, qui présidait la séance a pourtant joué son rôle jusqu'au bout, feignant, en début de séance, d'ignorer que la chute imminente du couperet donnait à ce débat un caractère surréaliste. La lettre de M. Jacques Chirac confirmant l'engagement de responsabilité du gouvernement comme le texte, en réponse, de la motion de censure socialiste se trouvait déjà sur son bureau.

Un nouveau « Trombinoscope »

Le Trombinoscope nouveau est arrivé. Il était attendu avec autant d'impatience que le beaujolais. Depuis 1981, Félix Colin est devenu le plus grand collectionneur de photographies « Tout-Paris politique ». Après avoir couvert les Palais nationaux, les antichambres ministérielles et les salles de rédaction pour ramasser les « portraits » de tous ceux qui comptent (ou croient compter) dans les arcanes du pouvoir, il les publie, assortis d'une courte bibliographie, dans un recueil qui grossit d'année en année.

Les ministres et les membres de leur cabinet, les députés, les sénateurs, et maintenant les membres français de parlements étrangers, les dirigeants des partis politiques et les journalistes des principaux organes d'information, les présidents des conseils régionaux et généraux... ils sont tous là, au coude à coude, avec adresses et numéros de téléphone. Un outil de travail précieux.

Th. B.

* Le Trombinoscope est en vente au prix de 277 francs aux librairies de l'Assemblée nationale et du Sénat ou par commande à la Gazette du Parlement, 5, rue des Jardins, 92600 Asnières.

RFM
Dans
toute la France

RFM Paris 96.9
RFM Antibes 97.8
RFM Arles 92.1
RFM Bordeaux 101.2
RFM Bourg-en-Bresse 97.8
RFM Brive 90.9
RFM Caen 103.2
RFM Châteaubriant 94.7
RFM Châteaurenault 92.0
RFM Douai 97.1
RFM Lens 97.1
RFM Lille 102.1
RFM Limoges 100.2
RFM Lyon 92.1
RFM Montpellier 98.6
RFM Nantes 92.1
RFM Orange 95
RFM Perpignan 96.9
RFM Rennes 96.6
RFM Saint-Etienne 94.8
RFM Strasbourg 100.9
RFM Toulouse 96.6
RFM Tours 94.7
RFM Valenciennes 97.1

De 13 à 31 octobre, 18-19 h
Les 15 meilleures émissions
de COLUCHE
enregistrées en 1981

Mes infos ?
C'est une question de seconde

L'actualité sur Minitel.
Les flashes minute par minute.
Les dossiers du jour.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

Sur les bancs éclairés, les députés ont écouté sans grande passion les rares intervenants. M. Raymond Barre, retenu à Lille, était absent, ainsi que M. Valéry Giscard d'Estaing. Les présidents des groupes RPR et PS, MM. Messner et Joxe, s'étaient pas jugés bon de se déplacer. Quant à M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, qui semblait encore tout bouleversé par l'élection surprise, jeudi, de M. Roland Dumas à la présidence de la commission des affaires étrangères, il devait aborder le problème au cours d'un très bref aparté avec M. Chirac, assis au banc du gouvernement.

A la tribune, dans un discours de cinq minutes et trente secondes, le premier ministre devait résumer l'analyse de MM. François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing (l'ancien président de la République avait, lui aussi, demandé qu'un « véritable débat » ait lieu). M. Chirac a affirmé en effet qu'un débat supplémentaire est à ses yeux

inutile. Faisant référence à l'étude de la SOFRES pour le Monde (nos éditions du 9 octobre), le premier ministre a expliqué qu'elle apporte « un démenti formel à ceux qui affirment avec aplomb que la nouvelle délimitation empêcherait l'alternance. Ce qui empêche, et pour l'instant, l'alternance (...) est l'expérience d'un passé récent », a-t-il dit. Tout sourire, le premier ministre a redescendu les marches de la tribune après avoir engagé, pour la session lois depuis le début de cette législature, la responsabilité du gouvernement. Avant lui, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, avait prononcé, sur un ton monocorde, un discours propre à désarmer toute velléité d'interruption.

Harc
sur M. Mitterrand

Sur un ton plus vif, le rapporteur de projet de loi, le député bariste, Pascal Clément, a défendu le bien-fondé du recours aux ordonnances pour redécouper les circonscriptions.

Le débat au PS

M. Poperen veut « rassembler à gauche sur une plate-forme de gauche »

LYON
de notre correspondant

« Je vais très bien. Très très bien même », M. Jean Poperen, député du Rhône, était au soir du jeudi 9 octobre dans ses terres d'élection. A Saint-Priest précisément, où il animait une rencontre de l'Appel du 23 mars pour poursuivre la tâche qu'il s'est fixée de « rassembler à gauche sur une plate-forme de gauche ».

Le numéro deux du PS avait l'air guilleret. Et pas seulement à cause de l'élection de M. Roland Dumas à la tête de la commission des affaires étrangères. Il a « bonne mine et bon moral », même s'il ne dément pas les « rumeurs parisiennes » faisant état d'une prochaine disgrâce. « Je connais le jeu des rumeurs », a-t-il dit. « On dit : Poperen n'est pas d'accord avec Jospin ! Je vais vous faire une confidence : il arrive à Poperen de ne pas être d'accord avec Poperen ! »

Les deux cents militants présents apprécient. M. Poperen parvient sans difficulté à jouer sur le registre de la fidélité à tous ses « amis et camarades ». Dans son intervention publique, il a lancé une brève de compliments au premier secrétaire qui a eu, à ses yeux, un grand mérite au cours du débat à l'Assemblée nationale sur le terrorisme : « La majorité s'est déchaînée... Ils avaient des regards haineux. On les a mis en colère, ça a tendance à me faire plaisir ».

La cause de ce décalage n'est pas à rechercher à l'intérieur du parti, mais bien dans un élément extérieur, le terrorisme, qui a entraîné, dit-il, une « réflexion légitime » au moment où M. Poperen avait décelé une

« Décentralisation : la PS inquiet. — Le gouvernement engage « une action visant à dissoudre et à diviser la fonction publique territoriale » (FFT), ont estimé les élus socialistes, réunis le mardi 7 octobre à L'Huy-les-Bains (Val-de-Marne) lors d'un colloque consacré à la FFT et à la décentralisation et organisé par la fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR). M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et ancien ministre de l'Intérieur, a invité les quelque cent élus présents à « réinvestir le champ de la décentralisation » face au gouvernement.

Quel festival ! Chef d'agence de Var Martin à Draguignan, M. Claude Bégues le reconnaît avec un bon sourire : « Professionnellement, ce fut un succès ». Un jour, on apprend que M. Claude Bégues est employé pour un salaire mensuel de 17 500 francs par une association, la Régie provinciale de publicité, largement subventionnée par la mairie. Le lendemain, le journal publie la note d'apérif de la municipalité : deux mille quatre cent neuf bouteilles achetées au cours de l'année 1984 pour un total de 253 000 francs, dont 27 000 francs pour une seule « sangria Raymond Barre » offerte à l'ancien premier ministre à l'occasion d'une visite électorale.

Pis que tout, peut-être, aux yeux de cette population qui vit à trois contre dix heures par l'autoroute, mais à mille années-lumière mentales de la Croisette et de la promenade des Anglais, on apprend, factures à l'appui, que M. Claude Bégues a passé au moins deux nuits à l'Hôtel Négresco de

« remontrée » socialiste dans l'opinion (1).

Interrogé par un militant qui lui demandait si après le « Record d'Estaing », il n'aurait pas aujourd'hui au « Fabius d'Estaing », ou encore s'il n'était pas plus inquiet par le socialisme « inversé », que par le socialisme « modéré », le maire de Meyzieu a répondu : « Ce qu'a dit Fabius [à l'« Heure de vérité »] est très clair. Nous avons un bon président et nous pensons que, le moment venu, le bon président fera un bon candidat. Nous le souhaitons mais reconnaissons qu'il aura son mot à dire... Pour autant, allons-nous nous plaindre que certains se sentent une vocation ? Rien de tel décidément qu'un bon copilot « mitterrandiste » pour calmer des remous mairiens ».

CLAUDE RÉGENT.

(1) L'explication n'a pas convaincu M. Yves Deschamps, premier secrétaire fédéral de l'Adbo, proche de M. Lionel Jospin : « Pourquoi ne pas se servir de ce qui existe déjà au sein du parti ? Demander des rencontres ouvertes dans chaque commune et dans chaque canton, ou encore solliciter des élus locaux sur l'emploi, c'est ce que nous nous devons mission d'accomplir ».

Pour le député UDF, il était impensable de « donner le spectacle » de députés défendant dans l'hémicycle des amendements concernant leur propre circonscription, afin de préserver leur parité électorale. M. Clément a surtout mis en cause M. Mitterrand : « C'est une véritable duplicité que de ne pas avoir fait part au gouvernement de ses intentions en avril », s'est-il indigné. Un comportement qui, pour le rapporteur du projet de loi, est celui d'un « homme de parti ». « On peut se demander, a-t-il ajouté, si l'attitude du président de la République participe de cette cohabitation sereine et courtoise que souhaitent les Français ».

Après avoir, le président du groupe communiste, M. André Lajoinie, avoir ouvert la séance par un rappel au règlement pour dénoncer une nouvelle fois un projet qui tend à « réduire la représentation communiste (le PCF avait d'ailleurs organisé une manifestation dans Paris au raz de l'Assemblée). Ce fut ensuite au tour de M. Jean-Pierre Michel de dénoncer, pour le PS, la « séance surréaliste » qui s'annonçait. Le député socialiste devait également protester contre « cette parodie de débat ». « La majorité n'avait pas l'intention de rouvrir le débat », lui a répondu M. Jacques Toubon (RPR, Paris). Le Front national ne pouvait pas être au reste et M. Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines) s'est écrié : « Le traitement injurieux fait aux élus de Front national ». Il a dénoncé également « la loi inique et injuste » du gouvernement.

Le débat connaitra, lundi, un ultime sursaut avec la discussion de la motion de censure socialiste.

PIERRE SERVENT.

Le voyage de M. Barre dans le Nord
La technique du poisson rouge

LILLE
de notre envoyé spécial

« Ah, mon Dieu, que c'est embêtant de s'appeler Raymond Barre. » On ne voudrait être qu'un ancien premier ministre ou, mieux, député « lumbé », et, inamoviblement, tout le monde vous accueille en futur président. « Il n'est plus possible d'avoir, dans ce pays, une vie normale », se plaint-il en privé.

Dernier exemple en date, un déplacement dans le Nord, jeudi 9 et vendredi 10 octobre, prévu depuis des mois. Pouvoir-il refuser cette aimable invitation « de son ami et collègue à l'Assemblée nationale », Bruno Durieux ? Mais ce déferlement de gros titres ! M. Barre fait sa rentrée. En route pour l'Élysée... Où vont-ils chercher tout cela ?

Jusqu'à midi, colloque sur l'un des rares thèmes capables de donner quelque émotion aux gaullistes et de rassurer par la même occasion les centristes : la participation dans l'entreprise. Participants : trois cents patrons et cadres supérieurs de la région.

Un texte
de référence

Participation : 800 F pour le jour. Organisation : l'association barriada du Nord « Réflexions 88 ». Pourquoi 88 ? On cherche encore. Réflexions ? Pendant deux heures, M. Barre a livré les siennes. Un texte bien pesé sur « le personnelisme social », remis sous chemise à chacun des auditeurs. Un texte de référence, qui pourrait, sans le moindre changement de virgule, s'intégrer dans une plate-forme présidentielle (le Monde du 11 octobre).

Le lendemain matin, de Gaule est à nouveau à l'honneur. Rue Princesse, visite de la maison natale du général, souhaitée par

M. Barre. Depuis trois ans, la maison est un musée. « Il n'y a plus que des communistes qui ne sont pas venus », certifie le conservateur. La voiture du Petit-Clamart, le berceau du bébé Charles. L'aurore, le petit-fils du ministre-président, conseiller régional UDF du Nord, a été bizarrement évité. Ces simples mots sur le Livre d'or : « En témoignage de fidélité ».

Troisième et dernière étape : Roubaix, la ville d'un de ses amis, le sénateur CDS André Dille. Roubaix-Gembloux, avec la visite traditionnelle de ces minables courées qui « serrent le cœur » ; poignées de main aux locataires ; bécotements aux enfants ; détour vers les églises, M. Barre se promène. Roubaix de l'an 2000. L'ancienne filature Morthe-Bosquet ; demain : Centre international de la communication, preuve « que les gens du Nord savent regarder l'avenir ». Et enfin, petit tour en musée, présentation du conseil municipal, avant de passer à table, en compagnie d'une centaine de maires UDF... et RPR du Nord, sous le couvert du huis-clos « l'homme de courage, de la clarté et du cœur », évoque « les signes du destin ». M. le maire est ravi, lui, de la présence « de cette foule de journalistes », qui feront mieux connaître sa ville. M. Barre promet « que, quels que soient les signes du destin », il espère bien revenir à Roubaix. La pari est pris.

M. Barre n'en fera, ni n'en dira davantage. Rendez-vous dans un mois pour un nouveau voyage. Comme le dit son entourage : « c'est la technique du poisson rouge » : Nager sans fatigue, venir flâner de temps en temps à la frontière, ouvrir la bouche pour mieux faire apprécier son silence...

DANIEL CARTON.

Les dissensions du PCF dans le Finistère

L'un des deux permanents finistériens du PCF licenciés en juin dernier (le Monde du 2 juillet), M. Gérard Bernard, vient d'être réintégré dans ses fonctions, par son employeur, la Parti communiste français. En revanche, la procédure de conciliation qui, s'est déroulée, jeudi 8 octobre, devant les prud'hommes, entre la fédération départementale du PCF et le second permanent licencié au même moment, M. Louis Aminot, pré-

sent du groupe des élus communistes au conseil municipal de Brest et secrétaire du comité de ville du parti, a échoué. M. Aminot, soutenu par le comité de ville, non réintégré au comité fédéral au moment de la fusion des deux anciennes fédérations nord et sud du PCF dans le Finistère (le Monde du 14 juin), conteste le « motif économique » de son licenciement, qui, pour certains communistes de Brest, a un caractère

politique très évident. Il réclame 200 000 F de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi.

De son côté, M. Bernard, collaborateur du comité central, a été réintégré dans des fonctions proches de celles qu'il occupait précédemment en Bretagne (responsable à l'organisation). Sa réintégration aurait été décidée « au plus haut niveau », c'est-à-dire par le Colonel-Fabien, à Paris.

« Watergate » à Draguignan

(Suite de la première page.)

C'est son premier adjoint, M. Jean-Louis Herminet, fidèle entre les fidèles, qui, fort « poussé » par l'appareil du RPR, a porté le coup de grâce, lundi 6 octobre, en donnant sa démission, à son tour.

Dieu sait pourtant si les cignettes s'affolent autour de M. Claudes. Dix-huit mois durant, le quotidien Var Matin, propriété du groupe le Provençal de feu Gaston Defferre, avec une perspicacité rarissime dans la presse régionale, distillait les scoops sur les dissensions, la gabegie et le népotisme du maire. Les conseillers municipaux de gauche n'ayant accès, bien entendu, à aucun document, il leur était difficile de croire que les « gorges profondes » de Var Matin ne se situaient pas très loin de M. Claudes.

Deux nuits
au Négresco

Quel festival ! Chef d'agence de Var Matin à Draguignan, M. Claude Bégues le reconnaît avec un bon sourire : « Professionnellement, ce fut un succès ». Un jour, on apprend que M. Claude Bégues est employé pour un salaire mensuel de 17 500 francs par une association, la Régie provinciale de publicité, largement subventionnée par la mairie. Le lendemain, le journal publie la note d'apérif de la municipalité : deux mille quatre cent neuf bouteilles achetées au cours de l'année 1984 pour un total de 253 000 francs, dont 27 000 francs pour une seule « sangria Raymond Barre » offerte à l'ancien premier ministre à l'occasion d'une visite électorale.

Pis que tout, peut-être, aux yeux de cette population qui vit à trois contre dix heures par l'autoroute, mais à mille années-lumière mentales de la Croisette et de la promenade des Anglais, on apprend, factures à l'appui, que M. Claude Bégues a passé au moins deux nuits à l'Hôtel Négresco de

Nice, pour un total de 8 000 francs. Bien davantage que le résultat accablant d'une enquête de la chambre régionale des comptes, qui estime à 50 millions de francs le déficit des finances municipales pour les trois derniers exercices budgétaires, le Négresco reste au travers de la gorge de l'électorat dracénois.

Pendant deux ans, soupire M. Claudes, j'ai vu un Jacques Chirac, un Jacques Chirac français. En revanche, la procédure de conciliation qui, s'est déroulée, jeudi 8 octobre, devant les prud'hommes, entre la fédération départementale du PCF et le second permanent licencié au même moment, M. Louis Aminot, pré-

sent du groupe des élus communistes au conseil municipal de Brest et secrétaire du comité de ville du parti, a échoué. M. Aminot, soutenu par le comité de ville, non réintégré au comité fédéral au moment de la fusion des deux anciennes fédérations nord et sud du PCF dans le Finistère (le Monde du 14 juin), conteste le « motif économique » de son licenciement, qui, pour certains communistes de Brest, a un caractère

politique très évident. Il réclame 200 000 F de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi.

De son côté, M. Bernard, collaborateur du comité central, a été réintégré dans des fonctions proches de celles qu'il occupait précédemment en Bretagne (responsable à l'organisation). Sa réintégration aurait été décidée « au plus haut niveau », c'est-à-dire par le Colonel-Fabien, à Paris.

La perspective d'un « cinquième tour » prend aujourd'hui tout le monde de court. La droite, bien sûr, où perco déjà la candidature d'un ancien adjoint... de M. Soldani, M. Max Pissel, directeur de la Caisse d'épargne locale. Mais aussi le PS, déchiré par un interminable conflit de générations « à la marseillaise » entre M. Soldani, solitaire-quinze ans aux commandes, tout regardé par un check-up à l'hôpital de la Timone, à Marseille, et l'un de ses fils spirituels, M. Gérard Sabater, avocat. Le « vieux lion » se représente-t-il ? Et M. Claudes, qui, dès mercredi 8 octobre, inondait les boîtes aux lettres d'un interminable tract d'autosatisfaction, viendra-t-il encore troubler le jeu ? Le feuillet n'est pas fini à Draguignan.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

هكتان من الأمل

JUSTICE

L'affaire du Carrefour du développement

L'un des inculpés met en cause M. Nucci

M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, aurait participé personnellement aux opérations frauduleuses dans l'affaire du Carrefour du développement, selon les déclarations faites à M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé du dossier, par M. Philippe Leroy, gérant de la Société de courtage et de transit (SOCOTRA), écroué depuis le 16 septembre sous les inculpations d'abus de confiance et de faux en écritures de commerce et usage.

M. Leroy est accusé d'avoir établi des fausses factures réglées par l'association Carrefour du développement et d'avoir restitué l'argent en espèces à M. Yves Chaliar, alors chef de cabinet du ministre de la coopération. Ce mécanisme aurait notamment été utilisé en janvier dernier lorsque M. Chaliar avait demandé à M. Leroy de lui procurer des fonds destinés à la campagne électorale de M. Nucci. Le gérant de la SOCOTRA aurait d'abord versé 200 000 F à M. Chaliar dans les locaux du ministère. Puis c'est à M. Nucci lui-même qu'il aurait remis 500 000 F en espèces. Toujours selon M. Leroy, M. Nucci aurait été informé de tous les ver-

ments qu'il effectuait. Ainsi, lorsqu'il travaillait encore pour la Transcap International, M. Leroy aurait versé à M. Chaliar 2 500 000 francs.

Dès le mois de juillet, le gérant de la SOCOTRA n'avait pas contesté ces opérations financières, déclarant déjà au *Matin de Paris* : « Le ministre savait parfaitement que je remisais la liquidité à M. Chaliar ». Mais, à l'époque, il n'avait pas évoqué le versement qu'il affirme maintenant avoir fait à M. Nucci. Si cette remise a bien eu lieu, l'enquête devra déterminer si l'origine frauduleuse des fonds était connue de M. Nucci, qui bénéficie de nouveau de l'immunité parlementaire depuis le 2 octobre, date de l'ouverture de la session de l'Assemblée.

Le « contact » de M. Chaliar

Introuvable, M. Yves Chaliar qui est l'objet d'un mandat d'arrêt, serait au Brésil. Mais il vient de perdre son « contact » à Paris. M^{re} Maguy Baquian, trente-six ans, a été écrouée vendredi 10 octobre à la prison de Fleury-Mérogis sous les

inculpations de recel d'abus de confiance et de complicité d'abus de confiance par M. Jean-Pierre Michau.

Elle aurait reçu de M. Yves Chaliar plusieurs centaines de milliers de francs prélevés sur les fonds de l'association Carrefour du développement et de l'association Promotion française. De plus, M. Chaliar aurait réglé plusieurs de ses dépenses et payait notamment le loyer d'une villa qu'elle habitait à Rambouillet.

Cette jeune femme d'origine gendarmique, employée au service social du ministère de l'Intérieur, aurait, le 13 juin dernier, transmis à M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, la note manuscrite de M. Chaliar dans laquelle il donnait sa version des mouvements de fonds. Elle se trouvait en contact permanent avec M. Yves Chaliar, qui lui téléphonait encore récemment deux fois par semaine à son bureau... de la préfecture de police. C'est sur les indications de celui-ci qu'elle aurait remis de l'argent à son épouse, M^{me} Rosemonde Chaliar, inculpée le 9 octobre de complicité d'abus de confiance et de recel d'abus de confiance, mais laissée en liberté.

M^{re} Maguy Baquian avait accompagné M. Chaliar lors de son voyage à Londres le 2 mai dernier. Aussi les enquêteurs la soupçonnent-ils d'avoir aidé l'ancien chef de cabinet dans sa fuite.

MARC PORTEY.

L'ancien ministre de la coopération : un « tissu de mensonges »

L'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci, a démenti, le samedi 11 octobre, les affirmations de M. Philippe Leroy, gérant d'une société de transit, la SOCOTRA, et inculpé dans l'affaire du Carrefour du développement, selon lesquelles il aurait remis en mains propres à l'ancien ministre une somme de 500 000 F en espèces provenant de fausses factures.

« Je n'ai jamais vu M. Leroy, nous a déclaré M. Nucci, je ne le connais pas, et toutes les affirmations selon lesquelles il m'aurait remis une somme quelconque sont un tissu de mensonges ».

M. Nucci a ajouté qu'il se réservait la possibilité d'engager une action judiciaire contre M. Leroy.

Le procès de Maurice Joffo

Les réclamations du fisc et des douanes

Le voilà bien fade, ce procès de Maurice Joffo, dès l'instant où ce dernier y devient figurant. Au deuxième jour, le vendredi 10 octobre, l'histoire de la veille n'avait, en effet, qu'à échoir. Écouter d'abord les victimes de cambriolages aujourd'hui parties civiles, qui ont reconnu, parmi tous les bijoux saisis chez lui, telle ou telle pièce qui leur fut dérobée. Un crucifix en or pour celle-là, une broche représentant une bécasse signée d'un grand bijoutier parisiens pour cette autre, un bracelet de diamants et de saphirs, une poussette, une perle, une montre ou un sautoir pour les autres. Toutes exposent leur cas, demandant la restitution des objets volés. Certaines sollicitent, en outre, des dommages et intérêts, comme cette dame âgée qui comptait sur un bijou volé pour s'assurer, en le revendiquant, une rente pour ses vieux jours.

Mais ces parties civiles ne sont pas les seules à intervenir contre Maurice Joffo. Voici une compagnie d'assurances, La Source, représentée par M^{re} Paul-Albert Iwans. Elle se plaint d'avoir été escroquée par Maurice Joffo. N'est-il pas venu avec sa femme demander le bénéfice des clauses de son contrat en racontant qu'ils avaient été victimes, le 10 août 1982, dans leur appartement de la rue Marguerite, à Paris, d'une agression suivie d'un vol de bijoux estimés 250 000 F. Après discussions, la compagnie devait leur verser 1 058 000 F. Mais lorsque Maurice Joffo fut arrêté, on devait

Journée des victimes au procès de Maurice Joffo à qui la direction des impôts et l'administration des douanes réclament plus de 5 millions de francs d'amende

découvrir que, parmi les objets dont il avait déclaré le vol, il s'en trouvait au moins quatre qui étaient toujours bel et bien en sa possession. Aussi bien, pour M^{re} Iwans, ce vol fut imaginé, par le coiffeur-restaureur pour dissimuler ce qui, en réalité, selon lui, ne fut qu'une explication dragueuse entre Joffo et certains de ses intermédiaires.

Infractions fiscales et douanières

Ce n'est pas tout. Après cette compagnie d'assurances, c'est la direction générale des impôts qui a son mot à dire. Son avocat, M^{re} Dominique Hébrard-Saint-Cyr, expose sans fioritures les infractions fiscales pour lesquelles il demande une condamnation à une amende de 4 à 5 millions de francs. Peu lui importe que M. Joffo ait été ou non le receleur dépeint par l'accusation. Pour elle, il suffit de constater que cet homme se livrait au commerce des bijoux sans tenir aucun livre de comptes et sans avoir jamais déclaré cette activité.

L'administration des douanes ne pouvait pas être en reste. Vigilante comme à son ordinaire, elle a relevé que la quantité considérable de bijoux et d'or détenus par Maurice Joffo dépassait largement les normes admises pour un usage personnel. Faute de pouvoir justifier l'origine de chacune de ces innombrables pièces, Maurice Joffo tombe sous le coup d'une infraction douanière assimilable à la contrebande. C'est pourquoi la représentante des douanes, M^{me} Anne-Marie Bernet, demande, elle aussi, la condamnation à un million de francs de 1 161 000 francs la confiscation, au profit de son administration, de tous les bijoux dont la propriété n'a pas été revendiquée. Cela ne concerne que les biens saisis en France, ceux retrouvés en Suisse échappant, en application des conventions franco-helvétiques, à la curieuse douane nationale.

Voilà pour les demandes des parties civiles qui ont été publiquement plaidées à l'audience, nombre d'autres s'étant limitées à la communication au tribunal de dossiers écrits chiffrant le montant des préjudices estimés.

Maurice Joffo a laissé dire. Il est vrai qu'il ne fut pas attaqué personnellement par les auteurs de ces exposés et de ces revendications plus techniques que passionnelles. Il lui a fallu, pourtant, encaisser un trait cruellement décoché par M^{re} Jean-Alain Michel qui, après M^{re} Jérôme Cayol, plaident, lui aussi, pour l'une de ses victimes qui avait vu à la barre en début de journée :

« J'avoue, devait dire M^{re} Michel, qu'en écoutant jeudi Maurice Joffo j'ai été sensible à certains de ses accents et même troublé par certaines de ses réponses et de ses explications, tant elles me paraissaient sincères. Mais j'ai trouvé la réponse à ce trouble. Je l'ai trouvée dans le livre de son frère, Joseph, le Sac de billes. L'auteur y décrit l'attitude de Maurice, enfant, devant les Allemands. Et il ajoute : « Il leur jette un regard parfaitement détaché, bourré d'innocence et s'admire cette maîtrise de comédien consommé chez mon frère ».

On attend maintenant le réquisitoire de M. Claude Cahen qui occupe le siège du ministère public. Il le prononcera jeudi 16 octobre. Il a déjà fait savoir qu'il y emploiera trois heures. Pour Maurice Joffo, l'assaut, ce jour-là, risque d'être plus rude que celui mené jusque-là par le président, M. Henri Malergue, au moment de l'interrogatoire.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

SPORTS

Coupe de l'America

« French Kiss » endommagé dans une collision

Le voilier français *French Kiss* de Marc Pajot et son adversaire *Ritla* sont entrés en collision, samedi 11 octobre, au départ de la septième régate éliminatoire de la Coupe de l'America alors que le vent soufflait à plus de quinze nœuds sur le plan d'eau de Fremantle (Australie). Les deux bateaux ont été endommagés, mais ils ont néanmoins franchi la ligne d'arrivée, Marc Pajot précédant l'italien de 8 mn 55 s. Une réclamation a été déposée.

Pour sa part, *Challenge France* d'Yves Pajot a été mis hors course dans la régate qui l'opposait à *Ame-*

rica Il pour s'être élané 10 minutes après le coup de canon. C'est sa sixième défaite sur six courses disputées.

● **TENNIS** : Tournoi de Toulouse. — Guy Forget s'est qualifié, vendredi 10 octobre, pour les demi-finales du Grand Prix de Toulouse en battant Thierry Tulasne en deux sets (7-5, 6-3), tandis que le favori, le Tchèque Miroslav Mečíř, était éliminé par le Suédois Jan Gunnarsson en quart de finale (3-6, 6-4, 11-9).

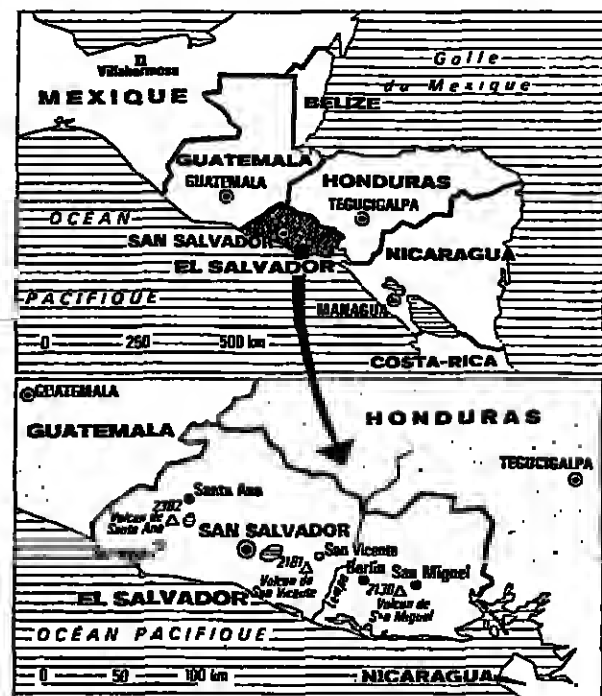
RELIGIONS

● Un pèlerinage intégriste fin octobre à Lourdes. — Chers du courant intégriste, M^{gr} Marcel Lefebvre et l'abbé Louis Coache, organisent un pèlerinage du 25 au 28 octobre à Lourdes, à l'occasion de la fête du Christ-Roi, au moment où se tiendrait l'assemblée plénière des évêques français. Plusieurs mouvements traditionnalistes ont décidé de se joindre à cette initiative qui pourrait réunir dix mille personnes. Lors de leur précédent pèlerinage à Lourdes en 1983, ils n'avaient pas été autorisés à accéder aux sanctuaires.

● Un Français nouveau supérieur des Pères blancs. — Un Français, le Père Etienne Renaud, cinquante ans, a été élu à Rome, le 6 octobre, supérieur général des Missionnaires d'Afrique, appelés les Pères blancs, par le chapitre général de la société, qui compte 2 500 missionnaires. Il succède à un Canadien, le Père Robert Gay. Ordonné prêtre en 1968, le Père Renaud est un spécialiste des questions arabes. Il a été missionnaire en Tunisie et au Yémen, et était professeur à l'Institut pontifical des études arabes de Rome.

CATASTROPHES

Le séisme au Salvador



El Salvador, situé sur la côte pacifique de l'Amérique centrale, est après Belize le plus petit pays de l'isthme, avec une superficie d'environ 21 000 kilomètres carrés. Présidé depuis 1984 par M. Jose Napoleón Duarte (démocrate-chrétien), El Salvador est en revanche l'état où la densité de population est la plus élevée de cette région avec 5,5 millions d'habitants.

● La Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris, a ouvert une souscription pour le Salvador, CCP 369 G Paris, de même que le Secours populaire français, 9, rue Froissart, 75003 Paris, CCP 654-37 H Paris.

MÉDECINE

Première franco-américaine

Des chercheurs parviennent à cultiver le virus de l'hépatite B

En réussissant pour la première fois à cultiver *in vitro* le virus de l'hépatite B (HBV), c'est un véritable « bond en avant » que vient de réaliser une équipe franco-américaine dans la lutte contre les infections causées par ce virus (1). Ainsi il va devenir possible de mieux comprendre le mécanisme d'action de l'HBV et surtout d'essayer de mettre au point des médicaments actifs contre ce virus. Ces recherches sont d'autant mieux venues que l'hépatite B touche plusieurs centaines de millions de personnes dans le monde. En Afrique, du fait de la transformation très fréquente de l'hépatite B en cancer du foie (hépatome), l'HBV peut être considéré dans certains pays comme la première cause de mortalité chez les personnes âgées de vingt à trente ans.

Schématiquement, la culture d'un virus peut se faire de trois manières différentes :

- A condition que le virus soit transformant, on peut mettre les cellules infectées en culture et les faire pousser éternellement. Cela n'a pas été possible avec l'HBV.
- On peut utiliser des cellules « immortalisées », les mettre en présence du virus et voir s'il se produit alors une infection. Là encore, cela n'a pas marché avec l'HBV.

— Restait une dernière solution consistant à soumettre la cellule à un véritable électrochoc. Pour ce faire, on se sert uniquement du matériel génétique du virus (de l'ADN dans le cas de l'HBV) et on le fait entrer de force dans les cellules. C'est cette véritable « transfection de la frontière membranaire » qu'a réussie l'équipe du professeur Max Essex. Restait alors à cloner les cellules (il s'agissait de cellules hépatiques cancéreuses) et à déterminer celles qui produisent le virus.

Il s'agit d'un nouvel outil pour tous les chercheurs qui travaillent sur l'HBV. Le paradoxe était que, jusqu'à présent, l'on disposait pour prévenir l'hépatite B d'un vaccin mais pas d'un traitement. Cette découverte va permettre, en fixant la manière dont se réplique l'HBV, d'essayer de mettre au point des médicaments actifs contre l'hépatite virale B.

F. N.

(1) Ces résultats sont publiés dans la revue scientifique *Cell* (numéro du 10 octobre), par Camille Sureau, Jean-Loup Romet-Monmousseu, James Mullins et Max Essex (Harvard School of Public Health et département de biologie humaine du CHU Bretonneau de Tours).

ÉDUCATION

Les présidents d'université et le projet de loi Devaquet

A la suite de l'article paru dans le *Monde* du 27 septembre sur les critiques des présidents d'université à l'égard du projet de M. Alain Devaquet, M. Dimitri Lavroff, président de l'université de Bordeaux-I, nous a fait parvenir la mise au point suivante :

« La conférence des présidents d'université n'a pas rejeté le projet de loi sur l'enseignement supérieur [et en particulier] ses dispositions fondamentales concernant la composition des organes, les conditions de l'élection de leurs membres et leurs compétences.

« Les critiques adressées à la formule des « universités fédérées » prévues dans le projet de loi expriment la volonté de tous les présidents d'université, quelle que soit leur préférence politique, de préserver l'efficacité des établissements et d'éviter une dispersion des compétences qui rendrait leur gestion difficile.

« La demande de suppression des instances provisoires faite par la CPU n'a pas du tout le sens que lui accorde M. Courtillot. Les conseils constitués prévus par le projet de loi auraient pour effet de retarder l'application des nouvelles instances établies par la loi ; demander que les conseils actuellement en place,

ou mieux encore de nouveaux conseils élus conformément à la nouvelle loi, soient immédiatement en mesure de gérer les universités et d'élaborer leurs statuts, c'est souhaiter une accélération de la réforme en cours et non pas la condamner. (...) »

« L'article incriminé n'indiquait pas que la conférence des présidents a « rejeté le projet de loi », mais qu'elle a « exprimé son hostilité sur deux points essentiels » : le système des établissements fédérés et le régime transitoire. Ce que M. Lavroff confirme. Pour être « constructive », une critique n'est pas moins une critique.

Les résultats des votes lors de cette conférence ont été les suivants :

- Rejet du système des établissements fédérés : 55 oui ; 4 abstentions.
- Libre choix des mesures transitoires par les universités : 52 oui, 3 non, 4 abstentions.
- Enfin, un dernier vote a eu lieu à la fin de la conférence, alors qu'une partie des présidents avaient déjà quitté la réunion, pour savoir si des retouches aux lois existantes ne seraient pas préférables à un changement total : 24 oui, 12 non, 7 abstentions. — G. C.

A Fontenay-sous-Bois

Antoine Bayeurte est inculpé de complicité de vol de tableau

Un tableau de Marc Chagall, estimé à environ 500 000 F, l'*Homme à la Torse*, a été volé le 21 avril dernier dans le hall de la mairie de Fontenay-sous-Bois. Cette gouache offerte à la ville par un amateur d'art local y était exposée depuis huit ans. Les deux voleurs, Eric Bornet et Christophe el Garbi, tous deux âgés de vingt-trois ans, viennent d'être identifiés, arrêtés et inculpés du « vol aggravé avec enlèvement en rébellion ».

Le tableau récupéré au domicile de l'un des deux cambrioleurs n'a subi, semble-t-il, aucun dommage, et, après des travaux visant à lui assurer une meilleure protection, il retrouvera sa place initiale.

Il pourrait s'agir, comme toute, d'un banal vol au dévouement heureux, mais l'une des personnes mises en cause en fait, aujourd'hui, une affaire politique. En effet, le nom de M. Antoine Bayeurte, dix-neuf ans, le fils de M. Louis Bayeurte, maire communiste de Fontenay-sous-Bois et vice-président du conseil général du Val-de-Marne, aurait été prononcé au cours des investigations, et le juge d'instruction, M. Claude Coulanges, chargé du dossier, l'a inculpé de complicité en ajoutant : « Ce qui ne signifie pas qu'il est coupable ».

Pour M. Louis Bayeurte, qui avait porté plainte contre X... au moment du vol, « deux petits voyous » cherchant à se couvrir derrière son fils « qui les connaissait sans les fré-

quenter ». Et, derrière son fils, c'est le père, selon lui, qu'on cherche à discréditer. Un comité de soutien a été constitué et a appelé à un rassemblement qui devait avoir lieu le samedi 11 octobre, dans la matinée, devant la mairie.

Odieuse machination

De son côté, le groupe communiste du conseil municipal de Fontenay-sous-Bois a rendu public une lettre intitulée : « Odieuse machination contre Louis Bayeurte et sa famille », dans laquelle il est écrit notamment : « Le scandale c'est que sur la foi de ces voleurs (bien connus des services de police) le juge d'instruction décide d'inculper Antoine ».

« Antoine, pour quelcrime le connaît, est un jeune homme qui travaille, qui suit des cours, qui a ses copains et qui vit le plus normalement du monde. Si les deux voleurs le connaissent, c'est qu'ils habitent dans son quartier. Il n'est pas le seul dans ce cas. Mais Antoine ne les fréquentait absolument pas. Tous ses copains peuvent en témoigner. Certes, l'inculpation n'est pas synonyme de culpabilité. Mais pourquoi croire sur parole des truands et inculper un jeune homme qui est un garçon honnête et sérieux, et qui dans cette affaire est blanc comme neige ? C'est odieux. »

F. G.

Chronologie

ÉTRANGER

1-7. - **PAYS NON ALIGNÉS**: Au huitième sommet des non-alignés réuni à Harare, M. Robert Mugabe, premier ministre zimbabwéen, succède à M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, comme président pour trois ans du mouvement. Les résolutions adoptées sont nettement plus anti-impérialistes que lors des sommets précédents, mais la candidature du Nicaragua comme pays hôte du prochain sommet, en 1989, est repoussée (du 28/IX au 9/X).

2. - **LIBAN**: Le gouvernement, réuni en « comité de dialogue » pour la première fois depuis octobre 1985, annonce une trêve militaire et l'élaboration d'un nouveau pacte national (4, 10 et 11).

5. - **PAKISTAN**: Sur l'aéroport de Karachi, quatre pirates de l'air s'emparent d'un Boeing-747 de la PanAm avec trois cent cinquante-huit personnes à bord. Ils tiennent un passager américain avant que l'assaut ne soit donné par des soldats pakistanais: vingt autres passagers sont alors tués et une centaine blessés. Les quatre terroristes, qui seraient d'origine palestinienne, sont arrêtés ainsi qu'un suspect libyen (du 6 au 10 et du 13 au 16).

6. - **TURQUIE**: Deux terroristes pénètrent dans une synagogue d'Istanbul et tirent sur la trentaine de fidèles en prière: vingt et une personnes sont tuées ainsi que les deux terroristes. Le groupe palestinien dissident d'Abou Nidal est mis en cause par Israël (du 7 au 10, 12 et 18).

7. - **CHILI**: L'état de siège est décrété après que le général Pinochet a échappé à un attentat, qui a fait cinq morts. De nombreuses arrestations sont opérées au sein de l'opposition et trois prêtres français sont expulsés. Quarante militants de gauche sont enlevés par un commando d'extrême droite et assassinés (du 5 au 18, 20 et du 23 au 29).

8. - **PAKISTAN**: M^{re} Benazir Bhutto et les dirigeants de l'opposition arrêtés les 13 et 14 août sont libérés après l'échec des manifestations anti-gouvernementales (10).

9. - **FRANCE** - **RFA**: M. Helmut Kohl se rend à Paris pour s'entretenir avec M. Jacques Chirac (9, 10 et 11).

11. - **ÉTATS-UNIS**: A la Bourse de New-York, l'indice des valeurs industrielles, qui avait culminé, le 4, à 1 919,71, perd 36,61 points en une séance et se retrouve, le 12, à 1 758,72. De fortes baisses sont aussi enregistrées à Tokyo, Londres et Paris (6, 7-8, 13, 14-15, 18 et 21-22).

11. - **PROCHE-ORIENT**: M. Hosni Moubarak et M. Shimon Pérès se rencontrent à Alexandrie, pour le premier sommet israélo-égyptien depuis 1981, après la conclusion d'un accord d'arbitrage sur le litige frontalier de Tabá. M. Pérès accepte le principe d'une conférence internationale sur le Proche-Orient mais précise, le 15, à Washington, qu'Israël n'acceptera une participation de l'URSS que si Moscou rétablit ses relations diplomatiques avec l'Etat hébreu et autorise l'émigration de juifs soviétiques (du 4 au 8, du 11 au 17 et 23).

11-12. - **PROCHE-ORIENT**: M. Hosni Moubarak et M. Shimon Pérès se rencontrent à Alexandrie, pour le premier sommet israélo-égyptien depuis 1981, après la conclusion d'un accord d'arbitrage sur le litige frontalier de Tabá. M. Pérès accepte le principe d'une conférence internationale sur le Proche-Orient mais précise, le 15, à Washington, qu'Israël n'acceptera une participation de l'URSS que si Moscou rétablit ses relations diplomatiques avec l'Etat hébreu et autorise l'émigration de juifs soviétiques (du 4 au 8, du 11 au 17 et 23).

12. - **IRAN-IRAQ**: Un missile sol-sol iranien atteint le centre de Bagdad, faisant vingt-quatre morts, après des raids aériens irakiens, les 9 et 10, contre Tabriz, au nord-ouest de l'Iran et des bombardements répétés dans la ville irakienne de Bassorah (du 2 au 18, 23 et 26).

13. - **FRANCE-ALGÉRIE**: M. Chirac se rend en visite officielle en Algérie (13 et 16).

14. - **ÉTATS-UNIS**: M. et M^{re} Reagan lancent à la télévision un appel à une « croisée nationale » pour une « Amérique libérée de la drogue » (13, 16 et 17).

15. - **AUTRICHE**: L'élection, le 13, d'un représentant de l'aile droite à la tête du Parti libéral

provoque la rupture de la coalition social-libérale au pouvoir depuis 1983. Les élections anticipées sont fixées au 23 novembre (16, 17 et 23).

16. - **AFRIQUE DU SUD**: 177 mineurs meurent asphyxiés après un incendie dans la mine d'or de Kinross (18, 19 et 24).

16. - **CEE**: Les ministres des affaires étrangères des Douze décident la mise en œuvre des sanctions économiques communes limitées contre l'Afrique du Sud qui avaient été envisagées au conseil européen de La Haye en juin. Mais la RFA s'oppose à l'interdiction des importations de charbon (6, 9, 16, 17 et 18).

16-19. - **FRANCE-INDONÉSIE**: M. François Mitterrand se rend en visite officielle en Indonésie. En accord avec M. Chirac, le voyage a été maintenu en dépit des attentats à Paris, mais la partie touristique est supprimée (5, 14-15 et du 17 au 20).

18. - **LIBAN**: L'attaché militaire français, le colonel Christian Goutierre, est assassiné à Beyrouth-Est, en secteur chrétien, devant l'ambassade. Le 20, Beyrouth-Est est paralysée par une « grève de deuil » (du 19 au 22, 24 et 26).

20. - **COMMERCE INTERNATIONAL**: La conférence ministérielle du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), réunie depuis le 15 à Punta-del-Este (Uruguay), parvient à un accord sur le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Les Etats-Unis ont obtenu que ce cycle porte principalement sur l'agriculture ainsi que sur la libéralisation des services et des investissements et le renforcement de la protection de la propriété industrielle (5, 9, 11, 13, 16, du 18 au 23 et 26).

20. - **FINANCES MONDIALES**: Les ministres des finances de la CEE, réunis à Ginebra, en Espagne, décident de freiner la chute du dollar, alors que le refus réitéré de la Bundesbank de céder aux pressions américaines en abaissant ses taux d'intérêt a provoqué une hausse du deutschemark. A la fin du mois, les réunions monétaires de Washington, qui précèdent les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, ne permettent pas de réduire le différentiel euro-américain (à partir du 22).

22. - **EST-OUEST**: La conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe (CDE), ouverte le 17 janvier 1984, s'achève sur un accord: de l'Atlantique à l'Oural, les trente-cinq pays participants acceptent un ensemble de mesures de confiance et de sécurité concernant leurs activités militaires ainsi qu'un système de vérification par des inspections terrestres et aériennes (6, 7-8 et du 17 au 23).

22. - **LIBAN**: Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, par quatorze voix et une abstention, celle des Etats-Unis, la résolution française demandant le retrait d'Israël du sud du Liban et le déploiement de la FINUL le long de la frontière israélienne. Le contingent français de la FINUL est en butte depuis six semaines au harcèlement des extrémistes chiites pro-iraniens: trois « casques bleus » français ont été tués le 4 et un autre le 13 par l'explosion de bombes télécommandées. Le 26, les soldats français achèvent leur « redéploiement » après avoir abandonné la plupart de leurs positions (du 4 au 30).

23. - **ITALIE**: L'Etat libyen cède la participation de 15 % qu'il avait acquise en décembre 1976 dans FIAT (25).

24. - **ONU**: M. Jacques Chirac, parlant à New-York devant l'Assemblée générale des Nations unies, dénonce « la lépre du terrorisme » et critique, sans nommer aucun pays, « la complicité d'Etats qui acceptent de fermer les yeux sur les activités d'organisations terroristes ou n'hésitent pas à les utiliser à leur profit, quand ils ne les encouragent pas » (25 et 26).

25. - **TOGO**: Paris accepte d'envoyer près de deux cents militaires français à la demande du général Eyadéma, dont le domicile avait été attaqué par un commando dans la nuit du 23 au 24. Le 25 au matin, des fusillades avaient éclaté à Lomé, faisant plusieurs dizaines de victimes. Le calme rétabli, sans que les soldats

Septembre 1986 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par EDOUARD MASUREL

français aient eu à intervenir, les autorités mettent en cause le Burkina et le Ghana (à partir du 25).

26. - **ANDORRE**: M. Mitterrand se rend en visite officielle dans la principauté d'Andorre, dont il est coprince (27 et 28-29).

26. - **ÉTATS-UNIS**: M. Reagan oppose son veto aux sévères sanctions contre l'Afrique du Sud votées par le Congrès. Mais la Chambre des représentants, le 29, et le Sénat, le 2 octobre, rejettent le veto présidentiel (6, 14-15 et du 28/IX au 4/X).

26. - **NUCLÉAIRE**: Une assemblée extraordinaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), réunie à Vienne, adopte deux conventions destinées à renforcer l'information et l'assistance en cas d'accident nucléaire (du 25 au 29).

27. - **ÉTATS-UNIS**: La réforme fiscale est définitivement approuvée par le Congrès. Deux taux d'imposition (15 % et 28 %) vont remplacer les quatorze en vigueur, qui s'élevaient jusqu'à 50 %, et la plupart des déductions vont être supprimées (27 et 30).

27. - **LIBAN**: A Beyrouth-Est, des affrontements entre miliciens chrétiens font au moins soixante morts. Les assaillants, partisans de M. Elie Hobeika, ancien chef pro-syrien des Forces libanaises évincé en janvier, sont venus de Beyrouth-Ouest en traversant la ligne de démarcation (du 28/IX au 3/X).

28. - **CHINE-POLOGNE**: Le général Jaruzelski est le premier dirigeant d'un pays de l'Est à être reçu officiellement en Chine

depuis la rupture entre Pékin et Moscou en 1960 (28-29/IX et 1/X).

28. - **TURQUIE**: Aux élections législatives partielles, les premières ouvertes à tous les partis légaux, le Parti de la justice voit soute par M. Süleiman Demirel, premier ministre lors du coup d'Etat militaire de 1980, faire une percée spectaculaire (28-29 et 30).

30. - **ÉTATS-UNIS-URSS**: M. Reagan annonce qu'il rencontrera M. Gorbatchev à Reykjavik (Islande) les 11 et 12 octobre. Le 29, le journaliste américain Nicholas Daniloff a été autorisé à quitter Moscou, où il avait été arrêté le 30 août, et, le 30, M. Gennadi Zakharov, fonctionnaire soviétique de l'ONU arrêté le 23 août, a pu quitter New-York. L'« arrangement » prévoit aussi la libération du dissident soviétique Iouri Orlov. Auparavant, l'affaire Daniloff avait provoqué une brusque tension des relations américano-soviétiques, mais, à la tribune de l'ONU, M. Reagan, le 22, puis M. Chervomaz, le 23, s'étaient montrés confiants sur les perspectives d'accords sur le contrôle des armements (à partir du 2).

30. - **MEXIQUE**: Un accord de principe est conclu sous l'égide du FMI entre le Mexique et de grandes banques commerciales: il prévoit 6 milliards de dollars de nouveaux crédits et le rééchelonnement de 43,7 milliards de dettes sur vingt ans (18, et du 30/IX au 2/X).

Paris face au terrorisme

Le 1^{er}, le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), qui a revendiqué sept attentats à Paris de décembre à mars, menace de reprendre les attentats si la France ne libère pas trois terroristes, dont Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fraktionen armées révolutionnaires libanaises (FARL).

Du 4 au 17, six actions terroristes sont commises à Paris:

- le 4, à 18 h 30, une tentative manquée dans une rue du RER à la station Gare-de-Lyon: le détonateur ayant mal fonctionné, la bombe n'explose pas;

- le 8, à 18 h 55 dans le bureau de poste de l'Hôtel-de-Ville de Paris: 1 mort, 18 blessés;

- le 12, à 12 h 30, à la cafétéria du supermarché Casino, dans le centre commercial des Quatre-Temps, à la Défense: 41 blessés;

- le 14, à 17 h 30, au Pub Renault sur les Champs-Élysées: deux gardiens de la paix sont tués et un maître d'hôtel de l'établissement est blessé. Il avait emporté la bombe au sous-sol;

- le 15, à 13 h 55, au rez-de-chaussée de la préfecture de police, dans la salle de délivrance des permis de conduire, dans l'île de la Cité: 1 mort, 51 blessés;

- le 17, à 17 h 25, devant le magasin Tati, rue de Rennes: 6 morts, 50 blessés.

Tous ces attentats sont revendiqués, à Paris ou à Beyrouth, par le CSPPA ou par les Partisans du droit et de la liberté, organisation inconnue jusqu'alors, qui se livrent à une surenchère de communiqués.

A partir du 5, les mesures de sécurité sont renforcées dans la capitale et des couloirs de « vigilance » sont données par les autorités à la population. M. Jacques Chirac appelle, le 8, à la « fermeté » dans la « guerre » contre le terrorisme, mais semble hésiter sur la façon de riposter. Il annonce, le 14, au Grand Jury RTL-Je Monde, une série de mesures antiterroristes: le visa est rendu obligatoire pendant six

mois pour tous les étrangers (CEE et Suisse exceptées); le contrôle aux frontières est renforcé, avec participation des militaires. Le premier ministre menace « ceux qui manipulent les terroristes » de mesures de rétorsion « draconiennes ».

Le 16, le ministre de l'Intérieur lance un appel à témoins, assorti d'une prime de 1 million de francs. D'autre part, les photos de Maurice et de Robert Abdallah, deux des frères du chef présumé des FARL, sont affichées dans la rue et les lieux publics: Robert est soupçonné d'être l'auteur de l'attentat de la Défense. Le 17, un autre frère de Georges Ibrahim Abdallah, Emile, aurait été identifié par deux témoins comme responsable présumé de l'attentat de la rue de Rennes. Après ces accusations, réitérées par la police, puis par le gouvernement, les trois frères Abdallah, ainsi que l'ainé, Joseph, protestent de leur innocence depuis leur village de Kobayat, au nord du Liban.

Le 18, M. Chirac exprime, dans une déclaration télévisée, sa volonté de « ne céder en aucun cas au chantage ». Le 19, le premier ministre reçoit les dirigeants de la majorité, ainsi que ceux de l'opposition, qui, à l'exception de M. Jean-Marie Le Pen, s'abstiennent de critiquer le gouvernement.

Cependant, la cohérence de la politique du gouvernement au Proche-Orient est mise en cause, tant au sein de l'opposition que de la majorité, surtout après la révélation que des discussions ont été engagées avec la Syrie: Mgr Hilarion Capetel, proche de l'OLP et du pouvoir syrien, se rend à Paris du 19 au 30 pour une « mission de bons offices »; il rencontre, le 22, dans sa cellule de la Santé, Georges Ibrahim Abdallah, ainsi que, à plusieurs reprises, M. Robert Pandarou, ministre de la sécurité. Le 23, M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, puis, le 26, M. Bernard Gérard, directeur de la DST, sont à Damas (3 et à partir du 6).

FRANCE

1. - M. Philippe Séguin commence à Epinal un tour de France pour promouvoir son plan pour l'emploi des jeunes: 400 000 personnes devraient en bénéficier avant la fin de 1987 (3, 4 et 9/IX, 1/X).

3. - Le Conseil constitutionnel valide l'essentiel des trois derniers lois sur la sécurité et de la loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers (5 et 7-8).

3. - Le conseil des ministres entérine les nominations de 29 présidents de filiales des grands groupes bancaires nationaux: 15 nouveaux sont nommés, le plus souvent des professionnels proches de la droite qui succèdent à des proches du Parti socialiste. M. Mitterrand loue la « grande compétence » des banquiers qui quittent leur fonction (3 et 4).

3. - Un président unique, M. Francis Mer, est nommé en conseil des ministres à la tête d'Usinor et de Sacilor, qui regroupent 95 % de la production sidérurgique française (3, 4, 5 et 21-22).

4. - Le bureau politique de l'UDF se prononce pour une candidature unique UDF à l'élection présidentielle, mais les modalités de choix du candidat ne sont pas définies (3, 4, 6, 9 et du 28/IX au 2/X).

9. - Mme Michèle Cotta démissionne de la présidence de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (10 et 11).

9. - Le professeur Jacques Testart, biologiste spécialisé dans les techniques de procréation artificielle, annonce dans le Monde son refus d'« aller plus loin » dans la recherche « qui œuvre à un changement radical de la personne humaine » (10, 17, 20 et 25/IX, 1/X).

10. - M. Edouard Balladur, invité pour la première fois de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, annonce que l'impôt sur le revenu, qui baissera de 3 % en 1987, sera réduit de 5 % supplémentaires en 1988. Il confirme que les trois premières entreprises privatisées seront « Saint-Gobain », Paribas et les Assurances générales de France (11, 12, 13 et 17).

10. - Une équipe scientifique française met pour la première fois au point un test génétique pour déterminer le sexe des embryons humains (12).

13. - Le comité directeur du PS débat du comportement des socialistes dans l'opposition. L'analyse de M. Lionel Jospin, qui se prononce pour une opposition « résolue mais ouverte », est contestée par MM. Pierre Mauroy et Jean Popereu, partisans d'un PS plus offensif (2, 5, 9 et du 13 au 16/IX, 2 et 3/X).

15. - Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1987 qui limite la progression des dépenses à 1,8 % et ramène le déficit à 128,6 milliards de francs. Priorité est donnée à la défense, à l'emploi et à la sécurité. D'autre part, une baisse moyenne de 3 % de l'impôt sur le revenu ainsi que des allègements en faveur des familles des hauts et des bas revenus sont prévus (du 10 au 18 et 23).

15. - En août, la balance du commerce extérieur a été excédentaire de 3,2 milliards de francs, le nombre des chômeurs a augmenté de 0,5 % et la hausse des prix a été de 0,1 % (14-15, 16, 18, 25, 26 et 27).

15. - Au dixième congrès européen sur les neurosciences, à Marseille, une équipe suédoise annonce qu'elle va greffer des cellules de fœtus humain dans des cerveaux de patients atteints de la maladie de Parkinson. Le 24, l'assemblée du Conseil de l'Europe fixe des règles concernant l'utilisation des embryons humains (17, 19, 24 et 26).

17. - M. Séguin demande à M. François Dalle, ancien PDG du groupe L'Oréal, de lui remettre avant six mois un rapport sur les « emplois intermédiaires », qui sont qualifiés de « petits boulots » par leurs détracteurs (13, 18 et 19).

18. - Le Conseil constitutionnel annule deux articles de la loi sur la liberté de communication: il juge que le pluralisme n'est pas assez bien protégé. Un nouveau projet de loi limitant les concentrations dans l'audiovisuel et dans la presse est rapidement élaboré et adopté par le conseil des ministres du 1^{er} octobre (du 20/IX au 3/X).

et adopté par le conseil des ministres du 1^{er} octobre (du 20/IX au 3/X).

23. - M. Chirac, qui a tenu à présenter lui-même devant le Conseil économique et social le projet de loi de programme pour le développement des départements d'outre-mer, souligne la volonté du gouvernement d'accorder « une priorité particulière » à l'outre-mer (12, 14-15, 21-22, 24 et 25).

23. - M. Albin Chalandon annonce des mesures contre la toxicomanie des jeunes. L'accent mis sur la répression est vivement critiqué par les spécialistes de la prise en charge des toxicomanes (25, 26 et 28-29/IX, 2 et 4/X).

24. - Le conseil des ministres approuve les ordonnances sur le découpage des cinq cent soixante-dix circonscriptions législatives. M. Mitterrand annonce qu'il prendra « le minimum de temps raisonnable pour faire connaître sa décision » de signer ou non ces ordonnances. Auparavant, M. Charles Pasqua avait en partie tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat, qui avait suggéré, le 20, des modifications pour vingt-cinq départements (du 3 au 29).

24. - M. Jacques Maisonrouge, ancien dirigeant de la multinationale américaine IBM, est nommé directeur général de l'industrie (25 et 26).

25. - Le gouvernement annonce la mise en vente à la Bourse de Paris de 11 % du capital d'ELF-Aquitaine sur les 66,8 % détenus par l'Etat. Cette opération suscite les critiques du Parti socialiste qui juge insuffisant le prix proposé, inférieur de 13 % au dernier cours de Bourse (4, 7-8, 17, 19 et du 26 au 29/IX, 2/X).

26. - Les deux opposants irakiens expulsés de Paris vers Bagdad le 19 février regagnent la France où ils ont été autorisés à poursuivre leurs études (4, 5, 23, 25, 27 et 28-29).

28. - Aux élections sénatoriales, la majorité remporte 89 (+ 19) des 120 sièges à pourvoir: le RPR, avec 77 sièges (+ 18), devient le premier groupe du Parti socialiste qui juge insuffisant le prix proposé, inférieur de 13 % au dernier cours de Bourse (4, 7-8, 17, 19 et du 26 au 29/IX, 2/X).

28. - A l'élection législative organisée en Haute-Garonne après l'annulation des résultats de mars par le Conseil constitutionnel, la liste RPR-UDF conduite par M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, obtient 45,93 % des voix (+ 2,82 %) et quatre députés. La liste conduite par M. Lionel Jospin réussit à conserver au PS les quatre sièges acquis en mars, malgré deux listes de gauches dissidentes. Le Front national et le PC reculent (6, 7-8, 13, 17 et du 24 au 30).

28. - M. Yvon Gattaz, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », annonce que plus de 400 000 contrats de formation ou alternance seront conclus entre juillet 1986 et juillet 1987 (30).

CULTURE

9. - Mort de la pianiste Magda Tagliaferro (11, 12 et 14-15).

10. - « Le Rayon vert », d'Eric Rohmer, obtient le Lion d'or à la Mostra de Venise (du 2 au 12).

12. - Mort du photographe Jacques-Henri Lartigue (14-15).

13. - Le Muséum 86 de Strasbourg, festival de musique contemporaine, est inauguré avec *Pli selon pli*, de Pierre Boulez (7-8, 17 et 24).

15. - M. Maurice Fleuret remet sa démission de directeur de la musique et de la danse. Il estime que les crédits prévus pour 1987 sont « considérablement inférieurs aux besoins » (17).

18. - Le Festival d'automne à Paris inaugure son hommage à la Chine avec le *Pavillon des pivotes*, un opéra dans le style kunqu du XVII^e siècle (18, 21-22 et 28-29).

20. - Une rétrospective François Boucher, peintre du XVIII^e siècle, est ouverte au Grand Palais (20).

EXPOSITION

« Divas », au palais Garnier

Le beau silence des sirènes

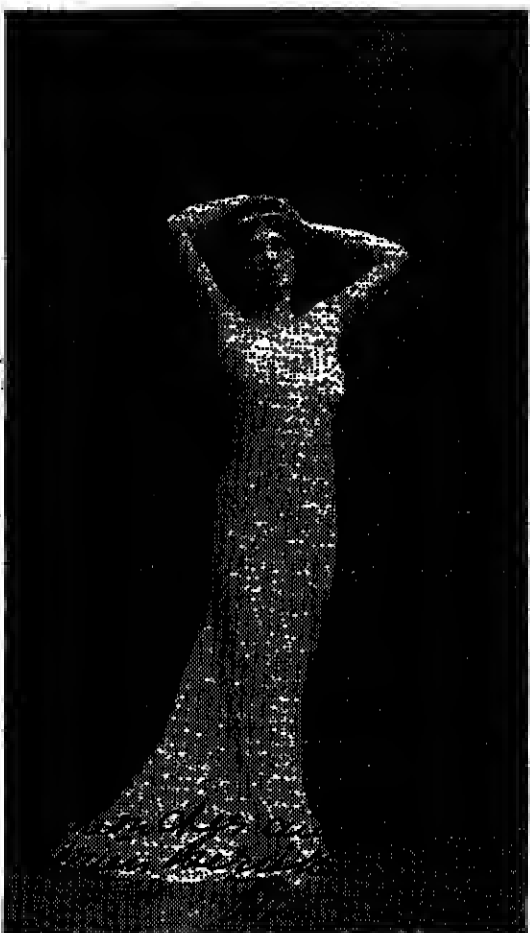
Elles envoûtent encore, par leurs portraits, leurs photographies, leurs robes et leurs bijoux, ces divas disparues dont la voix s'est tue.

Dans la rotonde du palais Garnier, se tient l'exposition « Divas, parcours d'un mythe » (1), organisée par le Festival international de Radio-France et de Montpellier, en coproduction avec le Théâtre national de l'Opéra de Paris et de la Bibliothèque nationale, la participation du Crédit agricole et de la ville de Montpellier. Elle avait été présentée au Musée Fabre de cette ville du 15 juillet au 14 septembre.

Paraphrasant un intertitre du film muet de Murnau, *Nosferatu*, on a envie de dire : « Quand vous aurez descendu l'escalier, les fantômes viendront à votre rencontre. » Ces fantômes-là, pourtant, ne sont pas démoniaques. Pas même des vampires, ces femmes dangereuses dérivées des vampires. Sublimes par leur chant, monstres sacrés par leurs rôles, extravagantes parfois dans leur vie privée, les divas, mortes, peuvent encore envoûter par leurs portraits, leurs photographies, leurs parures conservées. Elles ne prennent ni le sang ni l'âme de leurs admirateurs. Elles se sont prises à leur propre narcissisme, mirées à leur culte, consumées aux feux de leur mythe.

Même si l'exposition est, chronologiquement, bien orchestrée (le dix-neuvième siècle romantique à l'entrée avec Marietta Alboni, Pauline Viardot, Cornélie Falcon, Maria Malibran, Giuditta Pasta, Giulia Gisi, la fin du dix-neuvième et le vingtième siècle déployés dans la rotonde), il est plus agréable de se laisser guider par le hasard et prendre à une image, à un costume qui, à leur tour, guident vers d'autres.

Attention à ne pas buter — la petite estrade est truffée — dans les mannequins portant les quatre toiles jaunes et noires d'Emma Calvé dans *Carmina*, vous amèneront un cadavre sur les pieds (c'est arrivé le jour du vernissage !). L'immense robe blanche en écailles de satin de Teresa Stratas pour *Lulu* ou une sirène dorée à tête de femme, de Léonor Fini. Des soutiers traînent sur un tapis semé de pétales de roses



Mary Garden (1877-1967) dans le rôle de « Lulu »

blanches et rouges. Il y en a aussi, tout près, sur un piano à queue, où trônent une bouteille de champagne et une coupe. Les pétales sont de papier.

Tout n'est qu'illusion comme à l'Opéra. Pourtant, les rutilants bijoux de théâtre placés dans des vitrines vous ont des airs de joaillerie à tenter les cambrioleurs. Tiers, colliers, bracelets, peignes, il suffirait d'un peu de musique pour faire voler les vitrines en éclats ; et que renaissent l'embrasement de la scène. La malle Vuitton, fabriquée pour Lily Pons (on la voit, elle, en photo, tailleur, chapeau, « soutiers » blancs, avec deux bijoux, très star 1930), pouvait contenir trente-six perles de chaussettes, chacune dans un tiroir à son étiquette... Emma Calvé, bien plus tôt, avait son train privé.

Surprise : à part quelques opulentes telles Ernestine Schumann-Heink (créatrice du rôle de Clytemnestre dans *l'Elektra* de Strauss), ces dames du vingtième siècle, sans être forcément des sylphides, sont bien loin du modèle Castafore. Marthe Chenal, voltigeuse sur son portrait de 1921 par Barisov Sels, Geneviève Vix, Conchita Supervia, Claudia Muzio, Gerorgette Leblanc, et d'autres, en costume de scène ou de ville prouvant la bonne tenue physique de la profession.

Et puis, inévitablement, Maria Callas paraît. Elle résume les autres, elle les domine toutes. La place où l'exposition la célèbre est à la fois un écrin et un éminet. Avec sa beauté de vase cretète, son allure, ses gestes fixés sur les photographies agrandies de la *Traviata*, la *Sommambole*, *Norma*, la *Vestale*, *Iphigénie en Tauride*, et son expression habillée, on croirait qu'elle va revenir et tout recommencer. On tomberait à genoux devant les deux robes et les deux manteaux qu'elle porte pour *Norma* à l'Opéra de Paris en 1964.

JACQUES SICLIER.

(1) Jusqu'au 4 décembre, 11 heures à 17 heures tous les jours, sauf le 25 octobre, 5, 8, 15 novembre. Entrée : 22 F. Le livre-catalogue de Sergio Segalini est édité par Actes Sud, 144 p., 150 F.

CINÉMA

L'affaire Pétard

Le ministère de la culture s'intéresse — c'est son rôle — à deux films ayant pour sujet la drogue.

Ce n'est pas l'affaire Dreyfus... Mais tout de même, l'agitation qui entoure le sort, le 22 octobre, des *Frères Pétard* (en argent un pétard est un « joint »), film génériquement populaire, soulève à la fois des problèmes et la robe d'une dame de grande vertu, Anastasia.

Le 16 septembre dernier, les sages de la Commission de contrôle ont délivré la mention « tous publics » au film d'Hervé Palud, qui raconte les tribulations cellulaires de deux joyeux minables (Jacques Villeret et Gérard Lannin) essayant en vain de devenir des cédés de la drogue.

Rappelons que le rôle de la commission de contrôle est purement consultatif et non répressif, que ses recommandations doivent être ratifiées par le ministre de la culture, que ce système qu'on

baptise habituellement « censure », même s'il est imparfait, constitue un rempart efficace contre le pouvoir discrétionnaire des maires. Revenons à nos Pétards. Ils ont le tort de tomber en pleine campagne antidrogue du gouvernement. La rue de Valois, qui devrait être seule responsable de l'attribution du visa définitif alerte alors la famille, la santé, la justice, tous ministères directement concernés par le drame de la toxicomanie mais pas du tout habilités à juger de l'impact des « Frères Pétard ».

La famille, la justice, la santé expriment leur inquiétude, évidemment. Tant et si bien que François Léotard demande, très tardivement, une aggravation de la décision de la commission de contrôle (fait rarissime) et l'interdiction du film aux moins de treize ans, ce qui représenterait une sanction économique considérable. Mufit : la rite, en la matière, peut être « incitatif ».

Dans le même temps, un autre film qui traite de la drogue, sur un mode tragique, violent, « sale » cette fois, « Sid and Nancy »

s'apprête à sortir, en novembre. Dans ce cas, la commission de contrôle a conseillé l'interdiction aux moins de dix-huit ans. Le ministre considérant au contraire que la représentation de la déchéance de Sid Vicious, chef du groupe rock « Les Sex Pistols » jusqu'à l'overdose fatale, est « dissuasive » demande que le film d'Alex Cox ne soit interdit qu'aux moins de treize ans...

Tout s'est réglé le vendredi 10 octobre. En séance plénière, la commission de contrôle en présence de M. Dominique Ambiel, conseiller technique au ministère de la culture de M. Jérôme Clément, directeur du centre du cinéma a autorisé « Sid and Nancy » aux enfants et accepté un compromis sur les « Frères Pétard ». Le film ne sera pas interdit aux moins de treize ans, mais les trois cents salles où il sera projeté à travers la France devront afficher un avertissement : « Ce film a pour sujet la drogue ».

Cet automne, la rite est dangereuse.

DANIEL HEYMANN.

Des festivals à foison

Vogue et vague italiennes

Anney, Villeneuve, Florence, Nice, on célèbre le cinéma italien en France et le cinéma français en Italie. Les sœurs latines se serrent les coudes.

Le cinéma italien est moribond, la télévision est en train de l'échouer ; les films que l'on tourne encore en Italie ne sont plus exportables ; les réalisateurs de talent, anciens ou plus jeunes, sont condamnés à la retraite ou à des besognes commerciales. En gros, tout cela est vrai ; dans le détail, on ne sait plus très bien. Mais le cinéma italien est toujours l'enfant chéri de certains festivals en France.

Le voilà donc présent, du 10 au 19 octobre, au Rencontres d'Anney, créées il y a quatre ans par le Centre d'action culturelle d'Anney et l'Institut culturel italien de Grenoble, et qui se veulent « plus volontaires dans la relation création-diffusion qu'une manifestation culturelle ». Cette année, une dizaine de films inédits en France sont en compétition. Productions récentes appelant la curiosité. Mais il y a aussi un hommage à Alberto Sordi et l'intégrale de Visconti. Donc, nostalgie et passion (1).

Du 31 octobre au 11 novembre, le Festival du film italien de Villeneuve va présenter sa neuvième édition. Curieuse expérience commencée en 1976, en plein pays lorrois (310 kilomètres de Paris), dans une

ville ouvrière dont 55 % des habitants sont d'origine italienne. « Premier festival populaire de cinéma italien en France », entièrement organisé sur place et qui, au début, soucieux de ne pas être récupéré et de ne pas subir d'influences parisiennes, ne se faisait pas trop de publicité. Les réalisateurs italiens le connaissent, les films étaient discutés dans les cafés et les boutiques de la ville. Il n'y eut pas de festival à Villeneuve en 1984 et en 1985. Et voilà que ce rapport se renverse. La population réclamait sa manifestation et les organisateurs pensent que la production italienne est « moins anémisée » depuis l'an dernier. Villeneuve va présenter des films récents (déjà distribués) des frères Taviani, de Fellini, Scola, Risi, Zeffirelli, Moretti, Bellocchio, Lina Wertmüller, un hommage à Monicelli et des inédits (2).

Où sont nos amours ?

Et puis Nice va accueillir, du 2 au 7 décembre, son huitième Festival du cinéma italien. Côte d'Azur et palaces, l'ampleur d'une manifestation internationale, une compétition franco-italienne réservée aux premières œuvres (4 films italiens, 4 films français), un jury de cinq personnalités mondiales, un prix du public, cinq films inédits qui seront présentés avec leurs réalisateurs et leurs vedettes, un hommage à Federico Fellini, un hommage au producteur Franco Cristaldi, 22 péplums et une collection d'une centaine d'affi-

ches s'y rapportant. Mais, à Nice comme ailleurs, le passé du cinéma italien n'apparaît-il pas plus exaltant que le présent ? (3). Où sont nos amours ?

L'Italie renvoie la balle. Florence propose pour la première fois, du 20 au 27 octobre, un festival du cinéma français. *France cinéma-Incontri di Firenze* (4). En fait, c'est un jumelage avec les Rencontres d'Anney et c'est placé sous le patronage de la ville de Florence et de la région Toscane pour l'Italie, du ministère des affaires étrangères et du ministère de la culture pour la France. Ce festival veut montrer aux Italiens « la face cachée du cinéma français » puisque, sur 150 films produits bon an mal an chez nous, une vingtaine seulement arrivent à être distribués en Italie. Bonne initiative mais cela fait du retard à rattraper. Une douzaine de films français, choisis dans la production des trois dernières années, sont mis en compétition. Les récompenses doivent attirer l'attention de la profession italienne sur les œuvres négligées. Par ailleurs, trente films inédits vont constituer une rétrospective des dix dernières années. Florence a invité un très grand nombre de personnalités du cinéma français, metteurs en scène et acteurs.

J. S.

(1) Centre d'action culturelle de la région amnésienne, Bonlieu, 1, rue Jean Jaurès, 74000 Anney. Tél. : 50-51-50-91.

(2) Festival du film italien de Villeneuve, 6, rue Georges-Clemenceau, 54190 Villeneuve. Tél. : 82-89-40-22 ; 82-89-28-56.

(3) Festival du cinéma italien, Acropolis, 3, esplanade Kennedy, 06300 Nice. Tél. : 93-92-80-00 ; 93-92-81-81.

(4) Institut français, piazza Ognissanti, 50123 Florence. Tél. : (55) 21-40-53 ; 29-89-02 ; 28-75-21.

● La mort du danseur Alexandru Kalloujny. — Alexandre Kalloujny est mort à soixante-trois ans dans un hôpital parisien des suites d'une longue maladie. Ancien danseur étoile du ballet de l'Opéra de Paris, il était depuis en retraite un des professeurs les plus appréciés de la maison.

Né à Prague en 1923, installé à Paris avec une famille d'origine russe, « Sacha », comme l'appelaient ses élèves, a formé des générations à la belle danse d'école. Accueilli comme danseur étoile à l'Opéra de Paris, il y demeura jusqu'en 1958.

11 octobre / 16 novembre

4^e FESTIVAL THEATRAL DU VAL D'OISE

30 SPECTACLES

THEATRE LA CASA DE BERNARDA ALBA DE FEDERICO GARCIA LORCA THEATRE DES CHIMERES

LA PETITE APOCALYPSE DE TADEUSZ KONWICKI L'AUTRE THEATRE

Création AURELIA D'APRES GERARD DE NERVAL L'ARBRE THEATRE JEAN-FRANÇOIS MAUREL — CAPRICCIO DE JULIA ARCHER LES SCALZAGANI — "CHUITT IL" — "L'ENFER" et "LAISSE TOMBER LA NEIGE" DE ET PAR PIERRRETTE DUPOYET ENFANTILLAGES DE ET PAR RAYMOND COUSSE — LES FARGES DE MOLIERE Création collective LES BALADINS DU MIROIR — LE FIL BLEU DE JACQUES JOSSELYN A.F.A.C. — LE GRIMOIRE DE GRIMM d'après les contes des Frères GRIMM Création THEATRE A VENIR HELP FRERSMOULCOMPANIE — HISTOIRE DE MAHEU, LE BOUCHER D'EDUARDO MANET ROSEAU THEATRE — HORLA d'après GUY DE MAUPASSANT LE CAGIBI / THEATRE EN FACE — L'INTERROGATOIRE DE VLADIMIR VDKOFF LES ACTEURS DE L'ILE-DE-FRANCE — LES MYSTERES DE PARIS INSPIRES D'EUGENESUE LE THEATRE DE PROCELAINE — ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR D'ALFRED DE MUSSET Création COMPAGNIE VIVIANE THEOPHILIDES — DUL MAIS IL Y A LA MER DE FRANÇOIS CERVANTES Création COMPAGNIE VAGUE ET TERRE — PAR UN CLIMAT D'ORAGE COMPAGNIE PATRICE BIGEL / LA RUMEUR — LE PETIT PRINCE D'ANTOINE SAINT-EXUPERY Compagnie théâtre Guy GRAVIS — LE PAVILLON DES ENFANTS FOUS DE VALERIE VALERE THEATRE TEMPS ET INSTANTS THEATRE — LA REPASSEUSE MACLOMA — SORCIERES DE PIERRE POISSON COMPAGNIE VAGUE ET TERRE

CAFÉ-THEATRE CHERCHE PLACE POUR PAYER L'ANNONCE DE ET PAR DOUBY — CAMPING SAUVAGE DE ET PAR GUSTAVE PARKING.

SPECTACLES VISUELS L'AUBE LUNAIRE COMPAGNIE MAGENIA — FULVIO MINE-CLOWN.

22 VILLES

ABBAYE DE ROYAUMONT • ANDILLY • ARGENTEUIL • BEAUCHAMP • BEZONS • BOUFFEMONT • CERGY-POISSONNIERE • CHAMPAIGNE • EAUBOINE • ENGHEN-LES-BAINS • ERMONT • FOSSES • FRANCONVILLE • HERBLAY • L'ISLE ADAM • MONTMAGNY • SAINT-LEU • SANNDIS • SARCELLES • SDOISY • TAVERNY • VILLIERS LE BEL •

RENSEIGNEMENTS, ABONNEMENTS, RESERVATIONS
34.12.85.89 ET TOUTE VILLE DU FESTIVAL

MUSIQUE

Ouverture du Festival d'art sacré de Paris

Le « Requiem » de Denisov

Programme ecuménique pour la neuvième édition de ce Festival qui s'est ouvert sur une première audition à côté des éblouissantes Petites Liturgies de la présence divine, de Messiaen.

Le Festival d'art sacré, organisé pour la neuvième fois par la Ville de Paris, offre comme toujours un programme très varié et « ecuménique ». Non seulement par les diverses appartenances religieuses des œuvres mais aussi par l'ouverture à des genres bien différents : de la musique hébraïque de la Bible, décryptée par Suzanne Haik-Vantoura à des créations contemporaines (Léot, Reibel, Makino, Herant, Leguay) écrites spécialement à cette occasion, en passant par des « sacras » de la Semaine sainte andalouse, des motets de Vivaldi, la *Légende de sainte Elisabeth*, de Liszt, le *Requiem*, de Brahms,

L'Arche de Noé, de Britten ou des Noëls français des dix-septième et dix-huitième siècles, sans oublier le pur chant grégorien.

Pour l'inauguration du Festival, Radio-France propose, à côté des éblouissantes *Petites Liturgies de la présence divine*, d'Olivier Messiaen, la première audition à Paris du *Requiem*, d'Edison Denisov, le compositeur soviétique dont l'Opéra a créé récemment *L'Ecume des jours*, d'après Boris Vian. Une œuvre assez déconcertante qui utilise quelques fragments du texte liturgique, en français et en latin, insérés dans un poème allemand de Francisco Tancoz dont il aurait été opportun de donner le texte au public.

En raison de l'acoustique assez saturée de Saint-Louis des Invalides, on ne percevait qu'une atmosphère sonore énigmatique, beaucoup de carillons et de percussions, de grands cris unanimes des chœurs sur un tapis d'orchestre aux riches sonorités, en rapport de masses plus que de contrepoint, les vocalises tor-

turées, exaltées et dramatiques des solistes et les belles interventions du hautbois d'amour. Mais cela ne suffisait pas, malgré une force lyrique incontestable, à entrer vraiment dans les intentions du compositeur. L'exécution semblait excellente par les Chœurs de Radio-France, le Nouvel Orchestre Philharmonique, Eva Csapo et Lutz-Michael Horder, sous la direction de Hans Drewnas.

JACQUES LONCHAMPT.

* Festival d'art sacré, 4, rue Jules-César, 75004 Paris. Tél. : 42-77-18-83.

La direction du Théâtre des Deux-Arts rappelle que la location est ouverte 14 jours à l'avance pour les représentations de la nouvelle revue satirique de Pierre-Jean VAILLARD et Maurice BORGUES « APRÈS LA ROSE C'EST LE BOUQUET ! » Tél. : 46-06-10-26

FLAMENCO EN FRANCE!

présente

CONCERT EXCEPTIONNEL

Dimanche 12 Octobre, à 17 h

JUANA AMAYA

Danseuse flamenco

avec MANUEL DE PAULA (chant)

THÉÂTRE FONTAINE

48-74-74-48 + FRAC

GRAND PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE CANNES 86

ROSA LUXEMBURG

sortie le 15 octobre

un film de MARGARETHE VON TROTTA

DANIEL OLBRYCHSKI

BARBARA SUKOWA

Communication

L'Assemblée nationale vote les dispositions anti-concentrations dans les médias

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, le vendredi 10 octobre, le projet complétant le statut de la presse écrite et la nouvelle législation sur l'audiovisuel, pour introduire, comme l'a exigé le Conseil constitutionnel, des dispositions limitant la concentration des moyens de communication. Ce texte a été adopté par les députés du RPR, de l'UDF et du FN, alors que ceux du PS et du PC votaient contre.

La copie de M. François Léotard a été sensiblement modifiée au cours des travaux, pour préciser certains points mais aussi pour tenter de donner plus de force aux dispositions anti-concentrations. Le président de la commission des affaires culturelles, M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), et son rapporteur, M. Michel Péricard (RPR, Yvelines), ont ainsi décidé que, dans le choix des personnes à qui sera accordé le droit d'émettre, en radio comme en télévision, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) devra tenir compte des « impératifs prioritaires » que sont la sauvegarde du pluralisme des courants d'expression socioculturels, la diversification des opérateurs (précision apportée par le gouvernement) et la nécessité d'éviter les abus de position dominante et les pratiques entravant la libre exercice de la concurrence. Aux autres critères dont elle devra tenir compte ont été ajoutées les participations au capital de régies

publicitaires ou d'entreprises éditrices de journaux.

Comme le souhaitent les socialistes, la notion de « contrôle » d'un quotidien a été ajoutée à celle d'éditeur. Dans le même cadre, M. Péricard a fait préciser que celui qui aurait placé une radio ou une télévision « sous son autorité ou sa dépendance » serait considéré comme la contrôlant. La même formule a été reprise pour le calcul du seuil de concentration de la presse écrite à ne pas dépasser. La propriété d'une radio « périphérique » ou d'une télévision émettant par satellite vers la France sera assimilée à la possession d'une radio ou d'une télévision française.

La « contradiction » du gouvernement

A l'initiative de M. Barrot, la commission de la concurrence pourra intervenir pour ce qui concerne l'environnement économique de la vie des médias. M. Bertrand Cosma (RPR, Côtes-du-Nord), numéro deux du groupe Hérault, s'est opposé à cette décision, car, en la matière, c'est le ministre de l'économie qui tranche, même si dans ce cas précis il devra demander son avis à la CNCL. Cette précision a permis à M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône) de souligner la « contradiction » du gouvernement : puisque, en règle générale, il refusait que la CNCL intervienne dans les dossiers de concentration de la presse écrite.

M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) a obtenu un accroisse-

ment sensible des pouvoirs de la CNCL. Elle surveillera l'« intégration verticale » en vérifiant que le contrôle des radios et des télévisions par des agences de publicité n'entraîne pas une concurrence déloyale; elle pourra adresser des « mises en garde » et des « mises en demeure de faire cesser des abus de position dominante aux titulaires d'autorisation d'émission, et, pour ce faire, demander à la justice de leur imposer de se séparer de certains de leurs actifs ». De même, le député héraultais a obtenu que la commission de la concurrence puisse veiller à ce que le canal de positions dominantes ou le canal par un même groupe des activités d'éditeur de livres, de journaux, de disques, de publicités, de radios et de télévisions ne soit pas dangereux pour ses concurrents. M. Queyranne a fait remarquer qu'en l'occurrence le danger n'est pas seulement économique mais aussi culturel et met en cause la liberté de l'information.

Si le PC est resté pratiquement silencieux, jugeant, par la voix de M. Georges Hage (PC, Nord), que l'économie générale du système empêchait toute limite sérieuse à la concentration, le PS a tenté d'améliorer le dispositif, notamment en abaissant les divers seuils prévus, en demandant la présence d'une équipe rédactionnelle dans tous les médias, en souhaitant limiter la présence de la presse dans les télévisions régionales ou en interdisant au régisseur publicitaire d'une télévision d'être actionnaire d'une autre chaîne.

Th. B.

La privatisation de TF 1

Le ministère des finances se hâte lentement

La chose était pratiquement entendue. Les Français allaient fêter Noël, ou du moins les premières semaines du Nouvel An, avec une télévision privée supplémentaire. Le ministère de la culture et de la communication l'avait assuré et se faisait fort de tenir cet engagement. Force lui est, aujourd'hui, de constater qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres. TF 1 ne sera pas privatisée avant plusieurs mois. Au printemps ? A l'été ?

La parole est maintenant au ministère de l'économie et des finances, seul compétent pour mener à bien la privatisation effective de TF 1. Mais on se garde bien rue de Rivoli d'avancer un calendrier précis. « Avant 1988 », se contente-t-on d'affirmer prudemment. Les étapes à franchir avant que TF 1 soit mise sur le marché sont, il est vrai, nombreuses et délicates.

Une première phase vient tout juste d'être amorcée avec le choix de deux cabinets d'audit (le Monde du 9 octobre) chargés d'expertiser les comptes de TF 1. L'ampleur de la mission a été jugée telle que le ministère des finances s'est borné à fixer un « délai indicatif de deux mois » pour l'achèvement de ce travail. Une prolongation est donc clairement envisagée.

Deux tâches essentielles incombent aux deux cabinets. D'abord, une expertise « visant à permettre l'introduction en Bourse » d'une société n'ayant jamais été cotée et vivant sous le régime d'une comptabilité publique. Les experts devront donc non seulement certifier des comptes partant de 1984 et arrêtés au 30 septembre, mais aussi présenter ces comptes consolidés. Les experts devront adapter le système de comptabilité publique de TF 1 à celui d'une entreprise privée.

Leur deuxième mission sera d'établir les perspectives d'évaluation de

la chaîne dans le contexte des normes internationales. Cela implique, notamment, de définir la nature des programmes diffusés par la chaîne. Exemple : un film acheté par TF 1 est-il assimilable à un stock (produit non amorti) ou à une immobilisation (produit amorti). Le « résultat » de TF 1 peut varier d'une manière importante selon l'analyse retenue.

Une fois franchie cette étape essentielle, il en restera trois autres dont les délais d'exécution — impossibles à déterminer actuellement — s'ajoutent les uns aux autres.

Prendre temps fort : évaluer le prix de TF 1. Ce sont les banques d'affaires (deux seront vraisemblablement retenues après un appel d'offres) qui auront la charge de faire une première évaluation. La Commission de la privatisation prenant ensuite le relais. Ses conclusions seront données par avis public, et la Commission fixera le prix de cession des 50 % du capital de TF 1 dévolus aux repreneurs privés. Un prix qui, indique la Rue de Rivoli, « prendra en compte la valeur que représente le contrôle de TF 1 ». Autrement dit, il sera plus élevé que le montant correspondant aux 50 % du prix évalué. C'est le ministère des finances qui décidera du chiffre définitif.

Mais, parmi les nombreux éléments entrant en compte dans l'évaluation du prix de TF 1, il en est un non négligeable : le coût des éventuels licenciements. Les indemnités — non compressibles puisque conventionnelles — que devraient alors verser les repreneurs pourraient atteindre — toujours selon la Rue de Rivoli — de coquettes sommes. D'aucuns n'hésitent pas à évoquer le chiffre de plusieurs dizaines de millions de francs.

Deuxième temps fort : sélectionner le repreneur. Un appel d'offres

sera lancé sous forme d'« enchères au mieux d'usage culturel ». Ici entre en scène la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) qui en principe devrait choisir parmi les candidats.

Troisième temps fort : l'introduction en Bourse de 40 % du capital de la chaîne sous forme d'offre publique, les 10 % restants étant dévolus au personnel de TF 1 (1). Mais au préalable, en raison notamment des changements éventuels intervenus sur le marché ainsi que des engagements pris par l'opérateur, une nouvelle évaluation est nécessaire pour fixer le prix de chaque action de TF 1 privatisée. Pour y parvenir, on fera de nouveau appel aux banques d'affaires, à l'avis de la Commission de privatisation avant la décision finale du ministre des finances.

La route est donc longue avant que TF 1 ne devienne une société privée. On en est tellement convaincu aux finances que l'on a décidé de créer discrètement un « comité de pilotage » pluridisciplinaire (2). Une sorte de commission de « sages » chargée de veiller à la bonne marche des opérations.

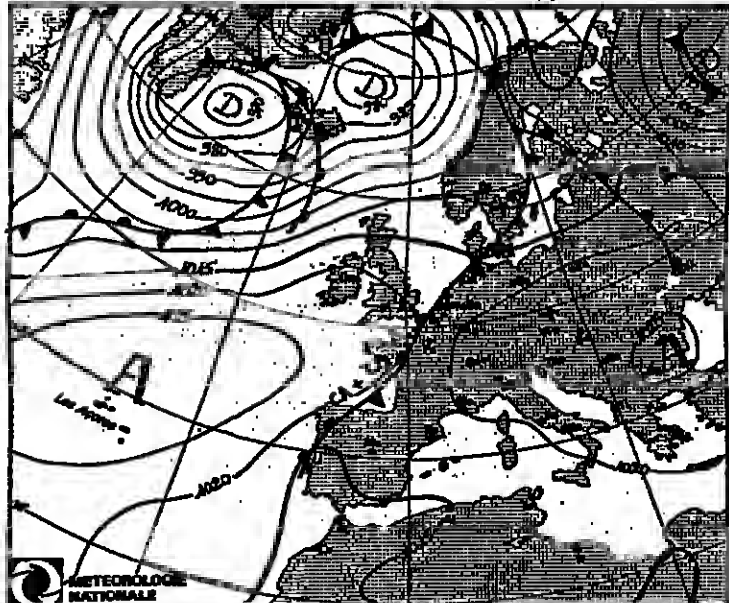
ANITA RIND.

(1) On prévoit au ministère des finances un certain nombre de mesures destinées à inciter le personnel à acquiescer avec la privatisation. En particulier, la possibilité d'en soulever dans un délai de deux ans, une éventuelle décade sur les titres et un étalement des paiements assortis de conditions avantageuses.

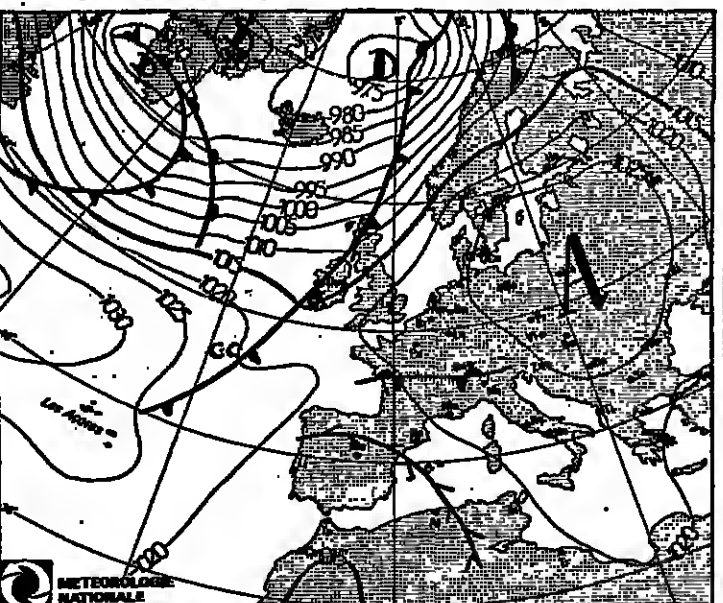
(2) Le comité comptera des représentants des finances, du ministère de la culture et de la communication, de TF 1, des banques d'affaires, de la Commission des opérations en Bourse, des cabinets d'audit, du Trésor et du service juridique et technique de l'information (SJT) dépendant du premier ministre.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 OCTOBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 OCTOBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales				Temps observé le 11-10-1986 à 8 heures TU			
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-10 à 6 h TU et le 11-10-1986 à 6 h TU							
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	24	14	S	ALGER	22	8	B
BARCELONE	21	14	N	BARCELONE	26	13	C
BORDEAUX	21	9	B	BORDEAUX	30	23	S
BREIST	22	12	P	BREIST	27	18	C
CAEN	15	8	N	CAEN	22	11	N
CHERBOURG	18	11	S	CHERBOURG	24	15	S
CLEMONTE-FERR	23	10	S	CLEMONTE-FERR	23	16	B
DUN	17	8	B	DUN	23	16	B
GRENOBLE	22	13	C	GRENOBLE	21	7	N
LILLE	21	10	C	LILLE	20	6	S
LONDRES	20	11	S	LONDRES	19	11	N
LYON	22	10	S	LYON	28	18	S
MARSEILLE	25	17	C	MARSEILLE	24	14	S
NANTES	23	12	C	NANTES	21	10	N
NICE	25	16	S	NICE	25	18	S
PARIS	22	12	B	PARIS	19	10	N
PERPIGNAN	24	11	N	PERPIGNAN	19	11	N
STRASBOURG	21	12	S	STRASBOURG	22	12	S
TOULOUSE	23	11	B	TOULOUSE	24	17	S
VALENCIENNES	18	6	N	VALENCIENNES	20	9	N

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 11 octobre 1986 :

DES DÉCRETS
N° 86-1098 du 10 octobre 1986 modifiant le décret N° 80-307 du 29 avril 1980 fixant le tarif général des greffiers des tribunaux de commerce et modifiant l'article R 821-2 du code de l'organisation judiciaire.

N° 86-1099 du 10 octobre 1986 relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, transport de fonds et protection de personnes ;

N° 86-1100 du 9 octobre 1986 relatif aux modalités de révalorisation de divers avantages de vieillesse, d'invalidité et d'accident du travail ;

N° 86-1101 et 86-1102 du 9 octobre 1986 fixant les montants de divers avantages de vieillesse et d'invalidité et de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

DES ARRÊTÉS

N° 86-1103 du 13 octobre 1985 relatif à l'examen d'attestation de capacité permettant l'exercice de la profession de transporteur public routier de personnes ;

N° 86-1104 du 13 octobre 1986 portant création du certificat d'aptitude professionnelle de bourse ;

N° 86-1105 du 13 octobre 1985 relatif à l'arrêté du 13 mai 1985 relatif au conseil d'école.

CARNET DU Monde

Décès

M. Jacques Faure, Les familles Reboul, Bordes, font part du décès de leur fils, docteur Jacques FAURE, à la faculté de médecine de Bordeaux. La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand de Bordeaux, le lundi 13 octobre 1986, à 10 heures. Inhumation à Saint-Jean-de-Luz, à 17 heures, au cimetière ancien. 16, rue Laloferme, 33000 Bordeaux.

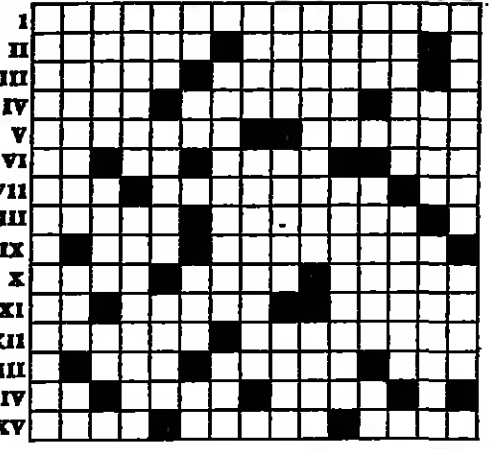
Anniversaires

Le 12 octobre 1976, disparaissait Pierre LÉON, fondateur du centre Pierre-Léon, à l'université de Lyon, professeur d'histoire économique à la Sorbonne. M. Pierre Léon, Ses filles Annie et Martine, tiennent à évoquer son souvenir.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4332 HORIZONTALEMENT

I. Ce sont leurs traitements qui leur donnent droit à une rémunération. — II. Fait croire à une prochaine délivrance. Abandonne sa progéniture. — III. Certains laissent avant de repasser. Celui qui veut faire bonne figure n'a pas intérêt à l'éviter. — IV. Met à profit les bêtises de la fertilité. Éviter les complications. Les échecs le mènent souvent à une victoire. — V. Aimait son prochain. Limite le perroquet ou bien tout autre oiseau. — VI. Réfléchi. En mesure d'être débauché. Circule dans les artères. Certaines circonstances incitent à lui mettre la main dessus. — VII. Son fruit n'est aucunement comestible. A l'habitude de s'attaquer à des membres de sa famille. Préposition. — VIII. On peut l'éviter grâce à des explications. En général, il ne s'associe pas sur la banquette. — IX. Sont responsables d'agitations passagères. Le malheur des uns fait le bonheur des autres. — X. Pris d'un grand pied. Se met à dos. Visible sur certains « cigares ». — XI. Note. Sans gêne. Occasionne un grand nombre d'expulsions. — XII. Pousse à toucher du bois. Remède contre la peste. — XIII. On le trouve dans les grandes surfaces. Effectuer d'indispensables actions. Traîne en longueur. — XIV. Crée maints emplois. A certainement touché beaucoup d'argent. S'échappe du foyer. — XV. Prohibes par élimination. Tout n'y est quand même pas laissé en rade. A trop le perdre, on en arrive à perdre bien davantage.



quand elle dégage. C'est « saisissant » d'y mettre les pieds. — 7. On y tombe avant qu'un nous fasse « tomber ». Vide les magasins. — 8. Peut servir à brasser. Susceptible de nous faire glisser à la purlie. — 9. Reste à mettre en lumière. Souvent confrontés à de vraies peaux de vache. Ne se suivent pas mais peuvent toujours se ressembler. — 10. Un qui se paye plus qu'une tranche. C'est avant de tomber qu'il gémait. — 11. S'est peut-être plaint après être tombé. Devrait cacher bien autre chose que son âge. — 12. Entraîne des retournements. Arrose sans discontinuer. Entrée en matière. — 13. A l'origine de pertes qui alourdissent le bilan. Pas travaillé. — 14. Sa robe est pleine de taches. Partie du corps. — 15. Qui ne peut être caractérisée par la légèreté. Intervient dans des échanges.

Solution du problème n° 4331

Horizontalement

I. Cravate. — II. Rires. Obi. — III. Aristo. AR. — IV. Vestiaire. — V. Ta. Sort. — VI. Tao. Vi. — VII. Enroulés. — VIII. Rares. Ara. — IX. Nanti. Et. — X. Natic. U.S.A. — XI. Osée. Os.

Verticalement

1. Cravater. N6. — 2. Rire. Ananas. — 3. Aristocrate. — 4. Veste. Reute. — 5. Asil. Vaste. — 6. Oasis. — 7. E.O. Io. Sa. Us. — 8. Barrières. — 9. Tiret. Satan.

GUY BROUTY.

loterie nationale

TRANCHE (N264) DU

TIRAGE DU VENDREDI 10 OCTOBRE 1986

LE NUMÉRO 284187

GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 012

GAGNENT 1 500,00 F

Le Monde

REGIONS

AQUITAINE

Forêts malades

Alors que la forêt varoise vient d'être octroyée la protection des flammes, le massif aquitain, le plus vaste d'Europe avec 1 375 000 hectares de pins maritimes, subit, lui aussi, une succession d'agressions. La plus récente est celle de plusieurs espèces de parasites (ips, bylobes, pissodes), dont la prolifération est directement liée au gel de l'hiver 1985, qui avait déjà détruit plus de 30 000 hectares de pins. Foyers de développement, les coupes de bois laissées au bord des routes constituent une menace redoutable pour les parcelles environnantes.

Autre préoccupation des propriétaires aquitains, la difficulté de trouver des marchés pour une production excédentaire depuis des années. C'est « une véritable obsession », déclare M. Jacques Lescaudré, président du syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest. « Les hommes du bois se demandent s'il ne serait pas judicieux de faire de Bordeaux une véritable métropole forestière au même titre qu'elle est déjà capitale du vin ».

D'où l'idée d'un centre technique du bois, à laquelle souscrit la région, et qui a été dotée de 30 millions de francs en 1986, de 50 millions de francs pour l'année suivante.

BRETAGNE

Deux langues sur les routes

Près de 80 communes bretonnes ont à ce jour installé des panneaux de signalisation bilingue à l'entrée des agglomérations. A la suite d'une enquête réalisée auprès de 911 communes du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan, le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB) a constaté que le principal frein à la signalisation bilingue était dans 32 % des cas le coût prohibitif des panneaux de signalisation.

D'où l'idée d'un regroupement des communes candidates au bilinguisme et un appel d'offres commun qui a sensiblement fait baisser le prix des panneaux de signalisation, aujourd'hui d'un coût unitaire de 433 F.

Une seconde opération commandée par le CELIB, qui entend ainsi contribuer à satisfaire l'une des revendications du mouvement culturel breton.

RENNES. — Le département d'Ille-et-Vilaine vient de décider de financer la plantation d'arbres le long des routes du département. Un premier crédit de 200 000 F a été débloqué et d'autres suivront dans le budget 1987. Voici peu d'années, pour raison de sécurité, l'heure était à l'abattage des platanes et autres arbres plantés en bordure des voies de circulation routière. Il est vrai aussi que les arbres propriétaires de vergers ont pu toucher des primes pour abattre des pommiers et d'autres pour en replanter quelques années plus tard.

FRANCHE-COMTÉ

Saint-Claude résiste

Le bassin d'emploi de Saint-Claude, dans le Jura, est en Franche-Comté le moins touché par

MIEUX faire connaître l'université, ses hommes et les recherches qu'ils y mènent. Nouer de solides relations entre le monde universitaire et les entreprises. Et récupérer de l'argent pour la recherche scientifique tout en joignant l'utile et l'agréable : tels sont les objectifs d'une opération originale menée récemment à Tours sous l'égide de l'université François-Rabelais et de la Caisse régionale du Crédit agricole mutual.

Au départ, un constat quelque peu inquiétant établi à partir d'une étude d'image faite auprès de cent cinquante entreprises de la région par des étudiants de la faculté de droit. « Notre université, explique Jean Germain, vice-président, apparaît comme trop éloignée des entreprises et de la population, trop théorique et trop austère ».

Certes, pas une image absolument négative mais bien une image d'institution savante peu soucieuse des réalités et des problèmes locaux. Une image que, précédemment, les responsables universitaires cherchent, parce qu'ils y ont tout intérêt, à modifier. Parallèlement, la caisse régionale du Crédit agricole mutual, ici, joue pleinement son nouveau statut de « banque à part entière » et fait preuve d'un nouveau dynamisme aux couleurs régionales. « En nous associant à l'université, expliquent ses responsables, Jean Gatecloux et Michel Doré, nous avons voulu montrer aux entreprises que nous étions bien présents comme partenaires du développement économique de la région. Nous l'avons fait en donnant un coup de projecteur sur des travaux universitaires tourangeaux qui sont connus partout dans le monde, sauf, curieusement, en Touraine ».

Premier coup de projecteur donc sur les travaux du professeur Léandre Pourcelot, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux

LE DIALOGUE UNIVERSITÉ-ENTREPRISES

Tours veut changer d'image

d'échographie et de médecine spatiale, dont l'équipe universitaire collabore à la fois avec les responsables soviétiques des vols spatiaux et avec la NASA. Pour souligner l'importance de ces travaux, on a organisé une série de conférences et de débats en invitant notamment Patrick Baudry et Léopold Sedar Senghor, ancien — et célèbre — élève du lycée Descartes de Tours. Entre deux conférences, un dîner de gala réalisé par l'association Touraine gourmande avec le soutien du comité interprofessionnel des vins de Touraine et les organismes de promotion des vins et fromages de Touraine.

Cette série de manifestations aura au total permis de réunir une somme d'environ 30 000 à 40 000 F, qui permettra la création d'une bourse pour la recherche spatiale. Les responsables de cette initiative, parce qu'ils sont à la recherche d'une vraie synergie régionale, entendent bien réciproquer. Ils espèrent notamment réaliser bientôt une opération similaire centrée sur la francophonie. La Touraine bénéficie en effet, dans ce domaine particulier, d'un fort rayonnement international.

Exemple concret du nouveau tour que prennent les ambitions tourangeaux : la professeur Léandre Pourcelot, après avoir coor-

onné un groupe de réflexion, vient de proposer la création d'un centre national de l'agriculture et de la nutrition qui serait installé dans un futur parc technologique. Un tel centre n'existe nulle part ailleurs. Il ne serait pas un musée de la charnière, mais engloberait l'art et la paysannerie et illustrerait les progrès les plus récents de la biologie végétale. Sa vocation pourrait être internationale, avec des congrès mondiaux sur le thème de la malnutrition, du partage Nord-Sud des ressources agricoles et de l'exploitation des terres érodées par satellite.

JEAN-YVES NAU.



le chômage. Saint-Claude a encore bénéficié, en 1985, de la conjoncture favorable qui prévaut dans la lunetterie et la transformation des matières plastiques.

La progression des effectifs employés dans les grands établissements de l'une (+ 3,8 %) et de l'autre (+ 1,3 %) de ces activités, une bonne saison touristique et un accroissement sensible de l'embauche de travailleurs frontaliers en Suisse ont favorisé le maintien d'une situation de l'emploi plutôt enviable. (Source : INSEE Besançon.)

ILE-DE-FRANCE

Villes nouvelles en péril

Les villes nouvelles traversent une grave crise financière. C'est la constatation unanime des membres de l'Association des élus des villes nouvelles. Au cours de leur assemblée générale annuelle, qui était organisée la semaine dernière à Marne-la-Vallée (Le Monde du

4 octobre), les représentants des syndicats d'agglomérations nouvelles (SAN) et des communes de ces villes, qui comptent environ un million d'habitants (1), ont évoqué leurs difficultés financières.

Dans une lettre approuvée par toutes les « sensibilités » politiques, ils ont exposé à M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, les raisons de cette situation particulière aux villes nouvelles : des coûts de gestion élevés dus au nombre important d'équipements scolaires et périscolaires nécessaires à une population plus jeune que dans les villes traditionnelles, et un endettement trop lourd. Actuellement, les villes nouvelles remboursent 4 milliards de francs d'emprunts contractés à partir de 1980, à des taux variant de 12 à 16 %. Des annuités qui, en 1986, représentent 30 à 40 % des budgets des SAN.

Les élus demandent à M. Pierre Méhaignerie de prendre en main le dossier villes nouvelles et lui suggèrent deux priorités : l'amélioration de la dotation globale de fonctionne-

ment des agglomérations nouvelles pour tenir compte de leur démographie, en reconnaissant leur caractère de communautés à fiscalité propre, et la possibilité de racheter la dette des années 1980-1985, afin de bénéficier de la désinflation et de connaître par la suite une charge de la dette qui évoluera au rythme des ressources.

Pour les élus des villes nouvelles, les problèmes financiers ne peuvent plus être résolus par l'augmentation des impôts, qui « ont déjà atteint des taux quasi prohibitifs : 18 à 21 % pour la taxe professionnelle, par exemple ».

(1) Evry, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Isle-d'Aube, Le Val d'Audren et Les Rives-de-Étang-de-Berre.

LIMOUSIN

La filière « pierre »

La cité bavaroise de Dinkelsbühl, près de Nuremberg, vient de rénover sa grande place centrale, avec des pavés et des dalles de granit du Limousin. Elle a imité en cela la ville de Genève (deux espaces publics) et plusieurs municipalités françaises, qui ont redécouvert depuis quelques années la beauté des granits roses de Pérols, en Corrèze, ou des grès beiges du plateau de Millevaches.

D'où l'initiative du conseil régional du Limousin, qui a créé en 1982 la Filière pierre, association regroupant les élus, une quinzaine de professionnels et de créateurs pour trouver de nouveaux produits et de nouveaux marchés. A l'époque, le secteur employait sur la région quelque deux cents salariés pour un chiffre d'affaires de 600 000 francs. Quatre ans plus tard, le nombre d'emplois n'a certes que modestement augmenté (une cinquantaine de créations, dans une région où l'emploi industriel est fortement orienté à la baisse), mais par contre le chiffre d'affaires a été multiplié par quinze : 10 millions de francs. Ce succès a très vite imposé la trans-

formation de l'association en une société anonyme commerciale (Filière pierre Limousin production, au capital de 250 000 francs), capable d'affronter cette rapide ouverture du marché.

LORRAINE

NANCY. — L'ensemble des installations de l'Institut français des boissons et de la brasserie-maltierie (IFBM) se trouve désormais rassemblée dans le parc d'activités de Nancy-Brabois Innovation; les services d'ingénierie et de documentation ainsi que le laboratoire viennent de prendre place dans un bâtiment construit à cet effet à côté de la salle technologique.

Un nouveau laboratoire est en cours d'équipement; il sera l'un des plus performants dans sa spécialité, notamment par la robotisation de la préparation des échantillons.

MIDI-PYRÉNÉES

Les murs de l'histoire

Le Lot est le premier département de Midi-Pyrénées pour le nombre d'édifices protégés et l'un des plus importants au niveau national.

Aussi, la journée portes ouvertes organisée le 21 septembre a revêtu une dimension particulière. Plus d'une cinquantaine de possibilités de visites étant, en effet, proposées au public (abbayes, châteaux, églises), avec au hit-parade de la fréquentation des sites comme Rocamadour, bien sûr, mais aussi la grotte de Pech-Merle, à Cabreret (visite il y a une semaine par le président de la République), le château d'Assier et le prieuré de Carénac.

Maïs, plus original encore, l'accent avait été mis cette année sur les extraordinaires trésors que représentent les peintures murales admirablement conservées dans le département. Ainsi, à un château de Cenevières, à une quarantaine de kilomètres de Cahors, où l'on peut découvrir dans un très beau cadre

des fresques murales peintes en 1600.

Autre originalité : la brochure offerte à chaque visiteur et réalisée par la préfecture en collaboration avec l'Agence des Bâtiments de France, où l'on pouvait trouver une fiche explicative sur chaque édifice et sur les peintures murales dans le Lot.

SOS architecte

Dans les Hautes-Pyrénées, à Tarbes, une initiative pour l'instant unique en France vient d'être prise par trois architectes proposant de faire travailler de façon permanente trente-huit entreprises employant au total cent vingt personnes. Il s'agit d'un architecte DPLG, Pierre Artus, et de deux architectes travaillant à l'aménagement des maisons : Jean-Claude Paul et Alain Villerey.

Ces trois jeunes architectes et les entreprises qui ont signé avec eux un accord de coopération peuvent être alertés de jour et de nuit sur un répondeur téléphonique.

Tous les particuliers sont assurés de voir exécuter tous les dépannages qu'ils sollicitent dans les domaines de la décoration, de la rénovation, des formules d'agencement et de solutions complémentaires de constructions annexes.

Plusieurs notaires, des syndics d'immeubles, des agences immobilières, des conciliateurs fiscaux, des sections spécialisées de banques, des avocats et tout un éventail de fournisseurs, de produits touchant la maison, se sont intéressés à cette expérience et ont proposé leur concours.

PROVENCE - ALPES COTE D'AZUR

Tunnels aux enchères

Trois tunnels de chemin de fer défectueux, mais en parfait état situés sur deux communes de la vallée de l'Ubaye viennent d'être vendus aux enchères à Digne, dans les Alpes-de-Haute-Provence, par les services des domaines.

Ces tunnels, construits au début du siècle, devaient servir à la liaison ferroviaire de Chorges à Barcelonnette, mais cette dernière, commencée à la veille de la première guerre mondiale, restait inachevée. Elle était finalement arrêtée sur décision ministérielle en 1936.

Chacun de ces ouvrages était mis à prix 200 francs pièce. Le premier, celui de Saint-Martin-de-la-Blache (1614 mètres de long), a été acquis par la commune du Lauzet, au prix de 56 500 francs. Le second, celui de Bouillie, situé sur la commune de Méolans-Revel, a été acquis par cette dernière au prix de 48 000 francs. Quant au troisième, celui de la Roche-Rousse, implanté sur la commune du Lauzet, il a été acquis au prix de 50 800 francs.

Divers soumissionnaires ont dû mettre leurs projets au placard : des scientifiques voulaient créer un centre de biologie appliquée dans le tunnel de la Roche-Rousse, des kayakistes voulaient utiliser ces ouvrages pour y ranger leurs bateaux, des agriculteurs pour les transformer en champignons, des collectionneurs de véhicules militaires pour y stocker des chars et d'autres scientifiques pour y observer les chauves-souris.

Une « pépinière » dans les Alpes

Comment inciter les créateurs d'entreprises à investir et à s'installer dans les Alpes du Sud ? Alpes du Sud Développement entreprises (ASD), qui a son siège à Sisteron, est un organisme qui, associant l'Etat, la région, le département, propose un certain nombre d'actions destinées à favoriser l'installation d'entreprises nouvelles dans une zone géographique qui englobe les Hautes-Alpes, les Alpes-de-Haute-Provence et, pour partie, les départements limitrophes du Var, de Vaucluse et des Alpes-Maritimes.

Concrètement, il sera offert à des créateurs d'entreprises préalablement sélectionnés une structure, un espace, des conseils et des services susceptibles de les appuyer dans leur démarche.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Georges Chénier, Pierre Cherruau, Gilbert Dupont, Gilbert Eycheime, Christian-Luc Parison, Christian Tual.

Coordination : Jacques-François Simon.

ANIMATION EN VILLE NOUVELLE

Saint-Eutrope sur rail

Le chemin de fer de Saint-Eutrope, c'est le côté pittoresque et nostalgique de la ville nouvelle d'Evry, dans l'Essonne. Chaque week-end, il vus convia à découvrir les 400 hectares du bois de Saint-Eutrope dans des balancelles ou des wagons fermés tirés par des machines à vapeur.

Evry possède un riche passé ferroviaire. Les carrières de meuliers de Petit-Bourg furent le théâtre de la première utilisation du chemin de fer à voie étroite inventé par Paul Decauville. C'est dans les champs d'Evry que, en 1875, Decauville expérimenta la voie portative de 40 centimètres de large avec

traverse en fer qui fit son succès et sa fortune. Plus tard, enfin, l'inventeur transféra à Petit-Bourg ses ateliers, qui employaient, en 1900, mille personnes à la fabrication de locomotives, wagons, etc.

En 1978, on renouait avec la tradition en ouvrant 2 500 mètres de ligne à faible écartement (80 centimètres) serpentant dans les bois et les champs du parc de Saint-Eutrope, tout près de l'hippodrome.

Collectionneur passionné de matériel ferroviaire, M. Guillemot était à l'origine de ce retour aux sources. Il rêvait de faire fonctionner ses machines. Il a pu

concrétiser ses souhaits avec l'aide de l'Evry et du syndicat communautaire d'aménagement, qui, eux, y ont vu une attraction originale pour le pousmon vert de l'agglomération.

Depuis, M. Guillemot administre ce mini-réseau et joue les chefs de gare. Coiffé d'une casquette d'époque, il fait volontiers visiter les 3 hectares de la station principale, dotée d'un bâtiment d'accueil en bois et équipée de plusieurs voies de triage. Il est assisté d'une petite équipe de mordus, souvent des retraités de la SNCF ou de la RATP, qui entretiennent les machines et les conduisent.

PATRICK DESAIVE.

REPÈRES

Loyers

+ 3 %

La hausse des loyers doit le bail prend pour référence l'indice du coût de la construction de l'INSEE du deuxième trimestre est de 3 %. Cette hausse est applicable lors de la révision annuelle et lors du renouvellement du bail. En effet, l'indice s'établit à 859 pour le deuxième trimestre de 1986, contre 834 au deuxième trimestre 1985. Cet avis du ministère de l'économie et des finances a été publié au Journal officiel du 10 octobre.

Automobile

La reprise confirmée en septembre

Selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, le mois de septembre confirme le redressement amorcé depuis quelque mois sur le marché français, avec 129 081 immatriculations, soit 11,6 % de plus qu'en septembre 1985. Avec 30,6 % du marché pour le groupe PSA (+ 2,6 % par rapport à septembre 1985) et 31,9 % pour Renault (+ 31,7 %), les marques françaises progressent de 15,9 % en septembre. La chute sensible enregistrée par Citroën (- 6,3 %) est, selon la société, la conséquence d'un changement intervenu le 1^{er} septembre dans le système de facturation des véhicules, qui s'est traduit par une interruption provisoire dans les immatriculations. Sur les neuf premiers mois de 1986, les immatriculations (1,364 million de véhicules) ont

progressé de 5,8 % par rapport à la période correspondante de 1985, avec une croissance plus rapide pour les marques étrangères (+ 7,3 %), qui représentent désormais 37,5 % du marché.

Commerce extérieur de la CEE

Moindre déficit

La balance commerciale de la Communauté européenne s'est sensiblement redressée durant le premier semestre, son déficit s'inscrivant à 5 milliards d'ECU (autour de dollars), soit quatre fois moins qu'un an auparavant. Selon l'Office des statistiques de la CEE, Eurostat, cette amélioration recouvre une chute de 18 % des importations, mais également une forte baisse de 10 % des exportations. Cette dernière diminution, comparable à celle enregistrée durant la même période par le Japon, est nettement inférieure à la baisse de 27 % observée aux États-Unis.

La dépréciation du dollar et les difficultés financières des pays exportateurs de matières premières, pétrole en tête, ont d'après Eurostat, à l'origine de ce phénomène. Entre les pays de la CEE, les grandes disparités demeurent : la RFA parvient à accroître légèrement ses ventes à l'étranger (+ 1 %), la Grèce, l'Espagne et le Portugal étant, à l'autre extrême, les plus touchés avec une chute de 25 % de leurs exportations. Notons enfin que la CEE a enregistré durant le premier semestre un déficit de 11 milliards d'ECU avec le Japon et un excédent de 89 milliards avec les États-Unis.

SOCIAL

La crise de la Normed

M. Maurice Genoyer, un industriel friand de politique

M. Maurice Genoyer, qui propose de reprendre le chantier naval de La Seyne, n'a pas à sa première tentative avec une entreprise défailillante. Outre ses activités industrielles, il s'est lancé dans la politique.

MARSEILLE
de notre correspondant

Ancien officier mécanicien de la marine marchande, ancien coarcteur en produits métallurgiques, M. Genoyer, cinquante-deux ans, a fondé en 1963 à Marseille, avec quatre amis, la Société phocéenne de métallurgie, dans un local de 60 mètres carrés. Il est aujourd'hui à la tête d'un groupe d'industries installées sur la zone industrielle de Vitrolles, sur près de 50 000 mètres carrés, qui emploie 750 personnes, et réalise, dit-il, un chiffre d'affaires de 650 millions de francs par an, dont 65 % à l'étranger. A la base de cette réussite, un homme ambitieux et entreprenant, qui ne déstabilise pas l'appareil comme un autre Bernard Tapie et qui, comme ce dernier, à maintes reprises, fait office de « reprenneur » d'entreprises défailtantes.

La Société phocéenne de métallurgie, fer de lance des entreprises du groupe, n'a, en dépit de son nom qui sonne comme une forge, jamais fabriqué ce qu'il vend. Maurice Genoyer a su exploiter habilement et avec une certaine finesse : celui de la bride de tuyauterie, une pièce qui sert à assembler les tuyaux

entre eux. Il en existe plus de 4 000 modèles, minuscules à l'origine, mais devenues énormes, Maurice Genoyer aura été celui qui peut fournir immédiatement et en n'importe quelle quantité, à un prix cancanieriel, n'importe quel type de brides aux industries pétrochimiques, sidérurgiques ou portuaires, ou aux centrales thermiques ou atomiques, grâce à un stock qui, affirme-t-il, est le premier d'Europe.

Aujourd'hui, le groupe compte, outre la Phocéenne, les sociétés SERTERE ingénierie, Industrial Valves compagnie, les Engins Grifex (entreprise marseillaise d'engins de levage en décafinage), et rachète par l'industriel) et la société Médiocène-Gandhi implantée dans la Loire, spécialisée dans les brides, et rachetée, elle aussi, il y a quelques années.

Les activités du chef d'entreprise se limitent pas à l'industrie, puisqu'on l'a vu très tôt se lancer dans la politique, d'abord en franc-tireur, puis, en 1971, sur les listes communistes pour les élections municipales par Gaston Defferre. L'union de la gauche devait entraîner le départ de l'industriel, qui, depuis, n'a pas réussi en dépit de l'argent investi à se faire une place dans la politique marseillaise. Gaston Defferre l'a tenu à distance, et aucun accord n'ayant pu être réalisé avec Jean-Claude Gadin, Maurice Genoyer a conduit, aux dernières élections législatives, sa propre liste (Union indépendante de l'opposition), qui a réalisé un score plus que modeste.

Le nom de l'industriel a également été mêlé à un projet sans lendemain de reprise de la société CODER, et même l'Olympique de Marseille, au temps où le club connaissait une de ses déconforts cycliques et où l'industriel mit sur pied les nouveaux statuts qui devaient amener M. Fernand Mérie à une éphémère prudence. Le groupe a coiffé durant plusieurs

années une compagnie régionale privée, Air-Provence, dont l'industriel s'est débarrassé voici cinq ans. Il est, en outre, le président fondateur d'Enfants du monde, association humanitaire qui se préoccupe de l'enfant meurtre, notamment dans les pays du tiers-monde.

JEAN CONTRUCCI

Fermeture à brève échéance des chantiers navals de Nantes

La crise - qui s'aggrave - de la construction navale ne se réduit pas au sort des seuls chantiers de la Normed. Les petits et moyens chantiers (Cherbourg, Dieppe, La Rochelle, Le Havre) ne sont pas épargnés. Alabon, qui se trouvait l'entreprise la plus résistante, doit, elle aussi, prendre des mesures drastiques.

Ainsi, le jeudi 9 octobre, le PDG des Chantiers Dubigeon, M. Alain Grill, a annoncé devant le conseil d'administration la fermeture du chantier de Nantes à brève échéance. Cette entreprise est une filiale à 100 % d'Alabon, qui emploie aussi les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Dubigeon emploie encore 730 personnes à Nantes (2 600 salariés en 1975), un chiffre qui devait, d'après les derniers plans connus, être ramené à 590 à la fin de l'année.

M. Grill a fait savoir que 200 à 300 personnes de Nantes pourraient être transférées à Saint-Nazaire (où des départs dans les ateliers de tôlerie sont prévus), pour la construction des paquebots commandés par des armateurs portugais et américains. Pour les autres salariés, un plan social d'entreprise sera élaboré, la question étant de savoir s'il

sera aussi avantageux que celui qui a été proposé au personnel de Normed.

Le regroupement des activités navales d'Alabon sur Saint-Nazaire ne constitue pas, à vrai dire, une surprise. Le lancement, le 3 octobre, du *Bougainville* avait été ressenti à Nantes comme le chant du cygne, et la majorité des salariés et de la population nantaise avaient que l'issue fatale était proche.

Pour M. Grill, le carnet de commandes de Dubigeon, depuis l'abandon par le gouvernement du plan d'Outre-mer, est complètement déséquilibré. Il n'y a plus aucun travail de tôlerie à envisager. De plus, la société, reprise par Alabon en 1982-1983, a accumulé depuis trois ans quelque 150 millions de pertes. Aucune perspective de redressement n'est crédible au moment où la crise navale s'accroît et où les chantiers eux-mêmes se voient contraints de fermer des chantiers. Maintenir artificiellement en vie Dubigeon aboutirait à condamner à mort Saint-Nazaire, estime-t-on chez Alabon.

L'intermédiaire CFDT-CGT a appelé, vendredi, l'ensemble des salariés des chantiers Dubigeon à assister à une assemblée générale lundi matin.

ÉTRANGER

Les États-Unis se retrouvent de nouveau sans budget

Pour la troisième fois en six ans, le gouvernement fédéral américain se retrouve pratiquement dénué de tout moyen budgétaire. Une quasi-tradition dans la vie politique, les deux Chambres parvenant rarement à s'entendre sur les dépenses et les finances nécessaires au fonctionnement des ministères avant l'échéance du 1^{er} octobre.

La Chambre des représentants a, le vendredi 10 octobre, adopté une troisième loi de finances provisoire, maintenant à flot la gouvernance américaine jusqu'à mercredi prochain, mais cette mesure doit encore être adoptée par le Sénat et signée par le président des États-Unis pour être effective. Or M. Reagan, hostile à l'idée d'un nouveau budget temporaire, a menacé de mettre son veto à toute solution provisoire pour contraindre les deux Chambres à un accord.

La menace est sérieuse pour les parlementaires, impatientes de rejoindre leur circonscription afin de préparer les élections partielles du 4 novembre, mais surtout pour certains fonctionnaires. Le directeur du budget, M. James Miller, avait

d'ores et déjà déclaré que, si le chef de l'exécutif ne pouvait signer une loi ou bon et dû forme avant son départ pour l'Irlande, où il retrouve ce week-end, le numéro un américain, M. Gorbachev, les fonctionnaires considérés comme « non essentiels » seraient mis à pied.

Cette décision ne pourra, en tout état de cause, intervenir avant mardi, les fonctionnaires bénéficiant, comme tous les Américains, d'un laissez-passer de grâce au Columbus Day, le jour de Christophe Colomb, lundi. Ses conséquences varieraient en outre d'un ministère à l'autre : seuls trente des quatre mille six cent quatre-vingts employés du ministère de l'Éducation sont « essentiels », alors que la proportion atteint 78 % au département d'État et 72 % à celui de la justice.

« Une loi fourre-tout »

La solution ne sera pas simple à trouver. Le Sénat et la Chambre des représentants ont respectivement adopté une loi dite « fourre-tout » dépassant 500 milliards de dollars, mais les propositions ont été très différentes. Le président Reagan ne peut entendre par-

ler au moment où il est en de délicate négociations avec les Soviétiques.

Petite consolation pour la Maison Blanche, les parlementaires ont approuvé la loi qui permet au gouvernement fédéral de continuer un « trésor de guerre » de 300 milliards de dollars sur deux ans. L'Eximbank, la banque d'export-import américaine, pourra utiliser cette enveloppe pour lutter contre les pratiques jugées déloyales des partenaires commerciaux des États-Unis et tout particulièrement contre l'usage des crédits comportant une part d'aide en faveur des pays en développement.

Ce nouvel arsenal financier pour gagner contre des concurrents, notamment français, avait été posé il y a un an par la Maison Blanche pour calmer les ardeurs protectionnistes de Cagères. Il se concrétise alors que près de cinq jours de discussions, dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à Paris, n'ont pas permis d'avancer d'un iota sur le dossier des crédits mixtes à l'exportation, vieux sujet de discussions entre les États-Unis, le Japon et la Communauté européenne.

M. Soisson : « il n'y a pas de politique de formation »

M. Jean-Pierre Soisson considère qu'il n'y a pas de politique de formation depuis la mise en place du gouvernement de M. Jacques Chirac. A ses yeux, tout s'est joué dès l'origine, avec le découpage retenu pour les responsabilités ministérielles. Il y a, affirme-t-il, « concurrence entre plusieurs cabinets », depuis le ministère des affaires sociales et de l'emploi au secrétariat d'État à la formation professionnelle en passant par le ministère de l'Éducation nationale et celui du commerce et de l'artisanat. Pour tenter de limiter les dégâts, M. Soisson va écrire à M. Chirac pour proposer « la création d'un groupe interministériel sur la formation professionnelle », qui serait chargé de l'animation de cette politique et veillerait à sa cohérence.

Ancien ministre de la formation professionnelle, président, désigné par M. Michel Delebarre, du comité de coordination de la formation professionnelle, organisme tripartite où siègent des élus régionaux, les représentants sociaux et les représentants des pouvoirs publics, M. Soisson sait de quoi il parle. Il a toujours été passionné par ce dossier, au-delà des aléas politiques. Proche de M. Raymond Barre, il s'estime autorisé à tirer la sonnette d'alarme, condamnant le « désordre des esprits ».

« Nous en sommes à un tournant et, on ne sait pourquoi, tout s'est arrêté », constate-t-il. La filière de l'apprentissage est, selon M. Soisson, mise à mal par la manière dont a été lancé le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes et subit une baisse de ses recrutements, « un mauvais coup ». Le transfert de compétence à la région, dans le cadre de la décentralisation, se traduit maintenant par l'absence d'orientations. « Le gouvernement n'a pas réuni les présidents de région », observe M. Soisson, et je ne le fais moi-même au début de la session parlementaire.

Plusieurs impasses

Ne se contentant pas de ce réquisitoire, M. Soisson relève plusieurs impasses. « Impasse sociale », quand les pouvoirs publics paraissent abandonner à leur sort les missions locales dans lesquelles se sont engagés tant d'élus. L'insertion des jeunes en difficulté ne fait plus partie des préoccupations affligées et seules les collectivités locales qui le pourront en viendront maitres à poursuivre sans l'effort de l'État. « Impasse régionale », quand « par un mot » a été prononcé pour asso-

cier les régions au plan pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans. « Impasse fonctionnelle », puisque les exonérations de charges sociales prévues pour les entreprises ne sont pas accordées si les jeunes sortent des stages régionaux. « Impasse financière », car l'apprentissage réformé coûtera au budget des régions et non à celui de l'État.

Par manque d'intérêt ou par le silence, un fossé s'est creusé au moment où il faudrait démultiplier et étendre l'action entreprise. « J'avais écrit dans mon livre (1) que la formation professionnelle se trouvait au milieu du gué, conclut M. Soisson, je crains maintenant qu'elle en soit à quart ou à tiers de gué ».

A. Le.

(1) *L'Enjeu de la formation professionnelle*, éditions Fayard.

EN BREF

● **Surroughe supprime neuf mille six cents emplois.** - Le fabricant d'ordinateurs américain Surroughe a annoncé son intention de supprimer neuf mille six cents emplois sur les cent vingt mille salariés que compte aujourd'hui le groupe, depuis le rachat de son concurrent Sperry, en mai 1985. Selon un communiqué, le deuxième constructeur informatique mondial derrière IBM envisage de recourir à des départs en préretraite, au gel des embauches et, dans un deuxième temps, à des licenciements.

● **Grève suspendue à UTA.** - Les syndicats représentatifs des pilotes et des mécaniciens de la compagnie aérienne UTA ont suspendu, le vendredi 10 octobre, leur grève qui devait durer jusqu'à lundi. Le SNPL, le SNMAC, le SNORAC et la direction ont décidé d'ouvrir des négociations sur le problème de la composition des équipages sur le nouveau vol Paris-San-Francisco. Les syndicats veulent un équipage à cinq et la direction à trois. D'autre part, sur le futur Boeing-747-400, les syndicats exigent un équipage à trois et la direction à deux. M. René Lepaute, PDG d'UTA, a menacé de suspendre l'exploitation de la ligne de San-Francisco et de renoncer à l'achat de deux 747-400 si les syndicats persisteraient dans leurs revendications.

● **CGT : manifestation au Salon de l'auto et du marché de l'automobile.** - Environ trois mille militants cégétistes de l'automobile ont manifesté, le vendredi 10 octobre, à Paris, jusqu'au Salon de l'automobile et de la moto, porte de Versailles. A l'appel de la CGT, ils protestaient contre la « casse de l'automobile ». La même jour, cinquante cheministes, âgés de seize à cinquante-six ans, qui avaient quitté Lille le 29 septembre pour une « marche pour l'emploi », ont été accueillis à Montreuil, au siège de la CGT, par M. Krasucki. Ils ont remis au siège du CNPF plus de quarante mille signatures à une pétition sur le thème « Le travail est un droit ».

A. F.

TRANSPORTS

M. Douffignies annonce des représailles contre les pays qui taxent les camions français

Les congrès de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) se suivent et ne se ressemblent pas, au moins dans leurs discours d'ouverture. Oubliées, les menaces brandies à l'égard du gouvernement d'Alors, après la grande grève de 1984 des routiers ! M. Maurice Vovron, président de la FNTR, a abandonné, le 9 octobre, les maillots et les citations enflammées aux gladiateurs romains pour accueillir avec une amabilité inhabituelle un ministre des transports, M. Jacques Douffignies, membre, comme lui, de l'UDF.

Le temps d'est plus à la révolte chez les routiers. M. Douffignies ne s'est pas fait faute de souligner la cause de cette douce euphorie : « Une des toutes premières décisions gouvernementales, a-t-il dit, a consisté à laisser baisser librement le prix du gazole, sans compenser cette baisse, liée à celle du dollar et à celle du pétrole, par de nouvelles taxes ». Le ministre a aussi détaillé les allègements de charges dont bénéficieront, à partir de 1987, toutes les entreprises françaises, et donc les transporteurs routiers : réduction de 18 % de la taxe professionnelle, baisse de 50 % à 45 %, puis à 42 % en 1988, de l'impôt sur les sociétés ; suppression en trois ans de la taxe sur certains frais généraux ; allègements des droits sur les donations-partages.

Un tonnerre d'applaudissements a salué l'annonce par M. Douffignies qu'il proposerait au Parlement de taxer les camions des pays qui

taxent les transporteurs français, à l'instar de la Norvège, de la Suède, de l'Australie, de la Yougoslavie et de la Turquie.

Reste une revendication toujours insatisfaite qu'a rappelée M. Vovron : « Les transporteurs ne comprennent pas que, dès le début de 1987, la récupération de la TVA sur le gazole ne soit pas appliquée en France comme dans les pays de la Communauté, pas plus qu'ils ne comprennent que continue à perdurer une surtaxation des contrats d'assurances qui n'existe nulle part ailleurs ». Le gouvernement réfléchit à cette coûteuse récupération.

Reste aussi l'inquiétude de toute une profession prise par la première fois à contre-pied par un ministre plus libéral qu'elle. Car la FNTR ne souhaite pas se hâter trop vite vers 1992, année fixée pour la création d'une véritable Europe des transports. La fin progressive de la tarification routière obligatoire et la libération des droits de transports de zone longue la trouble, et son président a formulé ainsi les craintes de ses mandants : « Ce serait jouer aux apprentis sorciers que de mettre à la fois en place la dérégulation européenne et nationale et la libéralisation des tarifs si c'était pas malheureux, tant en transporteurs, voyageurs que de marchandises, l'obligation de justifier de l'attestation de capacité pour obtenir une inscription au registre des transporteurs ».

ALAIN FAUJAS.

Air France achèterait sept exemplaires du futur Airbus A-340

Un prochain conseil d'administration d'Air France actualisera le programme de développement de la flotte et notamment l'introduction de deux futurs Airbus A-330 et A-340, dont le lancement devrait être décidé au printemps 1987.

A ce sujet, M. Marcel Long, président de la compagnie nationale, a indiqué, le vendredi 10 octobre, devant l'Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace, que le quadricentenaire A-340 de deux cent cinquante places pourrait être acheté par Air France à six ou sept exemplaires.

Interrogé sur l'état de sa compagnie, M. Long a reconnu que la baisse du dollar, l'accident de Tchernobyl et le terrorisme s'étaient conjugués pour faire chuter le trafic passager de 3,5 % depuis le début de l'année. Même si le fret, en croissance de 11 %, améliore les résultats, Air France verra son bénéfice diminuer cette année. Celui-ci avait atteint 730 millions de francs après les impôts en 1985. Lors du conseil d'administration du 17 septembre, le chiffre de 577 millions de francs a été avancé pour l'année 1986.

Enfin, malgré une croissance de 13 % du trafic vers les Antilles, Air France a choisi de remodeler sa grille tarifaire vers les départements d'outre-mer (DOM) pour lutter contre la concurrence des charters

de Minerve et Point-Air (le Monde du 2 octobre). A chaque jour de l'année correspondra, à partir du 15 octobre, dans chaque zone et pour chaque DOM, une couleur : le vert (159 jours vers les Antilles, 182 vers la Guyane, 179 vers la Réunion) correspond à des tarifs en baisse de 5 % à 10 % par rapport aux plus bas tarifs précédemment applicables, soit 1 640 F pour un aller vers les Antilles, 1 890 F vers la Guyane et 2 450 F vers la Réunion ; l'orange (153 jours vers les Antilles, 127 vers la Guyane, 96 vers la Réunion) est pratiqué en période un peu moins creuse, soit 2 290 F aller vers les Antilles, 2 490 F vers la Guyane et 3 000 F vers la Réunion ; enfin, le rouge (53 jours vers les Antilles, 56 jours vers la Guyane, 90 jours vers la Réunion) correspond à la période de pointe des vacances annuelles et scolaires et à un surprix de 11 % à 13 % par rapport aux tarifs antérieurs, soit 2 290 F aller vers les Antilles, 3 240 F vers la Guyane et 4 330 F vers la Réunion.

Les ministères rechignent à approuver ces nouveaux tarifs, qui renchériraient considérablement le budget des billets de congés payés de leur personnel originaire des départements d'outre-mer.

A. F.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

IMPÉRISABLE Bourse de Paris. Alors que son euphorie légère de l'été s'était fondée sur la perspective des privatisations, sur l'anticipation de résultats prometteurs pour les sociétés cotées et sur l'espoir d'une nouvelle baisse des taux, la voici au pied du mur, gagnée par l'immobilisme. Comme s'il craignait tout à coup de perdre l'altitude, le marché reste étale, sans tendance ni conviction, hésitant et presque peureux du lendemain. « Investir en Bourse actuellement, c'est prendre le risque de marcher sur du sable mouvant », entend-on près des piliers. Selon l'expression d'un boursier, « le marché tourne le dos aux grandes marées, et rentre dans des eaux plus calmes ». Mais beaucoup ont appris à se méfier par le passé de l'eau qui dort. Le sentiment général autour de la corbeille penche dans le sens d'une prochaine et sévère correction à la baisse. Le palais Boursier se recroqueville sous son chapiteau. Aux incertissables optimistes qui voient dans la stagnation des cours une preuve de la capacité du marché à résister, les réalistes, plus nombreux, rétorquent sans joie que la Bourse ne sait plus quelle piste emprunter pour redresser. A l'issue des cinq séances de la semaine, la cote gagnait péniblement 0,5 %. Cette modestie a de quoi surprendre, tant les sujets d'animation ont afflué ces derniers jours vers la corbeille. Savoir qui tenterait de s'opposer à Carlo de Benedetti dans l'affaire des Presses de la Cité était l'une des « questions roques » posées à la Bourse. L'homme d'affaires italien, qui vient prendre une part « significative » du capital des Presses de la Cité (il en détient déjà 13,8 %), a trouvé seulement vendredi un adversaire, ce en la personne de Jimmy Goldsmith, président de la Générale Occidentale et patron de l'Express. En annonçant à la veille du week-end qu'il lançait à son tour une offre publique d'échange (OPE) sur la seconde maison d'édition française, M. Goldsmith a soulevé ceux qui voyaient les jours passer sans que nul se déclare face au PDG d'Olivetti. Alors que la cotation des Presses de la Cité était de nouveau suspendue — pour la dixième fois en quinze jours —, chacun s'interrogeait sur les conditions de cette nouvelle OPE. Selon certaines rumeurs, elle pourrait s'effectuer sur la base de trois actions Générale Occidentale contre une action des Presses de la Cité. Calculé en main, certains se penchaient à rêver d'une bataille boursière comparable à celle engagée, quelques mois plus tôt, pour le contrôle de la Providence. L'offre de Benedetti se chiffrait à 2 953 F (trois actions Cérés, cotées 751 F vendredi, plus

Immobilisme

un supplément de 700 F) par titre Presses de la Cité. On prêtait l'intention à M. Goldsmith de placer la barre plus haut, à 3 174 F si l'on se réfère au dernier cours connu de la Générale Occidentale (1 658 F). La surenchère n'avait cependant aucun impact sur le marché.

Autre dossier brûlant dont les éléments définitifs seront connus le 16 octobre, la cession au public de 11 % du capital d'ELF-Aquitaine à maintenir les opérateurs en éveil. Les premières estimations officielles montraient que plus de 46 millions de titres ont été demandés (le 10 octobre) sur 10,8 millions offerts. En dehors des 300 000 petits porteurs environ qui ont passé des ordres d'achat pour dix titres ou moins, l'essentiel des demandes semble provenir des investisseurs institutionnels (Caisses des dépôts, compagnies d'assurances), les fameux « zinzins ». Ces derniers seraient-ils les principaux maîtres d'œuvre de l'opération, ce qui réduirait sa dimension « populaire », sur laquelle les pouvoirs publics ont tant insisté ? Autant que le problème épineux du juste prix, il apparaît en tout cas que celui du rôle précis des institutionnels dans le processus de privatisation se pose avec acuité. La Caisse des dépôts a, de son côté, démenti, le 10 octobre, avoir vendu six cent mille titres d'ELF lors de la reprise de cotation de l'action, le 1^{er} octobre. Elle a parallèlement précisé que, sur un montant de demandes estimé à 46 millions de titres, les ordres d'achat passés par ses soins, « pour le compte des fonds dont la gestion lui est confiée, ne représenteraient que le peu moind de 1,5 % de ce total ». D'autre part, le reste que le 1^{er} octobre, un nombre considérable de ventes ont été enregistrées, un nombre considérable de titres ont été vendus, et il faut à l'évidence se tourner vers l'actionnaire principal pour trouver la source de ce mouvement.

L'annonce par Bernard Tapie qu'il ouvrirait bientôt une partie du capital de son groupe (à hauteur maximale de 20 %) n'a pas non plus tiré le marché de sa torpeur. Ce choix, que M. Tapie n'avait jusqu'ici jamais voulu opérer (il implique la transformation de sa société, décente en

nom collectif, en société anonyme, donc l'obligation de publier des comptes consolidés), traduit sa volonté de participer à la privatisation de TF 1. Une telle initiative pourrait permettre à M. Tapie de recueillir 200 millions de francs pour son « trésor de guerre ».

La publication par l'INSEE des comptes révisés de la France au second trimestre, qui confirme une accélération de la croissance et une amélioration de l'état de santé des entreprises, aurait dû déridier les investisseurs. Mais le cours n'y était décidément pas.

Au bout du compte, on se demandait bien le 10 octobre, alors que l'indicateur était 0,05 %, quel événement serait susceptible de réveiller une corbeille devenue de marbre. Un baupré de la place traduisait le sentiment général en signalant que le manque de vitalité du marché prévaudrait tant que la question des taux d'intérêt et du désordre monétaire n'aurait pas été réglée. Du côté des taux, la semaine a été plutôt mauvaise. Le marché à terme des instruments financiers a sensiblement reculé en début de période, déprimé par les signes, encore espacés, d'un redressement de l'inflation. La ramener selon laquelle les prix auraient augmenté de 0,4 % en septembre a dissipé du moins les espoirs d'une baisse prochaine des taux.

En vedette la semaine précédente, les valeurs du bâtiment se sont tassées (Bouygues, Dumez). Il semble que Bouygues déclinait maintenant 25 % du capital de Spie-Batignolles. On se souvient que le maître français du bâtiment avait annoncé récemment d'être au moins 10,4 % de Spie. La réalité se situait donc bien au-delà.

Dans ce marché sans relief, le titre Schneider s'est facilement signalé à l'attention des boursiers, enregistrant une hausse surprise de 20 % au lendemain de la relative simplification de ses structures. D'aucuns croient devoir dériver de ce mouvement le malin de M. Fournier, le président de la Compagnie de navigation mixte, qui détient déjà au moins 10 % du capital de Schneider et entendrait ne pas en rester là.

Entre l'affaire des Presses de la Cité et les souhaits d'ouverture du groupe Tapie, les appétits de Bouygues et les ambitions de la « Mixte », la corbeille a ainsi de quoi s'agiter. Mais qui saura lui donner l'énervante préférence, afin qu'elle ne s'étiolle pas dans un cycle dangereusement baissier ?

ERIC FOTTORINO.

Semaine du 6 au 10 octobre

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Nouvelle avance, mais... Comme la semaine précédente, Wall Street s'est montrée relativement bien disposée. Toutefois, à l'approche du week-end, le marché, qui avait retranché la barre des 1 800 points, a reperdu une partie du terrain gagné initialement. Vendredi, l'indice des industrielles s'élevait à 1 793,16 (contre 1 774,18 le 3 octobre).

Une grande incertitude a continué de prévaloir autour du Big Board, toujours aléatoire par les craintes que la situation économique et les résultats des entreprises inspirent. Les perspectives d'OPE, projetées ou non, cours, les rumeurs sur une nouvelle baisse des taux d'intérêt, l'espoir d'une amélioration de la compétitivité industrielle des États-Unis en liaison avec le recul du dollar, la fermeté, enfin, des transports ont contribué en un effet stimulant sur la demande.

Mais les opérateurs n'ont pu ignorer la baisse d'IBM, vedette du marché, baissée liée au ralentissement des ventes à l'étranger du géant de l'informatique. Cette nouvelle chute a toutefois à tempéré les initiatives d'achat et quelque peu occulté la bonne impression causée par la reprise des ventes dans les grands magasins et la réduction de la masse monétaire.

	Cours 3 oct.	Cours 10 oct.
Alcoa	36 5/8	36 3/8
AT&T	22 1/2	22 3/8
Bell	33 1/2	33 1/2
Chrysler	36 5/8	36 3/4
Du Pont de Nemours	79	80 5/8
Eastman Kodak	35	34 1/2
Exxon	67 1/2	67 1/2
Ford	57 7/8	57 7/8
General Electric	71 1/4	70 7/8
General Motors	64 3/8	64 1/8
Goodyear	33 3/4	33 1/2
IBM	139 5/8	124
ITT	49 1/8	51 5/8
Mobil Oil	37 5/8	38 1/8
Pfizer	57 3/4	57 3/4
Schlumberger	34 7/8	35 1/4
Texas	33 7/8	34 1/2
UAI Inc.	58 1/4	57 1/8
Union Carbide	37 1/4	37 1/4
US Steel	26 1/4	27 1/4
Westinghouse	53 7/8	55 3/8
Xerox Corp.	51 5/8	53 3/4

LONDRES

Malgré les attaques dont la livre a été l'objet, le London Stock Exchange a, cette semaine, été un peu mieux orienté. L'argumentation moins rapide que prévu de la masse monétaire, il est vrai, légèrement calmé les appréhensions du marché concernant une éventuelle renouveau des taux d'intérêt. Toutefois, le chancelier de l'Échiquier ayant fait savoir qu'il traiterait le sujet jeudi prochain, les opérateurs ont agi avec prudence d'autant que l'ombre d'un échec à planer sur la conférence de l'OPEC.

Indice à FT-100 le 10 octobre : industrielles, 1 363,4 (contre 1 234) ; mines d'or, 319,3 (contre 328,6) ; fonds d'Etat, 83,68 (contre 82,75).

	Cours 3 oct.	Cours 10 oct.
Bootham	496	410
Bovril	318	328
Brit. Petroleum	681	685
Charter	258	273
Comorants	277	291
De Beers (*)	715	717
Free State Gold (*)	143	130
Glen	943	935
Gr. Univ. Stores	137/8	143/8
Imp. Chemical	100/102	111 3/32
Shell	911	925
Unilever	18 19/64	18 45/64
Vickers	381	379
Wor. Lons	347/8	35 1/4

(*) En dollars.

TOKYO

Quatre séances seulement cette semaine, le marché a été plutôt actif pour la fête de l'éducation physique, et samedi comme chaque quinzaine. Après leur récent plongeon, les cours se sont un peu redressés. Mais ce raffermissement a été surtout d'origine technique. L'attachement du yen aux incertitudes sur le résultat de la conférence de l'OPEC ont incité les institutionnels à la prudence. Les particuliers ont procédé à quelques achats.

Indice du 9 octobre : Nikkei : 17 650,23 (contre 17 606,45) ; indice général : 1 487,37 (contre 1 454,67).

	Cours 3 oct.	Cours 9 oct.
Alfa	348	410
Bridgestone	675	668
Casualty	1 000	1 030
Fuji Bank	1 000	1 070
Honda Motor	1 240	1 340
Mitsubishi Electric	1 700	1 800
Mitsubishi Heavy	328	348
Sony Corp.	2 900	3 100
Toyota Motor	1 930	1 970

FRANCFORT

En l'absence de toute information rassurante, le marché reste inquiet par les rumeurs monétaires s'est réfugié dans l'expectative. La demande a été sélective, s'intéressant seulement à la consommation, aux valeurs de technologie, du bâtiment et de la sidérurgie.

Indice de la Commerzbank du 10 octobre : 2006,20 contre 2009,90.

	Cours 3 oct.	Cours 10 oct.
AEG	315,00	300,00
BASF	275	270
Bayer	300,50	298,50
Commerzbank	315	314
Deutschebank	785	794,50
Karstadt	264,50	264,50
Mannesmann	169	168,50
Siemens	699,90	702
Volkswagen	496	471

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	10-10-86	Diff.
4 1/2 % 1973	1 796	+ 11
7 % 1973	9 320	+ 128
10-10-86	104	+ 0,49
10-10-86	104,40	+ 0,50
8-20 % 1977	124,50	+ 0,32
10-10-86	105,60	+ 0,80
8-20 % 1978	105,40	+ 0,70
8-20 % 1978	180,20	+ 0,02
9 % 1979	103,02	+ 0,78
10-10-86	109,10	+ 1,20
13-20 % 1980	105,38	+ 0,59
16-20 % 1981	107,75	+ 0,69
16-20 % 1982	123,20	+ 1,60
16-20 % 1982	125,21	+ 1,24
15-75 % 1982	120,55	+ 0,80
CNE 3 %	4 630	+ 60
CNE 5 %	104,10	+ 0,20
CNE 5 000 F	104,40	+ 0,60
CNE 5 000 F	104,40	+ 1,60
CNE 5 000 F	104,05	+ 0,85

Mines d'or, diamants

	10-10-86	Diff.
Anglo-American	93,50	+ 5,30
Angold	510	+ 19
Bu. Gold M.	128,10	+ 13,90
De Beers	47	+ 1,10
Drief. Cons.	106	+ 4
Gencor	90,80	+ 2
Gold Field	62,80	+ 6,05
Harmony	73,30	+ 3,80
Randfontein	650	+ 47
Saint-Helena	87,70	+ 0,50
Western Deep	260	+ 14

Mines, caoutchouc, outre-mer

	10-10-86	Diff.
Géophysique	295	inch.
Indal	60,50	+ 0,50
INCO	88,10	+ 1,80
Michelin	2 595	+ 75
Min. Penarroya	30	+ 1
RTZ	62,50	+ 3,50
ZCI	1,30	+ 0,08

Banques, assurances sociétés d'investissement

	10-10-86	Diff.
Bail Equipement	487	+ 7
Banque (Cie)	1 140	+ 15
Cedex	1 110	+ 10
Clelland SA	1 293	+ 22
CFF	1 280	+ 50
CFI	521	+ 1
Financière	3 110	+ 12
Héris (La)	800	+ 12
Imm. Pl. Monest	836	+ 26
Locafin	628	+ 20
Locindus	1 145	+ 35
Midi	1 571	+ 3
Midland Bank	485	+ 32
O.F.P.	1 470	inch.
Paris de Reces	780	+ 41
Prétabil	1 694	+ 16
Schneider	802	+ 180
UCB	602	+ 53

Bâtiment, travaux publics

	10-10-86	Diff.
Auxil. d'entrepr.	1 620	+ 25
Bouygues	1 330	+ 88
Cicoulet Frangis	745	+ 33
Dumez	1 845	+ 13
GTM	523	+ 22
J. Lafarge	980	inch.
Lafarge (1)	1 565	+ 43,40
Malone Phénix	206	+ 32
Poliet et Chausson	1 671	+ 26
SCREG	434,50	+ 13,30
SGE-SB	78	+ 3

Pétroles

	10-10-86	Diff.
Elf-Aquitaine	321,50	+ 3
Esso	591	+ 8
Exxon	437,50	+ 12
Francep	365	+ 35
Petrofin	1 445	+ 31
Pétrole B.P.	155	+ 10
Prinagaz	536	+ 19
Raffinage	169,40	+ 2,60
Royal Dutch	590	+ 5
Sogepax	426	+ 5
Total	453	+ 7

Métallurgie construction mécanique

	10-10-86	Diff.
Alpi	430	+ 4
Avions Dassault-B.	1 285	+ 1,50
Cie. Châtillon	1 370	+ 10
De Dietrich	1 700	+ 61
FACOM	1 425	+ 35
Marine Wendel	392	+ 28
ITT	1 265	+ 14,30
Peugeot SA	1 120	+ 3
Poclain	36,80	+ 5,80
Saint	2 995	+ 26
Siget	525	+ 10
Vallo (1)	518	+ 45
Vallorec	99	+ 6,90

(1) Droit 78.

Filatures, textiles, magasins

	10-10-86	Diff.
André Rouffice	228	+ 109
Reich W.	1 110	+ 6
BEV	570	+ 6
CEAO	1 795	+ 94
Dumort-Serviposte	2 189	+ 97
Durry	522	+ 10
Galeries Lafayette	1 050	+ 41
La Redoute	2 205	+ 33
Nouvelles Galeries	479	+ 4,50
Peugeot	126	+ 15
SCOA	105	+ 8,20

Valeurs diverses

	10-10-86	Diff.
Accor	447	+ 2
Agence Havas	1 980	+ 55
Ajournat	2 855	+ 5
Bic	663	+ 8
Bis	1 440	+ 12
CGIP (1)	1 160	+ 35
Club Méditerranée	574	+ 4
Esilur	3 240	+ 20
Petrofin	350	+ 1
Hachette	2 660	+ 32
L'Air Liquide	748	+ 4
L'Oréal	3 600	+ 85
Nestlé	1 100	+ 28
Nord-Est	181,50	+ 8,40
Sanofi	712	+ 3
Sika Rossignol	1 205	+ 35

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 3 oct.	Cours 10 oct.
Or fin (100 onces)	91 600	90 800
Or fin (100 onces)	91 600	90 800
Pièces françaises (20 fr.)	548	538
Pièces françaises (10 fr.)	270	262
Pièces indiennes (20 fr.)	581	572
Pièces indiennes (10 fr.)	288	279
Pièces indiennes (5 fr.)	144	139
Pièces indiennes (20 fr.)	582	573
Pièces indiennes (10 fr.)	289	280
Pièces indiennes (5 fr.)	145	140
Souverain	680	674
Souverain Elizabeth II	686	680
1 Demi-souverain	361	358
Pièces de 10 dollars	3 240	3 108
1 - 10 dollars	1 606	1 602
1 - 5 dollars	1 006	1 036
1 - 20 marcs	3 466	3 461
1 - 10 florins	520	538
1 - 5 roubles	364	364

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

La qualité des noms fait prime

Les investisseurs japonais semblent apparemment considérer que le yen a maintenant atteint le sommet de la vague vis-à-vis du dollar et que la devise nippone est dorénavant condamnée à s'affaiblir par rapport à sa consœur étoilée. Cela explique le regain d'achat de papier libellé en dollars des États-Unis de la part d'un certain nombre d'institutionnels japonais. Leur démarche explique, à son tour, pourquoi le lancement de nouvelles euro-emissions en dollars s'est accéléré cette semaine.

Parmi les euro-emissions à taux d'intérêt fixe - celles à taux variable sont complètement délaissées par suite de la pléthore de papier à taux flottant déversé les deux précédents mois - il en est peu qui parviennent à surmonter. Ce sont celles provenant d'emprunteurs dont la qualité du nom soit possédée un charme magique, ainsi en est-il d'IBM, soit offre une sécurité quasi souveraine, comme la CNT, soit encore, telle la CIE, présente une garantie supranationale. Dans un domaine voisin, l'excellence de la signature conjuguée avec des conditions raisonnables ont permis au Crédit national de voir sa Facilité à options multiples (MOP) de 300 millions de dollars être deux fois souscrite. Nous reviendrons la semaine prochaine sur ce beau succès. IBM World Trade Corporation a refait un coup d'éclat en offrant, sous la direction de la BNP, 150 millions de dollars sur sept ans à un prix de 100,125 avec un coupon annuel de 7,625 %. Compte tenu d'une commission bancaire globale de 1,875 %, cela représentait, le jour du lancement dans l'après-midi du vendredi 3 octobre, un rendement de 53 points de base supérieur à celui des bons du Trésor américain de même durée. A la veille du présent week-end, les euro-obligations IBM se traitaient avec une très modeste décote de 0,625-0,50 sur le marché gris, soit bien en dessous de la seule commission de ventes de 1,25 %.

Judi matin, la Caisse nationale de télécommunications (CNT) lançait, à son tour, sous la conduite de Samuel Montagu à Londres, un euro-emprunt sur cinq ans de 150 millions de dollars, qui sera

garanti par la République française. La transaction a été proposée à un prix de 100,25, avec coupon annuel de 7 % et des commissions bancaires totalisant 1,875 %, c'est-à-dire sur la base d'un rendement de 48 points de base, plus élevé que les bons à cinq ans du gouvernement américain. Bien que ces conditions soient « tirées » pour les investisseurs, l'opération a suscité un intérêt certain sous l'effet de la haute qualité du gérant. Vendredi, l'emprunt se traitait avec une décote de 1,80-1,75, soit à la limite de la commission bancaire globale.

Dans l'après-midi du même jour, la Communauté économique européenne (CEE) traitait, à son tour, sous la bannière du CCF, dans la danse euro-obligataire avec un euro-emprunt de 100 millions de dollars. D'une durée d'égalité de cinq ans, il sera émis à 100,75 avec un coupon annuel de 7 % à partir d'une commission bancaire totale de 1,875 %, c'est-à-dire avec un rendement qui, au moment du lancement, n'était supérieur que de 42 points de base aux obligations de même échéance du Trésor des États-Unis. Les trois transactions sont structurées à partir de swaps différents mais tous intéressants. Celui de la CNT, qui permettra à ce débiteur français d'obtenir en fin de course des dollars à taux variable, est bonifié d'environ 4 points de base parce que la date de libération des euro-obligations n'interviendra que le 9 décembre prochain. Ceux sous-jacents aux opérations IBM et EEC permettront à ces deux emprunteurs de se procurer au bout du compte des francs français à taux d'intérêt fixe. Le marché de l'euro-franc français souffre tellement de la pression qui s'exerce sur la devise hexagonale et de la hausse concomitante des taux d'intérêt qu'il s'agit, que les coupons dans ce secteur sont devenus exorbitants. Cela empêche les débiteurs de faire passer le coût de leur dette. Pour obtenir des francs à bon compte il est donc paradoxalement préférable, pour le moment, d'emprunter en dollars et de « swap » ultérieurement en francs français le papier initialement libellé dans la devise américaine.

extrême, venait d'atteindre son niveau le plus élevé : 16 449 livres contre 5 865 livres au plus bas cette même année. Les hauts et les bas avaient été de 6 030 et 2 050 en 1985, de 2 165 et 1 432 en 1984 (954 - 368 livres en 1980). La deuxième est qu'il était risqué d'ajouter à l'incertitude des cours un risque de change tout aussi important sur une devise incertaine puisque l'émission est libellée et libérable en dollars. La troisième raison est que la transaction s'est déroulée si rapidement que les modalités techniques de livraisons n'ont pu être précisées par avance.

Du coup, les euro-banques, effrayées par la perspective de ne pouvoir revendre leur papier en Italie, ont préféré le brader à bon compte plutôt que de le garder sur les bras. La quatrième raison est que la Deutsche Bank a apparemment approché les autres banques pour les inviter à participer dans le consortium bancaire à un trop haut niveau, c'est-à-dire celui des présidents et pas celui des opérateurs contraints de se frotter aux pépins de l'euro-réalité quotidienne. Last but not least, la Deutsche Bank aurait mis sur pied un syndicat de sous-garants (« sub-underwriters ») sans en informer les co-chefs de file.

Quelles que soient les raisons du « Fiatso », le cours de l'euro-emission sur le marché gris s'est rapidement et fortement affaibli. Il tournait jeudi autour de 10,40 dollars pour l'action ordinaire, qui sera émise à 11,28 dollars.

Pour éviter que la privatisation des sociétés nationales françaises, et en premier lieu celle de Saint-Gobain, ne débouche sur une déconvenue similaire, un certain nombre de principes de base doivent être retenus pour la partie de placement international (de 200 millions à 250 millions dans le cas de Saint-Gobain). Primo, le prix des actions doit être offert à un cours réaliste et non pas à son plus haut niveau. Dans ce domaine, la preuve en a été faite par la réussite incontestable à l'étranger de l'émission ELF-Aquitaine au travers de warrants libellés en dollars donnant la possibilité d'acheter des titres à un prix de 315 francs français. Secundo, les investisseurs étrangers se doivent d'être protégés. Cela veut dire que les banques du syndicat international qui précéderont la vente à l'étranger d'environ 20 % des actions Saint-Gobain doivent être assurées de recevoir un minimum de titres.

Il est absurde en 1986 de vouloir continuer à traiter sur un pied d'égalité le papier de la Loctre anglaise Men, dénué de tout crédit, et le Fonds de retraite des cheminiers de fer britanniques dont les investissements ne peuvent être techniquement inférieurs à plusieurs milliers de titres.

LES INTERVENTIONS DES BANQUES CENTRALES EUROPÉENNES SONT FAITES NON PAS POUR DÉFENDRE DES PARTIES QUELCONQUES SUR LE DOLLAR, MAIS SIMPLEMENT POUR FRAYER LA BAISSE DE CETTE DEVISE. Cette déclaration de M. Klaus Kohler, membre du directoire de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), faite vendredi en fin de matinée, juste à la veille du week-end, a ruiné, en peu de mots, tout l'effet des interventions pratiquées depuis le début de la semaine et qui avaient stoppé, peut-être provisoirement, le recul du dollar. Immédiatement, ce dernier recommençait à glisser, surtout à New-York; des rumeurs de grandes manœuvres prochaines se sont mises à circuler.

Un certain calme, pourtant, semblait bien rétabli sur les marchés des changes à la fin de la semaine. Pas de déclarations fracassantes de part et d'autre de l'Atlantique, pas de nouvelle économique ou financière de nature à agiter les esprits, simplement une attente, un peu inquiète toutefois. Ce calme était attribué aux interventions des banques centrales européennes qui n'avaient pas manqué de frapper les esprits. Le mardi 7 octobre, en effet, le dollar se mettait à glisser en début de matinée, sur des indications en provenance de Tokyo, où les difficultés de la Bank of America, deuxième banque des États-Unis, en quête d'un nouveau président et, éventuellement, d'un partenaire pour l'aider à résoudre ses problèmes, jetaient une ombre sur le « billet vert ». Par précaution, au demeurant, pour recommencer à vendre un dollar promis manifestement à la baisse, si on en croyait les représentants de l'administration américaine eux-mêmes, possédant au crime de toutes leurs forces.

Immédiatement, les banques centrales européennes (allemande, britannique, néerlandaise, suisse) entraient en lice, la Bundesbank jetant dans la bataille environ 500 millions de dollars. Cela est peu, mais ce qui est beaucoup est de l'avoir annoncé. La baisse du dollar se trouvait stoppée; le cours du « billet vert », qui avait glissé au-dessous de la barre fatidique des 2 DM, remonta légèrement, mais pour s'y maintenir, valait que la veille jusqu'à vendredi midi, pour reprendre le chemin de la baisse après la

déclaration allemande précédemment évoquée.

Rumeur de grandes manœuvres : pour les opérateurs des marchés des changes, cette déclaration publique d'un dirigeant de la Bundesbank n'était pas spécialement innocente. A leurs yeux, elle avait pour objet d'accentuer la baisse du dollar. Celle-ci, à son tour, amènerait la RFA à diminuer enfin ses taux d'intérêt pour éviter une crise monétaire internationale et une trop grande tension au sein du système monétaire européen. Suivant un autre scénario, les États-Unis procéderaient unilatéralement à une nouvelle diminution de leur taux d'escompte, ce qui ferait chuter le dollar et contraindrait l'Allemagne soit à réduire ses taux, soit à révaluer le mark au sein du SME. On citait même des chiffres : + 2 % par rapport au franc (M. Balladur n'avait obtenu que 6 % de dévaluation du franc en avril dernier à Oostmarsum au lieu des 8 % demandés) et davantage par rapport aux autres monnaies du SME.

Vraies ou fausses, ces rumeurs ont ceci de vrai qu'elles ont repris de la baisse du dollar donnerait au mark un regain de vigueur au sein du système européen, aux dépens des monnaies « sœurs ». La Banque de France, après avoir vendu 300 ou 400 millions de marks lundi (une petite journée), avait pu rester l'arme au pied le restant de la semaine : le cours du DM à Paris était revenu un peu au-dessous de 3,2760 F, niveau auquel elle intervenait. Mais, vendredi soir, le DM, après un repli à 3,2740 F, poussé à nouveau une petite pointe jusqu'à 3,2755 F. Notons-le, toutefois, les taux de l'Eurofranc (franc extérieur négocié par les non-résidents), qui s'étaient tendus très fortement au début de la semaine, plus de 10 % au jour le jour (contre 7 3/8 % à Paris) et plus de 9 % sur les échanges plus longs, sur des rumeurs de raménagement du SME, se sont détendus en fin de semaine, revenant respectivement à 7 1/2 % et 8 1/2 %.

Pour la livre sterling enfin, la semaine a été marquée par un nouvel accès de faiblesse (- 1,5 %). La devise britannique est tombée, mercredi, à son plus bas cours vis-à-vis du mark (2,8329 DM) et aussi à son plus bas niveau historique sur son

indice poudré en fonction des échanges commerciaux britanniques avec l'étranger : 67,1 par rapport à une base 100 en 1975. De vigoureuses interventions des banques centrales britannique et allemande stoppèrent la chute, mais la livre, qui était remontée à 2,86 DM, retomba à 2,84 DM. Dans la City, tout le monde s'attend à un relèvement des taux d'intérêt la semaine prochaine, la Banque d'Angleterre étant susceptible de porter son taux minimum de 10 % à 12 %, le cas échéant. Déjà, le foyer de l'argent entre banques frise le 11 % à Londres. Néanmoins, le gouvernement britannique hésite encore à prendre une telle mesure, fort préjudiciable à l'économie. Les mauvaises langues avancent, toutefois, qu'une nouvelle dévaluation rampante de la livre stimulerait les exportations britanniques.

Il convient enfin de signaler le plan en quatre points que présente M. Félix Ronatyn, un des associés de Lazard Frères à New-York, pour conjurer la crise financière qui, à son avis, menace les États-Unis et les pays lourdement endettés. L'homme qui avait contribué à éviter la faillite de la ville de New-York, il y a un peu plus de dix ans, propose d'abord de limiter, pendant trois à cinq ans, les importations des États-Unis dans les secteurs les plus sensibles, mesure protectionniste « d'exception ». Il envisage ensuite la création par la banque centrale d'un Fonds d'intervention de 50 milliards de dollars pour régulariser les marchés des changes, analogue à celui de 30 milliards, mis sur pied à la Toussaint de 1978. Craignant une formidable crise financière due aux excès commis dans l'usage de nouveaux instruments (option, marchés à terme, swaps, etc.), il propose de le contrôler plus sévèrement et durcissant la réglementation et les contraintes. Enfin, il juge opportun d'accorder davantage de crédits à l'URSS pour appuyer la négociation sur le désarmement.

FRANÇOIS RENARD.

LES DEVISES ET L'OR

La baisse du dollar a repris

LES INTERVENTIONS DES BANQUES CENTRALES EUROPÉENNES SONT FAITES NON PAS POUR DÉFENDRE DES PARTIES QUELCONQUES SUR LE DOLLAR, MAIS SIMPLEMENT POUR FRAYER LA BAISSE DE CETTE DEVISE. Cette déclaration de M. Klaus Kohler, membre du directoire de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), faite vendredi en fin de matinée, juste à la veille du week-end, a ruiné, en peu de mots, tout l'effet des interventions pratiquées depuis le début de la semaine et qui avaient stoppé, peut-être provisoirement, le recul du dollar. Immédiatement, ce dernier recommençait à glisser, surtout à New-York; des rumeurs de grandes manœuvres prochaines se sont mises à circuler.

Un certain calme, pourtant, semblait bien rétabli sur les marchés des changes à la fin de la semaine. Pas de déclarations fracassantes de part et d'autre de l'Atlantique, pas de nouvelle économique ou financière de nature à agiter les esprits, simplement une attente, un peu inquiète toutefois. Ce calme était attribué aux interventions des banques centrales européennes qui n'avaient pas manqué de frapper les esprits. Le mardi 7 octobre, en effet, le dollar se mettait à glisser en début de matinée, sur des indications en provenance de Tokyo, où les difficultés de la Bank of America, deuxième banque des États-Unis, en quête d'un nouveau président et, éventuellement, d'un partenaire pour l'aider à résoudre ses problèmes, jetaient une ombre sur le « billet vert ». Par précaution, au demeurant, pour recommencer à vendre un dollar promis manifestement à la baisse, si on en croyait les représentants de l'administration américaine eux-mêmes, possédant au crime de toutes leurs forces.

Immédiatement, les banques centrales européennes (allemande, britannique, néerlandaise, suisse) entraient en lice, la Bundesbank jetant dans la bataille environ 500 millions de dollars. Cela est peu, mais ce qui est beaucoup est de l'avoir annoncé. La baisse du dollar se trouvait stoppée; le cours du « billet vert », qui avait glissé au-dessous de la barre fatidique des 2 DM, remonta légèrement, mais pour s'y maintenir, valait que la veille jusqu'à vendredi midi, pour reprendre le chemin de la baisse après la

déclaration allemande précédemment évoquée.

Rumeur de grandes manœuvres : pour les opérateurs des marchés des changes, cette déclaration publique d'un dirigeant de la Bundesbank n'était pas spécialement innocente. A leurs yeux, elle avait pour objet d'accentuer la baisse du dollar. Celle-ci, à son tour, amènerait la RFA à diminuer enfin ses taux d'intérêt pour éviter une crise monétaire internationale et une trop grande tension au sein du système monétaire européen. Suivant un autre scénario, les États-Unis procéderaient unilatéralement à une nouvelle diminution de leur taux d'escompte, ce qui ferait chuter le dollar et contraindrait l'Allemagne soit à réduire ses taux, soit à révaluer le mark au sein du SME. On citait même des chiffres : + 2 % par rapport au franc (M. Balladur n'avait obtenu que 6 % de dévaluation du franc en avril dernier à Oostmarsum au lieu des 8 % demandés) et davantage par rapport aux autres monnaies du SME.

Vraies ou fausses, ces rumeurs ont ceci de vrai qu'elles ont repris de la baisse du dollar donnerait au mark un regain de vigueur au sein du système européen, aux dépens des monnaies « sœurs ». La Banque de France, après avoir vendu 300 ou 400 millions de marks lundi (une petite journée), avait pu rester l'arme au pied le restant de la semaine : le cours du DM à Paris était revenu un peu au-dessous de 3,2760 F, niveau auquel elle intervenait. Mais, vendredi soir, le DM, après un repli à 3,2740 F, poussé à nouveau une petite pointe jusqu'à 3,2755 F. Notons-le, toutefois, les taux de l'Eurofranc (franc extérieur négocié par les non-résidents), qui s'étaient tendus très fortement au début de la semaine, plus de 10 % au jour le jour (contre 7 3/8 % à Paris) et plus de 9 % sur les échanges plus longs, sur des rumeurs de raménagement du SME, se sont détendus en fin de semaine, revenant respectivement à 7 1/2 % et 8 1/2 %.

Pour la livre sterling enfin, la semaine a été marquée par un nouvel accès de faiblesse (- 1,5 %). La devise britannique est tombée, mercredi, à son plus bas cours vis-à-vis du mark (2,8329 DM) et aussi à son plus bas niveau historique sur son

indice poudré en fonction des échanges commerciaux britanniques avec l'étranger : 67,1 par rapport à une base 100 en 1975. De vigoureuses interventions des banques centrales britannique et allemande stoppèrent la chute, mais la livre, qui était remontée à 2,86 DM, retomba à 2,84 DM. Dans la City, tout le monde s'attend à un relèvement des taux d'intérêt la semaine prochaine, la Banque d'Angleterre étant susceptible de porter son taux minimum de 10 % à 12 %, le cas échéant. Déjà, le foyer de l'argent entre banques frise le 11 % à Londres. Néanmoins, le gouvernement britannique hésite encore à prendre une telle mesure, fort préjudiciable à l'économie. Les mauvaises langues avancent, toutefois, qu'une nouvelle dévaluation rampante de la livre stimulerait les exportations britanniques.

Il convient enfin de signaler le plan en quatre points que présente M. Félix Ronatyn, un des associés de Lazard Frères à New-York, pour conjurer la crise financière qui, à son avis, menace les États-Unis et les pays lourdement endettés. L'homme qui avait contribué à éviter la faillite de la ville de New-York, il y a un peu plus de dix ans, propose d'abord de limiter, pendant trois à cinq ans, les importations des États-Unis dans les secteurs les plus sensibles, mesure protectionniste « d'exception ». Il envisage ensuite la création par la banque centrale d'un Fonds d'intervention de 50 milliards de dollars pour régulariser les marchés des changes, analogue à celui de 30 milliards, mis sur pied à la Toussaint de 1978. Craignant une formidable crise financière due aux excès commis dans l'usage de nouveaux instruments (option, marchés à terme, swaps, etc.), il propose de le contrôler plus sévèrement et durcissant la réglementation et les contraintes. Enfin, il juge opportun d'accorder davantage de crédits à l'URSS pour appuyer la négociation sur le désarmement.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 6 AU 10 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	1,433	1,553	16,563	61,766	2,425	44,517	8,072	207,757
New-York	1,445	1,565	16,765	61,966	2,437	44,717	8,084	207,957
Paris	1,457	1,577	16,967	62,167	2,449	44,919	8,096	208,159
Zurich	1,469	1,589	17,169	62,369	2,461	45,121	8,108	208,361
Bruxelles	1,481	1,601	17,371	62,571	2,473	45,323	8,120	208,563
Amsterdam	1,493	1,613	17,573	62,773	2,485	45,525	8,132	208,765
Milan	1,505	1,625	17,775	62,975	2,497	45,727	8,144	208,967
Tokyo	1,517	1,637	17,977	63,177	2,509	45,929	8,156	209,169

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 octobre, 4,2203 F contre 4,2503 F le vendredi 3 octobre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Toujours la déprime

Rien ne va plus sur le marché obligataire français, où les rendements montent et les cours des titres baissent. Déjà déprimé, le MATIF fut bien secoué. Mardi 9 octobre, l'échéance décembre, tombée la semaine dernière de 112,25 à 111,60 (et non le contraire, comme une coquille nous l'a fait croire la semaine dernière), chuta à 109,50, pour remonter un peu, le lendemain, jusqu'à 110. Nous voilà ramenés aux niveaux de début juin, ou plutôt de la mi-avril. A cette époque, l'échéance décembre, base 100 février 1986, avait bondi jusqu'à 114, ce qui correspondait à un rendement de 7,30 % sur les emprunts d'Etat (les OAT essentiellement) et même jusqu'à 115, soit 7,20 %. Le phénomène correspondait à une anticipation audacieuse sur une nouvelle baisse des taux pour la fin de l'année. Hâtes! la baisse s'arrêta en juin, après la dernière diminution du taux d'intervention de la Banque de France sur le court terme, alors ramené à 7 % et resté inchangé depuis. Motif : l'Allemagne ne veut rien faire, et, en ce cas, la France ne peut rien faire. Donc, statu quo et déception, d'autant plus forte qu'en août la rumeur d'un abaissement des taux allemands avait circulé.

On sait ce qu'il en est. La Bundesbank, cette semaine, a, une fois de plus, laissé ses taux inchangés, escompte et lombard.

Outre-Rhin, néanmoins, des voix de plus en plus nombreuses, chez les banquiers, s'élèvent pour réclamer une diminution. Le président de la Dresdner Bank vient de rejoindre la sieste à celle du président de la Commerzbank, qui s'était déjà exprimé dans ce sens. De ce côté-ci du Rhin, on ne se prive pas d'évoquer la « schizophrénie » de la Bundesbank, qui n'en a cure, du moins pour l'instant. Aux États-Unis, l'incertitude demeure. Certes, M. Albert Wollmuller, chef économiste de la First Boston Corp., l'un des « gourous » de Wall Street, réitère sa prédiction d'une baisse nouvelle du taux d'escompte de la Réserve fédérale. On sait que M. Henry Kaufman, de Salomon Brothers, autre « gourou », professe la même opinion. Mais, à la Fed, on scrute l'horizon des prix, qui pourraient remonter un peu avec ceux du pétrole (+ 0,4 % sur les prix de gros en septembre, précisément à cause des prix des produits pétroliers) : gare à l'inflation ! A vrai dire, les autorités attendent la publication des prochains indices économiques pour prendre leur décision.

Toutes ces incertitudes expliquent qu'à Paris le marché reste neurasthénique, et engorgé. La dernière émission d'obligations assimilables du Trésor (OAT) est une magnifique « colle » lancée il y a quinze jours, à 7,70 %, elle se traite à 3 points au-dessous de son prix moyen d'émission, ayant chuté à 96,95 %. Il faut dire que certains emprunts d'Etat précédemment émis offrent des rendements de plus de 8 % sur le marché secondaire, 8,19 % par exemple, pour le 9,80 % 1996, ce qui consacre la remontée des taux longs en France. Dans ces conditions, il serait opportun de mettre le marché à la diète. A la veille du week-end, aucune émission n'était encore prévue pour la semaine prochaine. Fait significatif, le seul emprunt qui ait été lancé, cette semaine, par Paribas, pour 2 milliards de francs, était assorti d'un taux variable « amélioré », le moins pour la première tranche, très recherchée. Pour le court terme, la Banque de France a jugé bon d'effectuer une adjudication au taux de 7 % inchangé depuis le 16 juin dernier, mais le marché n'a guère été impressionné, le foyer de l'argent au jour le jour se maintenant à 7 3/8 %.

F. R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

La rechute du sucre

Le sucre blanc se traitait à Paris, le 9 octobre, à 1 175 F par tonne, alors que les cours se situaient encore, fin mars, au-dessus de 1 700 F. Ce virage, dont les professionnels estiment qu'il est proche de son terme, traduit la déception du marché, une fois connus les chiffres quasi définitifs des récoltes et de la demande pendant la campagne 1985-1986, achevée le 30 août.

Ces derniers mois, le marché vivait avec la certitude qu'il était assaini. Les réductions de production volontaires en Europe et accidentelles à Cuba et en Australie - pour cause d'ouragans - faisaient espérer aux négociants que les stocks mondiaux pléthoriques de sucre (près de 40 millions de tonnes) commenceraient à fondre. Les négociants estimaient qu'ils

diminuerait d'environ 3 millions de tonnes. Ces projections optimistes se fondaient aussi sur l'hypothèse d'une croissance de la consommation, dans les pays en voie de développement en particulier.

Mais les dernières prévisions, publiées notamment par le courtier anglais Man, démontrent ce bel échec. La production en 1986-1987 devrait s'élever à 99,65 millions de tonnes, en progression de 0,7 % sur la précédente campagne, là où le marché attendait un repli de 2 % à 3 %. Man va plus loin en précisant : « Cette estimation est susceptible d'être révisée à la hausse, et on pourrait enregistrer une récolte record, en dépit de cours mondiaux désespérément bas et de perspectives limitées ». M. Kohly, de la société Goldschmidt, ajoute que la baisse des prix du pétrole a réduit les achats des pays du Moyen-Orient producteurs d'or noir. « Le détachement mondial n'aura probablement été, en 1985-1986, que marginal, conclut-il; et le problème des surplus n'est pas réglé ».

Après son réveil de l'an passé, le sucre serait-il à la veille d'une nouvelle grande dépression ? Force est de constater que l'affaiblissement des prix mondiaux est d'abord provoqué par le marasme régnant sur le marché du sucre roux, et non du blanc. En réduisant de près de 1 million de tonnes (de 2,7 millions à 1,850 millions) leur quota d'importation de sucre non raffiné d'une campagne sur l'autre, les États-Unis ont contraint les producteurs, en quête de nouveaux débouchés, de placer leur marchandise sur le marché libre. Dès lors que la qualité de ce sucre est souvent médiocre, il s'ajoute aux stocks existants et pèse sur les cours mondiaux, entraînant avec lui ceux du blanc.

La chute du dollar a accentué ce déclin. Il est troublant de constater

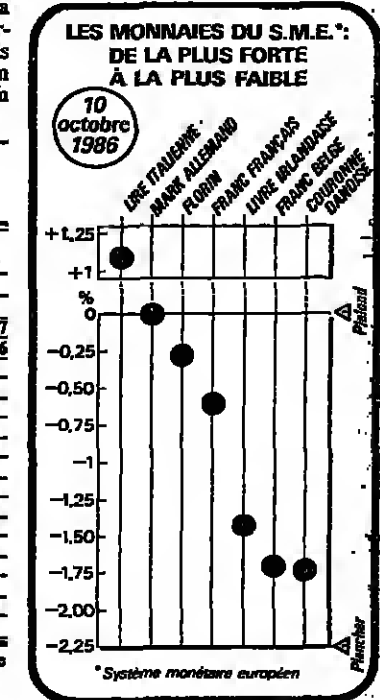
qu'à New-York les prix moyens du sucre au cours des sept dernières semaines s'inscrivaient à 175,07 dollars la tonne en septembre 1986, contre 176,61 dollars à la même époque de 1985. Dans l'intervalle, il s'est en revanche passé à Paris de 1 516 F à 1 181 F, soit un recul de 28,3 %.

Pour la nouvelle saison, les professionnels tablent sur l'arrêt de la perçée du sirop de maïs (substitut au sucre) outre-Atlantique et sur une relance de la consommation en Chine, en Inde et en Australie. Quant aux États producteurs, ils pourraient s'inspirer de la sagesse mise le 28 septembre, les électeurs helvétiques ont refusé, lors d'un référendum, un arrêt prévoyant de faire passer la récolte du pays de 850 000 tonnes à 1 million de tonnes. La chaîne de distribution Migros avait jugé ce projet d'« extension » irréaliste en période de surproduction.

ERIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 10-10
Café h. g. (Londres) - Trois mois	942 (- 6) Livres/tonne
Aluminium (Londres) - Trois mois	817,5 (+ 3) Livres/tonne
Nickel (Londres) - Trois mois	2 626 (+ 6) Livres/tonne
Stain (Paris) - Décembre	1 177 (+ 37) Francs/tonne
Café (Londres) - Novembre	2 280 (- 28) Livres/tonne
Cacao (New-York) - Décembre	1 929 (- 113) Dollars/tonne
Blé (Chicago) - Décembre	273 (+ 4,75) Cents/bushel
Maïs (Chicago) - Décembre	167 (- 2,75) Cents/bushel
Soya (Chicago) - Décembre	147,30 (- 3,48) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 La rencontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev à Reykjavik. 5 Tunisie : Trois formations d'opposition participent à la campagne pour les législatives. - Nicaragua : l'Américain capturé par l'armée sera jugé.	6 Le débat à l'Assemblée sur le découpage électoral.	7 L'affaire du Carrefour du développement. - Le procès de Maurice Joffe. CHRONOLOGIE 8 Septembre 1986 dans le monde.	9 Expositions : « Dives » au palais Garnier. - Le Festival d'art sacré de Paris. 11 Communication : le vote des dispositions anti-concentration dans les médias à l'Assemblée nationale.	12 Le Monde-Régions. 13 La crise de la Normandie. - Le président de la deuxième banque américaine a démissionné. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, Changes, Grands marchés.	Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Programmes des spectacles 10

Un projet de loi soumis au Conseil d'Etat

Un serment solennel serait exigé des candidats à la naturalisation

« Je jure d'être fidèle à la Constitution, aux lois de la République et d'accomplir loyalement mes devoirs de citoyen français. » C'est le serment que devra prononcer tout candidat à la naturalisation si le projet de loi sur la citoyenneté française, établi par le ministère de la justice, est adopté par le Parlement. Visant à donner « un caractère solennel » à la naturalisation, ce serment ne figurait pas dans l'ancien projet de loi.

Le texte définitif vient d'être soumis au Conseil d'Etat. Il pourrait être adopté lors d'un prochain conseil des ministres, puis être examiné d'abord par le Sénat « pour des raisons de calendrier ».

Selon le projet de loi, un enfant de parents étrangers, né en France et y résidant depuis plus de cinq ans, ne pourrait plus obtenir automatiquement la

nationalité française (sauf si l'un de ses parents est lui-même né en France). Cet enfant devrait, à sa majorité, manifester sa volonté de devenir français, sous forme d'une déclaration de nationalité.

D'autre part, il ne suffirait plus de se marier avec un conjoint français pour acquérir la nationalité française. Le mariage permettrait simplement au conjoint étranger d'être dispensé de la période de stage de cinq ans de résidence en France.

Enfin, les enfants de parents demandant la nationalité française ne deviendraient pas eux-mêmes français si leurs parents ne les avaient pas expressément mentionnés dans leur demande afin d'éviter « que ne soient rattachés, ultérieurement, des enfants de filiation douteuse, non signalés lors de la requête ».

LIBAN

Le sort des otages

Les parents « désespérés » s'adressent à M. Mitterrand et Chirac

Les proches parents des huit otages français détenus au Liban ont adressé une lettre commune au président François Mitterrand et à M. Jacques Chirac pour leur demander de conjurer leurs efforts afin d'obtenir la libération des otages, et ont appris vendredi 10 avril après de M. Joëlle Kauffmann.

La lettre est signée par les épouses de cinq des otages, M^{mes} Eliane Fontaine, Mary Seurat, Joëlle Kauffmann, Aurora Cornac et M^{me} Sontag, ainsi que par M^{me} Simone Elkhouy-Cartou, fille de Marcel Carton, M. et M^{me} Normandin, parents de Jean-Louis Normandin, et M. Jean-Pierre Khoudari, nouveau de Marcel Koudari.

Les parents des otages, « désespérés par le sort de leurs proches détenus au Liban depuis de nombreux mois et menacés de mort sans qu'aucune solution ne soit en vue », soulignent dans cette lettre qu'ils ont longtemps gardé le silence pour ne pas gêner le gouvernement dans ses négociations, mais qu'ils se sentent maintenant obligés d'agir de nouveau en raison de l'état catastrophique dans lequel se trouvent les otages.

La guerre du Golfe

L'Iran assure avoir « détruit » le complexe pétrolier irakien de Kirkouk

Téhéran. - Téhéran a lancé une opération en territoire irakien dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 octobre, a annoncé l'agence d'information iranienne IRNA, assurant que les troupes iraniennes avaient détruit le complexe pétrolier de Kirkouk.

Cette opération, qui aurait permis une « percée profonde » en territoire ennemi, constitue une « nouvelle étape » dans la guerre irano-irakienne, a ajouté IRNA.

Elle précise que les forces iraniennes ont notamment pénétré dans le nord de l'Irak, dans la région pétrolière de Kirkouk. « Les combattants islamiques de l'Iran ont détruit le gigantesque complexe pétrolier de Kirkouk », affirme l'agence. Selon IRNA, l'assaut a été donné en coopération avec les rebelles kurd du nord de l'Irak et constitue une riposte aux attaques lancées par Bagdad contre les installations pétrolières iraniennes.

Aucune mention de cette opération et des dégâts qui auraient été infligés au complexe pétrolier de Kirkouk n'a encore été faite à Bagdad. - (AFP, Reuters).

A B C D E F G

Battus par M. Dumas

Les centristes demandent des compensations à M. Chirac

« Un incident ponctuel sans incidence pour le pays » : M. Pierre Méhaignerie a ainsi qualifié, le vendredi 10 octobre, l'élection surprise de M. Roland Dumas à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Pourtant, ce claquage de surface n'est que l'émergence de mouvements plus profonds.

Il confirme que le Front national est en état de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre, et échauffe la stratégie du PS. Alors qu'il aurait pu - certains des siens l'avaient envisagé - aider un centriste (M. Bernard Stasi) contre un homme de la droite classique (M. Jean-François Deniau) et ainsi concrétiser un souci d'ouverture au centre, il a préféré une victoire immédiate, qui à l'immense mérite à ses yeux de montrer les divisions de la majorité, obligeait M. Chirac lui-même à la souligner. Mais pour ce faire, il a dû accepter d'être le bénéficiaire du jeu de bécassine de l'extrême-droite, alors qu'il reproche tant au RPR et à l'UDF

d'accepter, dans d'autres circonstances, les vœux des amis de M. Le Pen.

On comprend mieux, en tout cas, que M. Chirac ait si souvent eu recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. D'autant que, pour sévère qu'elle soit, la leçon n'a, semble-t-il, pas porté tous ses fruits. M. Stasi annonce déjà qu'il sera candidat lorsque la présidence de M. Dumas sera remise en jeu (le 2 avril 1987), alors que M. Michel d'Ornano, à l'Antenne 2, souhaite « une candidature d'union » et envisage celle de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le signal d'alarme est allumé pour M. Jacques Chirac. Le CDS, maillon faible (parce que barré), de son soutien parlementaire, digère fort mal l'effacement qui lui a été fait. A quelques semaines de son congrès, il va lui falloir des compensations. Mais celles-ci risquent d'être mal appréciées par les amis les plus sûrs du premier ministre (le RPR et les PR Iétoardiens).

Plus inquiétant encore pour l'avenir de la majorité toute entière, l'élection de M. Dumas prouve que certains des siens, quand il s'agit de choisir un homme, préfèrent la victoire de la gauche à celle de ceux de la droite qu'ils méprisent. M. d'Ornano l'a reconnu : « si on continue comme cela (...) le prochain président de la République sera le candidat socialiste ». Au moment où la droite s'inquiète de la qualité des reports de voix au deuxième tour de l'élection présidentielle, un nouveau clignotant orange vient de s'allumer.

Th. B.

● M. Jean-Pierre Cot regrette la défection de M. Stasi. « Je regrette la défection de Bernard Stasi qui s'est illustré par son combat anticontraire. Ce scrutin souligne cruellement les contradictions de la droite. Il n'honore pas pour autant le Parlement français », nous a déclaré, samedi 11 octobre, M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre, membre (PS) de l'Assemblée des Communautés européennes.

Neuf militants antimucclaires se sont introduits dans la centrale de Cattenom

Neuf militants antimucclaires, allemands, français et britanniques, déclarant appartenir au groupe Robin des bois, ont occupé le sommet de la tour de réfrigération de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) pendant une dizaine d'heures, le vendredi 10 octobre. Pendant ce temps, une quarantaine d'autres personnes manifestaient devant la centrale. Parmi elles se trouvaient notamment, un député écologiste indépendant luxembourgeois, M. Jap Weber, qui, porteur d'un talisman-walke, a été brièvement interpellé.

La direction de la centrale a toutefois précisé que les manifestants « n'ont à aucun moment été en mesure de pénétrer à l'intérieur du bâtiment protégé de la tranchée I (les cours d'essai précédant le démarrage) » et qu'ils ont servi les dispositifs du contrôle d'accès. La tranchée n° 2, elle, est toujours une zone de chantier. Les manifestants y ont pénétré au moyen d'une échelle posée sur le toit d'un autocar, à la faveur d'un épais brouillard.

C. H. G.

Le numéro du « Monde » daté 11 octobre 1986 a été tiré à 489 708 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-4 ISLM

Hergé, dernier opus

3 mars 1983, mort du Georges Remi, dit Hergé. La bande dessinée européenne perd le premier de ses « classiques ». Mais, pour des millions de lecteurs dispersés à travers le monde, c'est Tintin qui disparaît, l'ami aux cotés duquel ils avaient vécu, le cœur battant, quelques vingt-trois aventures.

Comment admettre que Tintin et les membres de sa pittoresque « famille » (Haddock, Milou, Tournesol, Nestor, les Dupondt, le Castafiore, Séraphin Lampion...) appartenissent désormais à l'histoire ? Il faut pourtant bien s'y résoudre, puisque Hergé

contrôle et de rigueur. Ici, tout n'est encore que bouillonnement interne, effervescence et frémissement baroque. Bourré d'énergie, le trait va à l'essentiel, au plus expressif. Hergé apparaît soudain comme un proche cousin de Reiser et de Claire Bretécher, pour lesquels il possédait la plus vive admiration. Dépassé dans l'intimité du geste créateur, l'homme secret qui, dans un entretien accordé à Benoit Peeters en 1982, se reprochait de ne pas être « suffisamment spontané » nous est enfin livré à l'état brut, privé du droit au repêchage et à la dissimulation.

Sachant que Tintin et l'Alph-Art seraient son tout dernier album, Hergé a, semble-t-il, voulu se réapproprier une création dont il s'était peu à peu détaché. Non seulement il y fait revivre des personnages depuis longtemps absents de la série, tels Gibson, Chiklet et Sakharine, non seulement il recentre l'action à Moulinart, comme dans les *Bijoux*, mais encore il forge deux nouvelles figures qui touchent de près à certaines préoccupations très privées. Ainsi la peintre-sculpteur Ramo Nash renvoie-t-il au goût très vif d'Hergé pour l'art moderne - qu'il collectionnait assidûment - tandis que le russe Endrachevskis évoque, pour quelques instants, les voyants et autres personnages mystiques que le dessinateur se plaisait à convoquer.

La deuxième remarque confirme, sur un point précis, l'investissement personnel très fort consenti par Hergé dans l'Alph-Art. Ce sont les lettres de l'alphabet qui fondent l'art de Ramo Nash ; mais, en fait de lettres, il est surtout question d'un gigantesque H en majuscule et d'un brouillard de deux E accolées. N'avons-nous pas là trois des cinq lettres qui composent le nom H E R G É ?

Deux lettres manquent à l'appel : le R et le G. C'est à dire précisément les initiales dont l'association permet de reconnaître, phonétiquement, le pseudonyme de Georges Remi. Et si le père de Tintin, au moment précis où ce livre le ressassait, nous signifiait, par ce subtil dispositif parcellaire, son congé éternel.

THÉRIER GROENSTEIN.
« Tintin et l'Alph-Art », d'Hergé, Ed. Casterman, 200 F.

L'éditeur ouest-allemand Bertelsmann entre dans le capital de la CLT

Le premier groupe d'édition européenne, l'Allemand Bertelsmann, détient prochainement environ 4 % du capital de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), qui possède RTL et RTL-TV, ainsi que la chaîne allemande RTL-Plus, et qui est candidate à la reprise de la « 5 ». Un protocole d'accord a en effet été signé, le 9 octobre, à Bruxelles, par les dirigeants du groupe Bertelsmann et du groupe belge Bruxelles-Lambert (GBL), actionnaire principal de la CLT par le biais du holding Audiofin, où figure aussi le groupe Havas (29 % des parts).

L'entrée prochaine de Bertelsmann dans le capital de la CLT sera techniquement possible grâce à une augmentation de capital de Fratel, une filiale d'Audiofin. Le groupe ouest-allemand sera représenté en fin d'année dans les instances compétentes d'Audiofin, de Fratel et de la CLT, indique le communiqué.

L'OPF sur les Presses de la Cité M. Goldsmith face à M. De Benedetti

La bataille pour la prise de contrôle des Presses de la Cité continue. Attenuée depuis plusieurs jours, la contre-offensive de M. Jimmy Goldsmith est intervenue à la veille du week-end. La Chambre syndicale des agents de change a annoncé que le propriétaire de Générale occidentale et de l'hebdomadaire *L'Espresso* lancera, vendredi 10 octobre, une offre publique d'échange (OPF) sur le deuxième groupe d'édition française, pour contrer l'offensive menée depuis une quinzaine de jours par M. Carlo De Benedetti. (Nos dernières éditions.)

Le patron d'Olivetti, qui contrôle le grand éditeur italien Mondadori, avait acquis le 23 septembre dernier 13,8 % des actions des Presses de la Cité par l'intermédiaire de la société CERUS qu'il contrôle à 50 %, et de Pochelbrom, holding financier du groupe Worms. Il espérait aller plus loin et acquérir une part « significative » du capital du groupe convoité (le tiers environ).

La contre-offensive de M. Goldsmith vient se mettre au travail de cette ambition.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

LOUIS MERMAZ

animé par Alexandre BALOUD

en direct sur RTL

avec André PASSERON et Pierre SERVENT (Le Monde) Paul Jacques TRUFFAUT et Dominique PENNEQUIN (RTL)

مكتبة العالم